

CONSEIL MUNICIPAL

PROCES VERBAL de la séance du 29 AVRIL 2014

- N°1 - Madame AMSELLEM est désignée comme Secrétaire de séance, à l'unanimité.
- N° 2 - Le Secrétaire de séance procède à l'appel nominal :

Présents – Mme CECCALDI-RAYNAUD, Mme ABKARI, M. GAHNASSIA, Mme AMSELLEM, M. BALLE, Mme PALAT, M. FRANCHI, Mme GIRARD, M. CAVAYE, Mme HEURTEUX, M. CAUMONT, M. PINSARD, Mme MADRID, M. STURBOIS, Mme DUBUS, Mme LACONTAL, Mme SMADJA, M. MOREAU-LUCHAIRE, M. GHANEM, Mme RENOUF, Mme MESSAOUDENE, M. MALEVERGNE, Mme FEDON-TRESTOURNEL, M. BERNASCONI, Mme ANDRE, M. BOUCHINDHOMME, M. LOTTEAU, M. GREBERT, M. MARMEYS, M. VAUDOUR-KOENIG, Mme HARDY, M. VAZIA, M. BRAZON

Ont donné mandat – M. DUEZ à Mme ABKARI, Mme TROPENAT à Mme LACONTAL, M. BATISTA à M. LOTTEAU, M. CHAMBAULT à Mme SMADJA, Mme CAZENAVE à Mme MESSAOUDENE, Mme LEBRETON à M. BOUCHINDHOMME, M. MARCHIONI à M. PINSARD, Mme SIRSALANE à M. GREBERT, M. DI PIETRO à M. MARMEYS

Etait excusé : M. KALOUSDIAN

Madame le Maire constate que le quorum est atteint.

- N° 3 - Le Conseil, par **37 voix pour**, (Mme Ceccaldi-Raynaud, Mme Abkari, M. Gahnassia, Mme Amsellem, M. Ballet, Mme Palat, M. Franchi, Mme Girard, M. Cavayé, Mme Heurteux, M. Caumont, M. Bernasconi, Mme Madrid, M. Sturbois, M. Malevergne, M. Pinsard, Mme Dubus, Mme Lacontal, Mme Smadja, M. Moreau-Luchaire, M. Ghanem, Mme Renouf, Mme Messaoudene, Mme Fedon-Trestournel, Mme André, M. Bouchindhomme, M. Lotteau, M. Duez qui a donné mandat à Mme Abkari, Mme Tropenat qui a donné mandat à Mme Lacontal, M. Batista qui a donné mandat à M. Lotteau, M. Chambault qui a donné mandat à Mme Smadja, Mme Cazenave qui a donné mandat à Mme Messaoudene, Mme Lebreton qui a donné mandat à M. Bouchindhomme, M. Marchioni qui a donné mandat à M. Pinsard, M. Marmey, M. Koenig, M. Di Pietro qui a donné mandat à M. Marmey) **2 voix contre**, (M. Grébert, Mme Sirsalane qui a donné mandat à M. Grébert) et **3 abstentions** (Mme Hardy, M. Vazia, M. Brazon) **adopte** les procès-verbaux des Conseils Municipaux des 4 et 10 avril 2014.
 - N° 4 – Il est donné communication au Conseil Municipal :
- > des décisions que le Maire a été amené à prendre en application des articles L.2122-21 et L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales

Date de l'arrêté	N° de l'arrêté	Objet de l'arrêté
2 décembre 2013	25864	Fixation des tarifs pour l'activité « Puteaux en Neige » du 30 novembre 2013 au 26 janvier 2014 : reconduction des tarifs 2012/2013 : Entrée : gratuite Prix par activité (Karting, patinoire, manège et photo) : 2 € Carnet de 12 tickets : 20 € Activités ludiques et éducatives pour les enfants : 0.50 €
2 décembre 2013	25875	Fixation des tarifs des droits de voirie : Emprise ceinturée ou non par une palissade de couleur verte : 20 € (mensuel le m²) Echafaudage : 15 € (mensuel le m²) Benne à gravois jusqu'à 7 m³ (du lundi au samedi inclus, interdit le dimanche) : 100 € (montant hebdomadaire à l'unité) Entrée Charretière Bateaux : 125.25 € (droit unique) Occupation temporaire du Domaine Public pour prise de vue : 805.90 € (la demi-journée)

2 décembre 2013	25876	Fixation des tarifs des droits d'étalages, terrasses, marquises, stores, ventes de démonstration : Etalage : 57.35 € (montant annuel le m²) Terrasses ouvertes : 57.35 € (montant annuel le m²) Terrasses ouvertes sur des emplacements de stationnement. Période comprenant la pose et dépose de la terrasse : 28.70 € (montant du 1 ^{er} avril au 31 octobre le m²) Terrasses fermées couvertes : 120.20 € (montant annuel le m²) Marquises, Stores : 7.70 € (montant annuel le m²) Ventes dites de démonstration : 46.20 € (montant journalier l'étal) Ventes de fleurs aux abords des cimetières (Toussaint) : 42 € (montant journalier l'étal)
16 janvier 2014	26422	Fixation des tarifs de la « nuit de l'eau » le 22 mars 2014 de 19h à minuit : tarif unique de 2 €
6 décembre 2013	25948	Fixation du tarif de la prestation aquabike à la Résidence de Vacances de l'Hôtel Le Crêt du Loup à la Clusaz : 12 € par séance de 30 minutes
7 février 2014	26575	Fixation du tarif de la prestation Espace Bien-être à la résidence de Vacances de l'Hôtel le Crêt du Loup à la Clusaz : 5 € par famille
18 février 2014	26668	Fixation du tarif de la prestation animation enfants à la Résidence de Vacances de l'Hôtel Le Crêt du Loup à la Clusaz – Du 15 février au 1 ^{er} mars 2014 pour les enfants âgés de 5 ans à moins de 12 ans et de 16h30 à 21h30 tous les jours sauf le samedi pour un montant de 2.50 euros par séance et par enfant
28 février 2014	26778	Fixation des tarifs de délivrance de copies de documents administratifs : Abrogation de l'arrêté municipal n° 12087 du 25 mai 2004 relatif à la délivrance de copies de documents administratifs et de l'arrêté municipal n° 21062 du 12 avril 2006 relatif à la délivrance de copies de la liste électorale. - Page format A4 : 0.18 € - Page format A3 : 0.36 € - Page de format A1 et A2 : 4 € - Page de format A0 : 7 € - Cédérom : 2.75 €
18 mars 2014	27130	Règlementation du vide-greniers du dimanche 11 mai 2014 : 10 € la table d'étalage
6 décembre 2013	25962	Modification de la régie d'avances du garage municipal Voltaire pour le paiement des dépenses : - Pièces détachées pour les véhicules de la Ville d'un montant inférieur à 200 € - Toute dépense urgente de matériel d'un montant inférieur à 200 € - Frais de stationnement ponctuel - Formalités, démarches et documents administratifs et légaux concernant les véhicules (art 3)
13 décembre 2013	26041	Modification de la régie d'avances et de recettes pour la Billetterie et les spectacles de la Ville de Puteaux. Ajout des remboursements dus aux changements de tarifs (art 13).
15 janvier 2014	26443	Modification de la régie de recettes pour l'Hôtel du Crêt du Loup à la Clusaz. La régie encaisse des produits liés à la perception sur place. Ajout de la prestation aquabike (art 3)
15 janvier 2014	26444	Modification de la régie de recettes pour les sanisettes et horodateurs de la Ville : création d'un fonds de caisse pour les disques verts de stationnement et mention de la gestion d'un stock de valeurs inactives constitué des disques verts.
17 janvier 2014	26455	Modification de la régie de recettes pour l'Hôtel du Crêt du Loup à la Clusaz : Ajout de l'encaissement par carte bancaire
30 janvier 2014	26529	Modification de la régie de recettes pour l'Hôtel du Crêt du Loup à la Clusaz : - Ajout de l'encaissement des produits liés à la prestation aquabike et à la prestation espace bien-être (art. 3) - Augmentation à 2000 € du montant moyen des recettes encaissées mensuellement (art 9)
30 janvier 2014	26530	Modification de la régie de recettes pour la Caisse centrale : modification des encaissements de la régie unique avec le ajout des copies de listes électorales aux recettes de la caisse centrale (art 4)
6 décembre 2013	26036	Modification de la sous régie de recettes pour les sanisettes et horodateurs de la Ville : création d'un fonds de caisse pour permettre le rendu de monnaie lors de la vente des disques verts de stationnement dans le hall administratif
12 décembre 2013	26043	Approbation d'une convention de mise à disposition de locaux communaux entre la Ville de Puteaux et l'Association ORCHESTRE LAMOUREUX : 2 salles du Conservatoire le 13 décembre 2013 (salle Mozart) de 8h30 à 13h30 et le 21 janvier 2014 (salle Gramont) de 9h30 à 15h à titre gracieux
12 décembre 2013	26044	Approbation d'une convention de mise à disposition de locaux communaux entre la Ville de Puteaux et l'Association DECLIC ET DES CLAC : Palais de la Danse du 6 novembre 2013 au 25 juin 2014 à titre gracieux le mardi de 19h à 21h30

12 décembre 2013	26045	Approbation d'une convention de mise à disposition de locaux communaux entre la Ville de Puteaux et l'Association HAPPY TAP durant la période du 4 novembre 2013 au 25 juin 2014 (Palais de la danse) à titre gracieux les lundis et jeudis de 17h à 22h 30 hors vacances scolaires avec possibilité pour l'association d'occuper une salle 10 jours à répartir sur l'année.
12 décembre 2013	26046	Approbation d'une convention de mise à disposition de locaux communaux entre la Ville de Puteaux et l'Association L'ORCHESTRE DE CHAMBRE DE PARIS afin de permettre un enregistrement phonographique au conservatoire Jean-Baptiste Lully pour la période du 28 octobre au 31 octobre 2013 de 10h à 13h et de 14h30 à 17h30 avec présence des artistes entre 9h et 18h à titre gracieux
12 décembre 2013	26047	Approbation d'une convention de mise à disposition de locaux communaux entre la Ville de Puteaux et l'Association EVI 'DANSE au Palais de la danse (salle Baush) de 11h à 12h30 et la salle Lifar de 14h à 17h40 du 28 au 31 octobre 2013 à titre gracieux
12 décembre 2013	26048	Approbation d'une convention de mise à disposition de locaux communaux entre la Ville de Puteaux et l'Association JOCALIZZ au Palais de la danse les mercredis 6/11/2013 ; 20/11/2013 ; 04/12/2013 ; 18/12/2013 ; 08/01/2014 ; 22/01/2014 ; 05/02/2014 ; 05/03/2014 ; 19/03/2014 ; 02/04/2014 ; 16/04/2014 ; 30/04/2014 ; 14/05/2014 ; 28/05/2014 ; 11/06/2014 et 25/06/2014
22 janvier 2014	26458	Approbation d'une convention de mise à disposition de locaux communaux entre la Ville de Puteaux et l'Association Espoir sans Frontières – conservatoire Jean-Baptiste Lully le 28 janvier 2014 de 17h à 23h30 (salle Gramont et de loges) à titre gracieux
7 février 2014	26576	Approbation d'une convention de mise à disposition de locaux communaux entre la Ville de Puteaux et l'Association SOCIETE D'ART MUSICAL LES SAISONS : studio d'enregistrement du Palais de la Jeunesse le 26 janvier 2014 et le 2 février 2014 à titre gracieux
7 février 2014	26577	Approbation d'une convention de mise à disposition de locaux communaux entre la Ville de Puteaux et l'Association Chœur et Orchestre symphonique de Paris : Conservatoire (salle Gramont) le mardi 4 mars, jeudi 6 mars et vendredi 7 mars 2014 à titre gracieux
7 février 2014	26578	Approbation d'une convention de mise à disposition de locaux communaux entre la Ville de Puteaux et l'Association Cœurs en Chœurs : Conservatoire (salle Gramont) le dimanche 2 février 2014 à titre gracieux
4 mars 2014	26786	Approbation d'une convention de mise à disposition de locaux communaux entre la Ville de Puteaux et l'Association Les Folies Françaises : Salle Lully au conservatoire du 24 au 26 février 2014 à titre gracieux
2 décembre 2013	25891	Approbation d'une convention de mise à disposition de la piscine du Palais des Sports (2 allée Georges Hassoux) le 3 décembre 2013 de 14h à 22h en vue du tournage d'une émission intitulée « la France a un incroyable talent » pour une contribution financière de 6704 € comprenant la location du bassin extérieur de 50 mètres ainsi que différents frais inhérents à l'organisation du Spectacle
31 janvier 2014	26543	Approbation d'un avenant à la convention de mise à disposition de locaux au profit de l'Association Evi'Danse : gymnase de l'école de la Rotonde à titre gracieux le mercredi de 18h30 à 21h45 du 7 janvier au 30 juin 2014
31 janvier 2014	26544	Approbation d'un avenant à la convention de mise à disposition de locaux et équipements sportifs communaux au profit du Bureau des Sports de l'IESEG de 2 terrains de tennis extérieurs les jeudis de 14h à 16h du 23 janvier au 17 avril 2014, excepté le 27 février 2014 – tarif horaire/10 euros
19 février 2014	26728	Approbation d'une convention de mise à disposition d'un terrain communal au bénéfice de l'Association Culturelle Solidarité Islamique : terrain équipé d'un chapiteau modulaire situé 467 boulevard Aimé Césaire à Nanterre du 1 ^{er} janvier 2014 au 31 décembre 2014. La mise à disposition provisoire du terrain et des équipements intervient à titre gracieux. Une somme forfaitaire de 1000 € mensuel pour l'eau et l'électricité sera demandée au preneur
20 mars 2014	27191	Approbation d'une convention entre la Ville et l'Association AFARIF relative à l'accueil des enfants du Centre aéré de la Ville de Ghisonaccia au village de vacances de la Marine de Caprone du 5 juillet au 31 août 2014 à titre gracieux
19 février 2014	26674	Autorisation d'occupation du domaine public par la société LMD COFFEE pour l'exploitation du snack bar sur l'esplanade de l'Hôtel de Ville de Puteaux d'un an à compter du 28 mai 2014 reconductible tacitement pour trois ans pour une redevance annuelle d'occupation du domaine public fixe de 3 500 € TTC
25 février 2014	26750	Autorisation d'occupation du domaine public Place de l'Hôtel de Ville (Côté rue Chantecoq) à Puteaux par la société EUROPE LOISIRS – MANEGE CAROUSEL 1900 – Jacques GAUTHIER du 11 février 2014 au 1 ^{er} juin 2014 pour une redevance domaniale mensuelle de 100 € H.T.

25 février 2014	26751	Autorisation d'occupation du domaine public Place du Théâtre par la société EUROPE LOISIRS – MANEGE CAROUSEL 1900 – Jacques GAUTHIER pour une durée de 3 mois à compter du 2 février 2014 avec une reconduction expresse pour une durée d'un mois pour une redevance domaniale mensuelle de 100 € H.T.
18 mars 2014	27131	Reconduction d'une convention d'occupation temporaire du domaine public fluvial du 1 ^{er} janvier 2014 au 31 décembre 2018 avec Voies Navigables de France en vue de permettre le rejet des eaux pluviales issues de la piscine, du parc Lebaudy et du tennis club situés sur l'Île de Puteaux
18 mars 2014	27135	Approbation d'une convention de mise à disposition d'une parcelle de terrain à usage de « jardin familial » à titre précaire et révocable sis 46 rue Eichenberger : n° 14 de 14,50 m² pour une redevance annuelle de 36.25 € plus 19.58 € de provisions annuelle pour charges (n° 27135), n° 2 de 30,50 m² pour une redevance annuelle de 76.25 € plus 41.18 € de provisions annuelles pour charges (n° 27137). Sis 4 rue Victor Hugo : n° 6 de 41 m² pour une redevance annuelle de 102.50 € plus 55.35 € de provisions annuelle pour charges (n° 27136), n° 1 de 35 m² pour une redevance annuelle de 87.50 € plus 47.25 € de provisions annuelles pour charges (n° 27140), n° 2 de 35 m² pour une redevance annuelle de 87.50 € plus 47.25 € de provisions annuelles pour charges (n° 27141), n° 9 de 48 m² pour une redevance annuelle de 120.00 € plus 64.80 € de provisions annuelles pour charges (n° 27142), n° 13 de 38 m² pour une redevance annuelle de 95.00 € plus 51.30 € de provisions annuelles pour charges (n° 27143) n° 7 de 38 m² pour une redevance annuelle de 95.00 € plus 51.30 € de provisions annuelles pour charges (n° 27144), n° 3 de 40 m² pour une redevance annuelle de 100.00 € plus 54.00 € de provisions annuelles pour charges (n° 27145). Sis 84/6 rue de Verdun : n° 10 de 36.16 m² pour une redevance annuelle de 90.40 € plus 48.82 € de provisions annuelles pour charges (n° 27138). Sis 92 rue des Bas Rogers : n° 4 de 38.29 m² pour une redevance annuelle de 95.73 € plus 51.69 € de provisions annuelles pour charges (n° 27139)
10 mars 2014	26939	Conclusion d'un bail commercial au bénéfice de la SARL Secret's Room portant sur le local sis 38 boulevard Richard Wallace afin d'exercer l'activité de vente de lingerie et accessoires pour femme moyennant un loyer de 8.880 € hors charges et hors taxe
18 mars 2014	27134	Conclusion d'un bail commercial au bénéfice de la SARL MODENA portant sur le « lot n° 1 » du Village du Théâtre sis 9 place du Théâtre afin d'exercer l'activité de restauration traditionnelle moyennant un loyer annuel de 46.800 € hors charges et hors taxes
16 janvier 2014	1364	Bail commercial pour M. Thierry MONNIER d'un local allée du marché consenti pour 9 années entières et consécutives à partir du 1 ^{er} janvier 2014 moyennant un loyer annuel de 3528 €
6 janvier 2014	1365	Bail commercial pour la société EURL « Mademoiselle BOUDOIR » d'un local Cité Artisanale consenti pour une durée de 9 années entières et consécutives à partir du 1 ^{er} décembre 2013 moyennant un loyer trimestriel de 720 € et une provision trimestrielle pour charges de 83 €
19 février 2014	1375	Bail commercial pour la SARL Entrée Principale représentée par M. Pierre SEBBAH, gérant de la société d'un local Cité Artisanale consenti pour une durée de 9 années entières et consécutives à partir du 2 janvier 2014 moyennant un loyer trimestriel de 620 € et une provision trimestrielle pour charges de 83 €
27 novembre 2013 24 décembre 2013 4 janvier 2014 6 janvier 2014 3 février 2014		Contrat de location meublée à usage d'habitation à la Résidence des Etudiants et Jeunes Apprentis sise 45-47 rue des Pavillons : logements n° 66 de 36,55 m² (n° 1352), logement n° 24 de 27,48 m² (n° 1360), logement n° 12 de 27,83 m² (n° 1362) logement n° 53 de 31,04 m² (n° 1363), logement n° 81 de 28,58 m² (n° 1372), logement n° 54 de 27,48 m² (n° 1373)

Rapporteur – M. FRANCHI

- N° 5 – Le Conseil, par **40 voix pour** (Mme Ceccaldi-Raynaud, Mme Abkari, M. Gahnassia, Mme Amsellem, M. Ballet, Mme Palat, M. Franchi, Mme Girard, M. Cavayé, Mme Heurteux, M. Caumont, M. Bernasconi, Mme Madrid, M. Sturbois, M. Malevergne, M. Pinsard, Mme Dubus, Mme Lacontal, Mme Smadja, M. Moreau-Luchaire, M. Ghanem, Mme Renouf, Mme Messaoudene, Mme Fedon-Trestournel, Mme André, M. Bouchindhomme, M. Lotteau, M. Duez qui a donné mandat à Mme Abkari, Mme Tropenat qui a donné mandat à Mme Lacontal, M. Batista qui a donné mandat à M. Lotteau, M. Chambault qui a donné mandat à Mme Smadja, Mme Cazenave qui a donné mandat à Mme Messaoudene, Mme Lebreton qui a donné mandat à M. Bouchindhomme, M. Marchioni qui a donné mandat à M. Pinsard, M. Marmey, M. Koenig, M. Di Pietro qui a donné mandat à M. Marmey, M. Vazia, Mme Hardy, M. Brazon) et **2 abstentions** (M. Grébert, Mme Sirsalane qui a donné mandat à M. Grébert) **approuve** le principe de réalisation d'une opération de construction d'un

groupe scolaire situé sur la ZAC des Bergères. **Approuve** le montant de l'estimation financière pluriannuelle correspondante à 26 400 000 euros toutes taxes comprises (vingt-six millions quatre cent mille). **Autorise** le Maire à lancer la procédure de concours restreint. **Approuve** le montant de la prime de 55 000 euros (cinquante-cinq mille) hors taxe à verser à chaque candidat invité à remettre une offre et ayant remis des prestations conformes au règlement de concours. **Autorise** le Maire à solliciter des subventions en vue de la réalisation de cette opération et à signer tous les actes en résultant. **Désigne 5** délégués titulaires membres du jury de concours et 5 délégués suppléants. Sont désignés avec **39 voix pour** (Mme Ceccaldi-Raynaud, Mme Abkari, M. Gahnassia, Mme Amsellem, M. Ballet, Mme Palat, M. Franchi, Mme Girard, M. Cavayé, Mme Heurteux, M. Caumont, M. Bernasconi, Mme Madrid, M. Sturbois, M. Malevergne, M. Pinsard, Mme Dubus, Mme Lacontal, Mme Smadja, M. Moreau-Luchaire, M. Ghanem, Mme Renouf, Mme Messaoudene, Mme Fedon-Trestournel, Mme André, M. Bouchindhomme, M. Lotteau, M. Duez qui a donné mandat à Mme Abkari, Mme Tropenat qui a donné mandat à Mme Lacontal, M. Batista qui a donné mandat à M. Lotteau, M. Chambault qui a donné mandat à Mme Smadja, Mme Cazenave qui a donné mandat à Mme Messaoudene, Mme Lebreton qui a donné mandat à M. Bouchindhomme, M. Marchioni qui a donné mandat à M. Pinsard, M. Marmeys, M. Koenig, M. Di Pietro qui a donné mandat à M. Marmeys, M. Grébert, Mme Sirsalane qui a donné mandat à M. Grébert)

Membres titulaires :

- M. Franchi
- M. Malevergne
- Mme Heurteux
- M. Cavayé
- M. Vazia

Membres suppléants :

- M. Moreau-Luchaire
- M. Lotteau
- Mme Madrid
- Mme Amsellem
- M. Grébert

Rapporteur – M. BALLET

- **N°6 – Le Conseil, par 40 voix pour** (Mme Ceccaldi-Raynaud, Mme Abkari, M. Gahnassia, Mme Amsellem, M. Ballet, Mme Palat, M. Franchi, Mme Girard, M. Cavayé, Mme Heurteux, M. Caumont, M. Bernasconi, Mme Madrid, M. Sturbois, M. Malevergne, M. Pinsard, Mme Dubus, Mme Lacontal, Mme Smadja, M. Moreau-Luchaire, M. Ghanem, Mme Renouf, Mme Messaoudene, Mme Fedon-Trestournel, Mme André, M. Bouchindhomme, M. Lotteau, M. Duez qui a donné mandat à Mme Abkari, Mme Tropenat qui a donné mandat à Mme Lacontal, M. Batista qui a donné mandat à M. Lotteau, M. Chambault qui a donné mandat à Mme Smadja, Mme Cazenave qui a donné mandat à Mme Messaoudene, Mme Lebreton qui a donné mandat à M. Bouchindhomme, M. Marchioni qui a donné mandat à M. Pinsard, M. Marmeys, M. Koenig, M. Di Pietro qui a donné mandat à M. Marmeys, M. Vazia, Mme Hardy, M. Brazon) **et 2 abstentions** (M. Grébert, Mme Sirsalane qui a donné mandat à M. Grébert) **constate** la désaffectation du parking public de surface situé 10-12 et 18 rue Pierre Curie, sur la parcelle Section H n° 192 partielle (ex parcelles H n°37 et 178) pour une superficie de 2 083 m²). **Décide** le déclassement desdites parcelles du domaine public communal et leur incorporation au domaine privé de la commune. **Autorise** le Maire ou son représentant légal à accomplir toutes les formalités nécessaires à cette désaffectation et à son déclassement. **Confirme** la cession des terrains du lot n° 1 de l'îlot du Marché à la société QUANIM IMMOBILIER pour un montant de 14 701 800 euros (quatorze millions sept cent un mille huit cent) hors taxes en ce non compris 2 816 000 euros (deux millions huit cent seize mille) hors taxes pour les équipements publics. **Approuve** le cahier des charges de cession de terrain du lot n° 1 de l'îlot du marché de la ZAC des Bergères. **Autorise** le Maire ou son représentant à accomplir toutes les formalités nécessaires à cette cession, et à signer tout acte afférent à cette affaire.

Rapporteur – M. BALLET

- **N° 7 – Le Conseil, par 40 voix pour** (Mme Ceccaldi-Raynaud, Mme Abkari, M. Gahnassia, Mme Amsellem, M. Ballet, Mme Palat, M. Franchi, Mme Girard, M. Cavayé, Mme Heurteux, M. Caumont, M. Bernasconi, Mme Madrid, M. Sturbois, M. Malevergne, M. Pinsard, Mme Dubus, Mme Lacontal, Mme Smadja, M. Moreau-Luchaire, M. Ghanem, Mme Renouf, Mme Messaoudene, Mme Fedon-Trestournel, Mme André, M. Bouchindhomme, M. Lotteau, M. Duez qui a donné mandat à Mme Abkari, Mme Tropenat qui a donné mandat à Mme Lacontal, M. Batista qui a donné mandat à M. Lotteau, M. Chambault qui a donné mandat à Mme Smadja, Mme Cazenave qui a donné mandat à Mme Messaoudene, Mme Lebreton qui a donné mandat à M. Bouchindhomme, M. Marchioni qui a donné mandat à M. Pinsard, M. Marmeys, M. Koenig, M. Di Pietro qui a donné mandat à M. Marmeys, M. Vazia, Mme Hardy, M. Brazon) **et 2 abstentions** (M. Grébert, Mme Sirsalane qui a donné mandat à M. Grébert) **autorise** le Maire à déposer les demandes de permis de démolir des

biens situés 4 rue des Rosiers, 14 rue des Rosiers, 14 bis rue des Rosiers, 16 rue des Rosiers et à signer tous documents afférents à ces affaires.

Rapporteur – M. BALLET

- N° 8 – Le Conseil, par **40 voix pour** (Mme Ceccaldi-Raynaud, Mme Abkari, M. Gahnassia, Mme Amsellem, M. Ballet, Mme Palat, M. Franchi, Mme Girard, M. Cavayé, Mme Heurteux, M. Caumont, M. Bernasconi, Mme Madrid, M. Sturbois, M. Malevergne, M. Pinsard, Mme Dubus, Mme Lacontal, Mme Smadja, M. Moreau-Luchaire, M. Ghanem, Mme Renouf, Mme Messaoudene, Mme Fedon-Trestournel, Mme André, M. Bouchindhomme, M. Lotteau, M. Duez qui a donné mandat à Mme Abkari, Mme Tropenat qui a donné mandat à Mme Lacontal, M. Batista qui a donné mandat à M. Lotteau, M. Chambault qui a donné mandat à Mme Smadja, Mme Cazenave qui a donné mandat à Mme Messaoudene, Mme Lebreton qui a donné mandat à M. Bouchindhomme, M. Marchioni qui a donné mandat à M. Pinsard, M. Marmeys, M. Koenig, M. Di Pietro qui a donné mandat à M. Marmeys, M. Vazia, Mme Hardy, M. Brazon) et **2 abstentions** (M. Grébert, Mme Sirsalane) **autorise** le Maire à déposer la demande de permis de démolir du bien situé 95 avenue du Général de Gaulle et à signer tous documents afférents à ces affaires.

Rapporteur – M. BALLET

- N° 9 – Le Conseil, par **40 voix pour** (Mme Ceccaldi-Raynaud, Mme Abkari, M. Gahnassia, Mme Amsellem, M. Ballet, Mme Palat, M. Franchi, Mme Girard, M. Cavayé, Mme Heurteux, M. Caumont, M. Bernasconi, Mme Madrid, M. Sturbois, M. Malevergne, M. Pinsard, Mme Dubus, Mme Lacontal, Mme Smadja, M. Moreau-Luchaire, M. Ghanem, Mme Renouf, Mme Messaoudene, Mme Fedon-Trestournel, Mme André, M. Bouchindhomme, M. Lotteau, M. Duez qui a donné mandat à Mme Abkari, Mme Tropenat qui a donné mandat à Mme Lacontal, M. Batista qui a donné mandat à M. Lotteau, M. Chambault qui a donné mandat à Mme Smadja, Mme Cazenave qui a donné mandat à Mme Messaoudene, Mme Lebreton qui a donné mandat à M. Bouchindhomme, M. Marchioni qui a donné mandat à M. Pinsard, M. Marmeys, M. Koenig, M. Di Pietro qui a donné mandat à M. Marmeys, M. Vazia, Mme Hardy, M. Brazon) et **2 abstentions** (M. Grébert, Mme Sirsalane) **décide** l'acquisition amiable d'un bien situé 15 rue des Fontaines au prix de 1 166 200 euros (un million cent soixante-six mille deux cents). **Autorise** le Maire ou son représentant à accomplir toutes les formalités nécessaires à cette acquisition et à signer tout acte afférent à cette affaire.

Rapporteur – M. BALLET

- N° 10 – Le Conseil, par **37 voix pour** (Mme Ceccaldi-Raynaud, Mme Abkari, M. Gahnassia, Mme Amsellem, M. Ballet, Mme Palat, M. Franchi, Mme Girard, M. Cavayé, Mme Heurteux, M. Caumont, M. Bernasconi, Mme Madrid, M. Sturbois, M. Malevergne, M. Pinsard, Mme Dubus, Mme Lacontal, Mme Smadja, M. Moreau-Luchaire, M. Ghanem, Mme Renouf, Mme Messaoudene, Mme Fedon-Trestournel, Mme André, M. Bouchindhomme, M. Lotteau, M. Duez qui a donné mandat à Mme Abkari, Mme Tropenat qui a donné mandat à Mme Lacontal, M. Batista qui a donné mandat à M. Lotteau, M. Chambault qui a donné mandat à Mme Smadja, Mme Cazenave qui a donné mandat à Mme Messaoudene, Mme Lebreton qui a donné mandat à M. Bouchindhomme, M. Marchioni qui a donné mandat à M. Pinsard, M. Marmeys, M. Koenig, M. Di Pietro qui a donné mandat à M. Marmeys, Mme Sirsalane qui a donné mandat à M. Grébert) et **3 abstentions** (Mme Hardy, M. Vazia, M. Brazon) **décide** la cession amiable de l'appartement sis 39-41 rue Voltaire situé au 2^{ème} étage de l'escalier A, d'une cave et d'un emplacement de stationnement situés au deuxième sous-sol ainsi que les 116/10 000èmes des parties communes attachés à ces lots au prix de 258 000 euros (deux cent cinquante-huit mille) toutes taxes comprises. **Confirme** que le prix de cession est inscrit en recette au budget 2014 et que les frais notariés sont à la charge de l'acquéreur. **Autorise** le Maire ou son représentant à accomplir toutes les formalités nécessaires à cette cession.

Rapporteur – M. GAHNASSIA

- N°11 – Le Conseil, par **36 voix pour** (Mme Ceccaldi-Raynaud, Mme Abkari, M. Gahnassia, Mme Amsellem, M. Ballet, Mme Palat, M. Franchi, Mme Girard, M. Cavayé, Mme Heurteux, M. Caumont, M. Bernasconi, Mme Madrid, M. Sturbois, M. Malevergne, M. Pinsard, Mme Dubus, Mme Lacontal, Mme Smadja, M. Moreau-Luchaire, M. Ghanem, Mme Renouf, Mme Messaoudene, Mme Fedon-Trestournel, Mme André, M. Bouchindhomme, M. Lotteau, M. Duez qui a donné mandat à Mme Abkari, Mme Tropenat qui a donné mandat à Mme Lacontal, M. Batista qui a donné mandat à M. Lotteau, M. Chambault qui a donné mandat à Mme Smadja, Mme Cazenave qui a donné mandat à Mme Messaoudene, Mme Lebreton qui a donné mandat à M. Bouchindhomme, M. Marchioni qui a donné mandat à M. Pinsard, M. Koenig, M. Brazon) et **6 abstentions** (M.

Grébert, Mme Sirsalane qui a donné mandat à M. Grébert, M. Marmeys, M. Di Pietro qui a donné mandat à M. Marmeys, Mme Hardy, M. Vazia) **confirme** la cession amiable d'un bien sis 15 rue Benoit Malon au prix de 450 000 euros (quatre cent cinquante mille). **Autorise** le Maire ou son représentant à accomplir toutes les formalités nécessaires à cette cession et à signer tout acte afférent à cette affaire.

Rapporteur – M. GAHNASSIA

- **N°12** – Le Conseil, par **34 voix pour** (Mme Ceccaldi-Raynaud, Mme Abkari, M. Gahnassia, Mme Amsellem, M. Ballet, Mme Palat, M. Cavayé, Mme Heurteux, M. Caumont, M. Bernasconi, Mme Madrid, M. Sturbois, M. Malevergne, M. Pinsard, Mme Dubus, Mme Lacontal, Mme Smadja, M. Moreau-Luchaire, M. Ghanem, Mme Renouf, Mme Fedon-Trestournel, Mme André, M. Bouchindhomme, M. Lotteau, M. Duez qui a donné mandat à Mme Abkari, Mme Tropenat qui a donné mandat à Mme Lacontal, M. Batista qui a donné mandat à M. Lotteau, M. Chambault qui a donné mandat à Mme Smadja, Mme Lebreton qui a donné mandat à M. Bouchindhomme, M. Marchioni qui a donné mandat à M. Pinsard, M. Koenig, M. Vazia, Mme Hardy, M. Brazon) **2 voix contre** (M. Grébert, Mme Sirsalane qui a donné mandat à M. Grébert) et **2 abstentions** (M. Marmeys, M. Di Pietro qui a donné mandat à M. Marmeys) **confirme** la désaffectation et le déclassement des terrains situés 8 rue Manissier et 4-6 rue André Leclerc. **Confirme** la cession amiable avec la société COSIGIM ou à toute personne physique ou morale qu'elle se substituera avec accord de la Ville, d'un terrain d'assiette, cadastré section AC n° 161, AC n° 203 partie et AC n° 295 partie, issue de la division de la parcelle AC n° 144 libre de toute occupation ou location située 8 rue Manissier, 4 rue André Leclerc au prix de 2 200 000 euros (deux millions deux cent mille) hors taxe. **Autorise** le Maire ou son représentant à accomplir toutes les formalités nécessaires au déclassement de ces parcelles.

Sorties de Mesdames Girard et Messaoudene et de M. Franchi

Rapporteur – Mme ABKARI

- **N°13** – le Conseil par **36 voix pour** (Mme Ceccaldi-Raynaud, Mme Abkari, M. Gahnassia, Mme Amsellem, M. Ballet, Mme Palat, M. Franchi, Mme Girard, M. Cavayé, Mme Heurteux, M. Bernasconi, Mme Madrid, M. Sturbois, M. Malevergne, M. Pinsard, Mme Dubus, Mme Lacontal, Mme Smadja, M. Moreau-Luchaire, M. Ghanem, Mme Renouf, Mme Messaoudene, Mme Fedon-Trestournel, Mme André, M. Bouchindhomme, M. Lotteau, M. Duez qui a donné mandat à Mme Abkari, Mme Tropenat qui a donné mandat à Mme Lacontal, M. Batista qui a donné mandat à M. Lotteau, M. Chambault qui a donné mandat à Mme Smadja, Mme Lebreton qui a donné mandat à M. Bouchindhomme, M. Marchioni qui a donné mandat à M. Pinsard, M. Marmeys, M. Di Pietro qui a donné mandat à M. Marmeys, M. Koenig, M. Brazon) et **4 voix contre** (M. Grébert, Mme Sirsalane qui a donné mandat à M. Grébert, M. Vazia, Mme Hardy) **émet** un avis défavorable au projet de schéma départemental d'accueil et d'habitat des gens du voyage des Hauts-de-Seine.

Retour de Mme Messaoudene, M. Franchi
Sortie de M. Caumont

Rapporteur – Mme PALAT

- **N°14** – Le Conseil à l'**unanimité, approuve** la convention de partenariat entre la Ville de Puteaux et la Chambre des Métiers et de l'Artisanat pour la mise en place d'une opération « Charte Qualité Confiance » auprès des entreprises artisanales volontaires pour les démarches d'aide au renforcement qualitatif et quantitatif de leur activité. **Autorise** le Maire à signer cette convention ainsi que tous documents y afférents et à l'exécuter.

Retour de Mme Girard

Rapporteur – Mme AMSELLEM

- **N°15** – Le Conseil, à l'**unanimité, prend acte** du bilan des acquisitions et cessions immobilières de l'année 2013 lesquelles s'élèvent à un total de :
 - **Acquisitions** : 9 028 031 euros (neuf millions vingt-huit mille trente et un)
 - **Cessions** : 8 507 344 euros (huit millions cinq cent sept mille trois cent quarante-quatre)

Rapporteur – Mme AMSELLEM

- **N°16** – Le Conseil, par **38 voix pour** (Mme Ceccaldi-Raynaud, Mme Abkari, M. Gahnassia, Mme Amsellem, M. Ballet, Mme Palat, M. Franchi, Mme Girard, M. Cavayé, Mme Heurteux, M. Bernasconi, Mme Madrid, M. Sturbois, M. Malevergne, M. Pinsard, Mme Dubus, Mme Lacontal, Mme Smadja, M. Moreau-Luchaire, M. Ghanem, Mme Renouf, Mme Messaoudene, Mme Fedon-Trestournel, Mme André, M. Bouchindhomme, M. Lotteau, M. Duez qui a donné mandat à Mme Abkari, Mme Tropenat qui a donné mandat à Mme Lacontal, M. Batista qui a donné mandat à M. Lotteau, M. Chambault qui a donné mandat à Mme Smadja, Mme Cazenave qui a donné mandat à Mme Messaoudene, Mme Lebreton qui a donné mandat à M. Bouchindhomme, M. Marchioni qui a donné mandat à M. Pinsard, M. Marmeys, M. Di Pietro qui a donné mandat à M. Marmeys, M. Koenig, M. Vazia, Mme Hardy) et **3 abstentions** (M. Grébert, Mme Sirsalane qui a donné mandat à M. Grébert, M. Brazon) **autorise** le déplacement à Braga du 5 au 7 mai d'une délégation pour représenter la ville. **Accorde** un mandat spécial à la délégation d'élus qui représentera Puteaux auprès de la ville de Braga. **Autorise** la prise en charge des frais de transport, d'hébergement et de restauration d'un montant estimé à 7 000 euros (sept mille). **Autorise** le déplacement à Modling d'une délégation composée d'élus et de 42 sportifs adhérents aux associations sportives puteoliennes du 10 au 30 juin 2014 pour représenter la ville. **Accorde** un mandat spécial aux élus pour représenter la ville lors de la cérémonie de renouvellement du jumelage du 26 au 30 juin 2014. **Autorise** la prise en charge des frais de transport, d'hébergement et de restauration d'un montant estimé à 10 000 euros (dix mille).

Rapporteur – Mme MADRID

- **N°17** – Le Conseil, par **36 voix pour** (Mme Ceccaldi-Raynaud, Mme Abkari, M. Gahnassia, Mme Amsellem, M. Ballet, Mme Palat, M. Franchi, Mme Girard, M. Cavayé, Mme Heurteux, M. Bernasconi, Mme Madrid, M. Sturbois, M. Malevergne, M. Pinsard, Mme Dubus, Mme Lacontal, Mme Smadja, M. Moreau-Luchaire, M. Ghanem, Mme Renouf, Mme Messaoudene, Mme Fedon-Trestournel, Mme André, M. Bouchindhomme, M. Lotteau, M. Duez qui a donné mandat à Mme Abkari, Mme Tropenat qui a donné mandat à Mme Lacontal, M. Batista qui a donné mandat à M. Lotteau, M. Chambault qui a donné mandat à Mme Smadja, Mme Cazenave qui a donné mandat à Mme Messaoudene, Mme Lebreton qui a donné mandat à M. Bouchindhomme, M. Marchioni qui a donné mandat à M. Pinsard, M. Koenig, M. Vazia, Mme Hardy) et **5 abstentions** (M. Grébert, Mme Sirsalane qui a donné mandat à M. Grébert, M. Marmeys, M. Di Pietro qui a donné mandat à M. Marmeys, M. Brazon) **autorise** le déplacement à Malaga du Conseil communal des Jeunes de 4^{ème} et d'une délégation d'élus du 28 mai au 1^{er} juin pour représenter la ville. **Accorde** un mandat spécial aux trois élus qui représenteront cette délégation à Malaga. **Autorise** la prise en charge des frais de transport, d'hébergement et de restauration d'un montant estimé à 5 232 euros (cinq mille deux cent trente-deux). **Autorise** le déplacement à Londres du Conseil communal des Jeunes de CM2 et d'une délégation d'élus du 14 au 15 juin 2014 pour représenter la ville. **Accorde** un mandat spécial aux 4 élus qui représenteront cette délégation à Londres. **Autorise** la prise en charge des frais de transport, d'hébergement et de restauration d'un montant estimé à 2 930 euros (deux mille neuf cent trente).

Rapporteur – M. FRANCHI

- **N°18** – Le Conseil, à l'unanimité **autorise** la mise en place, à titre expérimental, de l'entretien professionnel des agents territoriaux de la Ville pour les années 2013 et 2014 en lieu et place de la notation conformément au décret n° 2010-716 du 29 juin 2010.

Retour de M. Caumont

Rapporteur – Mme ABKARI

- **N°19** – Le Conseil, par **40 voix pour** (Mme Ceccaldi-Raynaud, Mme Abkari, M. Gahnassia, Mme Amsellem, M. Ballet, Mme Palat, M. Franchi, Mme Girard, M. Cavayé, Mme Heurteux, M. Caumont, M. Bernasconi, Mme Madrid, M. Sturbois, M. Malevergne, M. Pinsard, Mme Dubus, Mme Lacontal, Mme Smadja, M. Moreau-Luchaire, M. Ghanem, Mme Renouf, Mme Messaoudene, Mme Fedon-Trestournel, Mme André, M. Bouchindhomme, M. Lotteau, M. Duez qui a donné mandat à Mme Abkari, Mme Tropenat qui a donné mandat à Mme Lacontal, M. Batista qui a donné mandat à M. Lotteau, M. Chambault qui a donné mandat à Mme Smadja, Mme Cazenave qui a donné mandat à Mme Messaoudene, Mme Lebreton qui a donné mandat à M. Bouchindhomme, M. Marchioni qui a donné mandat à M. Pinsard, M. Marmeys, M. Koenig, M. Di Pietro qui a donné mandat à M. Marmeys, M. Vazia, Mme Hardy, M. Brazon) et **2 voix contre** (M. Grébert, Mme Sirsalane

qui a donné mandat à M. Grébert) **accepte** les demandes de remise gracieuse émises pour les régies de recettes de l'Hôtel le Crêt du Loup pour un montant de 131,75 euros (cent trente et un euros et soixante-quinze centimes) et de la Médiathèque Jules Verne pour un montant de 30,00 euros (trente).

Rapporteur – Mme HEURTEUX

- **N°20** – Le Conseil, par **41 voix pour** (Mme Ceccaldi-Raynaud, Mme Abkari, M. Gahnassia, Mme Amsellem, M. Ballet, Mme Palat, M. Franchi, Mme Girard, M. Cavayé, Mme Heurteux, M. Caumont, M. Bernasconi, Mme Madrid, M. Sturbois, M. Malevergne, M. Pinsard, Mme Dubus, Mme Lacontal, Mme Smadja, M. Moreau-Luchaire, M. Ghanem, Mme Renouf, Mme Messaoudene, Mme Fedon-Trestournel, Mme André, M. Bouchindhomme, M. Lotteu, M. Duez qui a donné mandat à Mme Abkari, Mme Tropenat qui a donné mandat à Mme Lacontal, M. Batista qui a donné mandat à M. Lotteu, M. Chambault qui a donné mandat à Mme Smadja, Mme Cazenave qui a donné mandat à Mme Messaoudene, Mme Lebreton qui a donné mandat à M. Bouchindhomme, M. Marchioni qui a donné mandat à M. Pinsard, M. Grébert, Mme Sirsalane qui a donné mandat à M. Grébert, M. Marmeys, M. Koenig, M. Di Pietro qui a donné mandat à M. Marmeys, M. Vazia, Mme Hardy) et **1 abstention** (M. Brazon) **attribue** une subvention de fonctionnement à la Caisse des Ecoles de Puteaux d'un montant de 600 000 euros (six cent mille) pour l'exercice 2014.

Rapporteur – M. BERNASCONI

- **N°21** – Le Conseil, par **40 voix pour** (Mme Ceccaldi-Raynaud, Mme Abkari, M. Gahnassia, Mme Amsellem, M. Ballet, Mme Palat, M. Franchi, Mme Girard, M. Cavayé, M. Caumont, M. Bernasconi, Mme Madrid, M. Sturbois, M. Malevergne, M. Pinsard, Mme Dubus, Mme Lacontal, Mme Smadja, M. Moreau-Luchaire, M. Ghanem, Mme Renouf, Mme Messaoudene, Mme Fedon-Trestournel, Mme André, M. Bouchindhomme, M. Lotteu, M. Duez qui a donné mandat à Mme Abkari, Mme Tropenat qui a donné mandat à Mme Lacontal, M. Batista qui a donné mandat à M. Lotteu, M. Chambault qui a donné mandat à Mme Smadja, Mme Cazenave qui a donné mandat à Mme Messaoudene, Mme Lebreton qui a donné mandat à M. Bouchindhomme, M. Marchioni qui a donné mandat à M. Pinsard, M. Grébert, Mme Sirsalane qui a donné mandat à M. Grébert, M. Marmeys, M. Koenig, M. Di Pietro qui a donné mandat à M. Marmeys, M. Vazia, Mme Hardy) et **1 abstention** (M. Brazon) **accorde** une subvention d'investissement à l'Office Public de l'Habitat de Puteaux d'un montant de 2 920 000 euros (deux millions neuf cent vingt mille) pour l'exercice 2014.

Sortie de Mme Heurteux

Rapporteur – Mme PALAT

- **N°22** – Le Conseil, par **40 voix pour** (Mme Ceccaldi-Raynaud, Mme Abkari, M. Gahnassia, Mme Amsellem, M. Ballet, Mme Palat, M. Franchi, Mme Girard, M. Cavayé, M. Caumont, M. Bernasconi, Mme Madrid, M. Sturbois, M. Malevergne, M. Pinsard, Mme Dubus, Mme Lacontal, Mme Smadja, M. Moreau-Luchaire, M. Ghanem, Mme Renouf, Mme Messaoudene, Mme Fedon-Trestournel, Mme André, M. Bouchindhomme, M. Lotteu, M. Duez qui a donné mandat à Mme Abkari, Mme Tropenat qui a donné mandat à Mme Lacontal, M. Batista qui a donné mandat à M. Lotteu, M. Chambault qui a donné mandat à Mme Smadja, Mme Cazenave qui a donné mandat à Mme Messaoudene, Mme Lebreton qui a donné mandat à M. Bouchindhomme, M. Marchioni qui a donné mandat à M. Pinsard, M. Grébert, Mme Sirsalane qui a donné mandat à M. Grébert, M. Marmeys, M. Koenig, M. Di Pietro qui a donné mandat à M. Marmeys, M. Vazia, Mme Hardy) et **1 abstention** (M. Brazon) **accorde** une subvention au Centre Communal d'Action Sociale de Puteaux d'un montant de 4 200 000 euros (quatre millions deux cents mille) pour l'exercice 2014.

Rapporteur – M. FRANCHI

- **N°23** – Le Conseil par **39 voix pour** (Mme Ceccaldi-Raynaud, Mme Abkari, M. Gahnassia, Mme Amsellem, M. Ballet, Mme Palat, M. Franchi, Mme Girard, M. Cavayé, M. Caumont, M. Bernasconi, Mme Madrid, M. Sturbois, M. Malevergne, M. Pinsard, Mme Dubus, Mme Lacontal, Mme Smadja, M. Moreau-Luchaire, M. Ghanem, Mme Renouf, Mme Messaoudene, Mme Fedon-Trestournel, Mme André, M. Bouchindhomme, M. Lotteu, M. Duez qui a donné mandat à Mme Abkari, Mme Tropenat qui a donné mandat à Mme Lacontal, M. Batista qui a donné mandat à M. Lotteu, M. Chambault qui a donné mandat à Mme Smadja, Mme Cazenave qui a donné mandat à Mme Messaoudene, Mme Lebreton qui a donné mandat à M. Bouchindhomme, M. Marchioni qui a donné mandat à M. Pinsard, M. Marmeys, M. Koenig, M. Di Pietro qui a donné mandat à M. Marmeys, M. Vazia, Mme Hardy, M. Brazon) et **2 abstentions** (M. Grébert, Mme Sirsalane qui a donné mandat à M. Grébert) **autorise** le Maire ou son représentant légal à engager les démarches auprès de la DRAC et de tout autre

organisme susceptible d'accompagner financièrement la Ville de Puteaux pour l'organisation du festival de BD qui aura lieu du 24 au 26 mai 2014.

Rapporteur – M. FRANCHI

- **N°24 – Le Conseil par 39 voix pour** (Mme Ceccaldi-Raynaud, Mme Abkari, M. Gahnassia, Mme Amsellem, M. Ballet, Mme Palat, M. Franchi, Mme Girard, M. Cavayé, Mme Heurteux, M. Caumont, Mme Madrid, M. Sturbois, M. Malevergne, M. Pinsard, Mme Dubus, Mme Lacontal, Mme Smadja, M. Moreau-Luchaire, M. Ghanem, Mme Renouf, Mme Messaoudene, Mme Fedon-Trestournel, Mme André, M. Bouchindhomme, M. Lotteau, M. Duez qui a donné mandat à Mme Abkari, Mme Tropenat qui a donné mandat à Mme Lacontal, M. Batista qui a donné mandat à M. Lotteau, M. Chambault qui a donné mandat à Mme Smadja, Mme Cazenave qui a donné mandat à Mme Messaoudene, Mme Lebreton qui a donné mandat à M. Bouchindhomme, M. Marchioni qui a donné mandat à M. Pinsard, M. Marmeys, M. Koenig, M. Di Pietro qui a donné mandat à M. Marmeys, M. Vazia, Mme Hardy, M. Brazon) et **2 abstentions** (M. Grébert, Mme Sirsalane qui a donné mandat à M. Grébert) **autorise** le Trésorier Municipal à procéder, dans la limite des capacités et besoins de trésorerie de la Ville, au placement des fonds issus de la cession immobilière réalisée au profit de la SCCV Ilot du Marché pour un montant de 20 451 840 euros (vingt millions quatre cent cinquante et un mille huit cent quarante) toutes taxes comprises.

Sortie de M. Bernasconi
Retour de Mme Heurteux

Rapporteur – M. FRANCHI

- **N°25 – Le Conseil par 39 voix pour** (Mme Ceccaldi-Raynaud, Mme Abkari, M. Gahnassia, Mme Amsellem, M. Ballet, Mme Palat, M. Franchi, Mme Girard, M. Cavayé, Mme Heurteux, M. Caumont, M. Bernasconi, Mme Madrid, M. Sturbois, M. Malevergne, M. Pinsard, Mme Dubus, Mme Lacontal, Mme Smadja, M. Moreau-Luchaire, M. Ghanem, Mme Renouf, Mme Messaoudene, Mme Fedon-Trestournel, Mme André, M. Bouchindhomme, M. Lotteau, M. Duez qui a donné mandat à Mme Abkari, Mme Tropenat qui a donné mandat à Mme Lacontal, M. Batista qui a donné mandat à M. Lotteau, M. Chambault qui a donné mandat à Mme Smadja, Mme Cazenave qui a donné mandat à Mme Messaoudene, Mme Lebreton qui a donné mandat à M. Bouchindhomme, M. Marchioni qui a donné mandat à M. Pinsard, M. Marmeys, M. Koenig, M. Di Pietro qui a donné mandat à M. Marmeys, M. Vazia, Mme Hardy,) **2 voix contre** (M. Grébert, Mme Sirsalane qui a donné mandat à M. Grébert) et **1 abstention** (M. Brazon) **fixe** le montant de l'attribution de compensation 2014 versée à la Ville de Puteaux par la Communauté d'Agglomération Seine Défense à 79 229 072 euros (soixante-dix-neuf millions deux cent vingt-neuf mille soixante-douze).

Retour de M. Bernasconi

Rapporteur – M. FRANCHI

- **N°26 – Sous la présidence de Madame Abkari, 2^{ème} adjoint au Maire, Madame le Maire ayant quitté la salle conformément aux dispositions de l'article L.2121-14 du Code général des collectivités territoriales, le Conseil, par 33 voix pour** (Mme Abkari, M. Gahnassia, Mme Amsellem, M. Ballet, Mme Palat, M. Franchi, Mme Girard, M. Cavayé, Mme Heurteux, M. Caumont, M. Bernasconi, Mme Madrid, M. Sturbois, M. Malevergne, M. Pinsard, Mme Dubus, Mme Lacontal, Mme Smadja, M. Moreau-Luchaire, M. Ghanem, Mme Renouf, Mme Messaoudene, Mme Fedon-Trestournel, Mme André, M. Bouchindhomme, M. Lotteau, M. Duez qui a donné mandat à Mme Abkari, Mme Tropenat qui a donné mandat à Mme Lacontal, M. Batista qui a donné mandat à M. Lotteau, M. Chambault qui a donné mandat à Mme Smadja, Mme Cazenave qui a donné mandat à Mme Messaoudene, Mme Lebreton qui a donné mandat à M. Bouchindhomme, M. Marchioni qui a donné mandat à M. Pinsard) **2 voix contre** (M. Grébert, Mme Sirsalane qui a donné mandat à M. Grébert), **6 abstentions** (M. Marmeys, M. Koenig, M. Di Pietro qui a donné mandat à M. Marmeys, Mme Hardy, M. Vazia, M. Brazon), **adopte** le compte administratif 2013.

Section de fonctionnement :

Résultat de l'exercice : 15 167 672,85 euros

Résultat de clôture : 20 157 166,85 euros

Section d'investissement :

Résultat de l'exercice : - 15 619 023,27 euros

Résultat de clôture : - 8 462 688,97 euros

Résultat global de clôture 2013 : 11 694 477,88 euros

Rapporteur – M. FRANCHI

- **N°27** – Le Conseil par **34 voix pour** (Mme Ceccaldi-Raynaud, Mme Abkari, M. Gahnassia, Mme Amsellem, M. Ballet, Mme Palat, M. Franchi, Mme Girard, M. Cavayé, Mme Heurteux, M. Caumont, M. Bernasconi, Mme Madrid, M. Sturbois, M. Malevergne, M. Pinsard, Mme Dubus, Mme Lacontal, Mme Smadja, M. Moreau-Luchaire, M. Ghanem, Mme Renouf, Mme Messaoudene, Mme Fedon-Trestournel, Mme André, M. Bouchindhomme, M. Lotteau, M. Duez qui a donné mandat à Mme Abkari, Mme Tropenat qui a donné mandat à Mme Lacontal, M. Batista qui a donné mandat à M. Lotteau, M. Chambault qui a donné mandat à Mme Smadja, Mme Cazenave qui a donné mandat à Mme Messaoudene, Mme Lebreton qui a donné mandat à M. Bouchindhomme, M. Marchioni qui a donné mandat à M. Pinsard) **2 voix contre** (M. Grébert, Mme Sirsalane qui a donné mandat à M. Grébert) et **6 abstentions** (M. Marmeys, M. Koenig, M. Di Pietro qui a donné mandat à M. Marmeys, Mme Hardy, M. Vazia, M. Brazon) **approuve** le compte de gestion 2013 du budget principal, présenté par le trésorier principal municipal.

Rapporteur – M. FRANCHI

- **N°28** – Le Conseil par **37 voix pour** (Mme Ceccaldi-Raynaud, Mme Abkari, M. Gahnassia, Mme Amsellem, M. Ballet, Mme Palat, M. Franchi, Mme Girard, M. Cavayé, Mme Heurteux, M. Caumont, M. Bernasconi, Mme Madrid, M. Sturbois, M. Malevergne, M. Pinsard, Mme Dubus, Mme Lacontal, Mme Smadja, M. Moreau-Luchaire, M. Ghanem, Mme Renouf, Mme Messaoudene, Mme Fedon-Trestournel, Mme André, M. Bouchindhomme, M. Lotteau, M. Duez qui a donné mandat à Mme Abkari, Mme Tropenat qui a donné mandat à Mme Lacontal, M. Batista qui a donné mandat à M. Lotteau, M. Chambault qui a donné mandat à Mme Smadja, Mme Cazenave qui a donné mandat à Mme Messaoudene, Mme Lebreton qui a donné mandat à M. Bouchindhomme, M. Marchioni qui a donné mandat à M. Pinsard, M. Marmeys, M. Di Pietro qui a donné mandat à M. Marmeys, M. Koenig) **2 voix contre** (M. Grébert, Mme Sirsalane qui a donné mandat à M. Grébert) et **3 abstentions** (Mme Hardy, M. Vazia, M. Brazon) :
 - **affecte** en recettes du budget primitif 2014 le résultat de fonctionnement constaté au compte Administratif 2013 soit 11 694 477,88 euros
 - **inscrit** au Budget Primitif 2014 en recettes du chapitre 001 « solde d'exécution de la section d'investissement reporté » le résultat d'investissement constaté à la clôture de l'exercice 2013 soit 8 462 688,97 euros

Rapporteur – M. FRANCHI

- **N°29** – Sous la présidence de Madame Abkari, 2^{ème} adjoint au Maire, Madame le Maire ayant quitté la salle conformément aux dispositions de l'article L.2121-14 du Code général des collectivités territoriales, le Conseil par **36 voix pour** (Mme Abkari, M. Gahnassia, Mme Amsellem, M. Ballet, Mme Palat, M. Franchi, Mme Girard, M. Cavayé, Mme Heurteux, M. Caumont, M. Bernasconi, Mme Madrid, M. Sturbois, M. Malevergne, M. Pinsard, Mme Dubus, Mme Lacontal, Mme Smadja, M. Moreau-Luchaire, M. Ghanem, Mme Renouf, Mme Messaoudene, Mme Fedon-Trestournel, Mme André, M. Bouchindhomme, M. Lotteau, M. Duez qui a donné mandat à Mme Abkari, Mme Tropenat qui a donné mandat à Mme Lacontal, M. Batista qui a donné mandat à M. Lotteau, M. Chambault qui a donné mandat à Mme Smadja, Mme Cazenave qui a donné mandat à Mme Messaoudene, Mme Lebreton qui a donné mandat à M. Bouchindhomme, M. Marchioni qui a donné mandat à M. Pinsard, M. Marmeys, M. Di Pietro qui a donné mandat à M. Marmeys, M. Koenig) **2 voix contre** (M. Grébert, Mme Sirsalane qui a donné mandat à M. Grébert) **3 abstentions** (Mme Hardy, M. Vazia, M. Brazon) **approuve** le compte administratif 2013 du budget annexe du restaurant administratif.

Section de fonctionnement :

Résultat d'exercice : - 5 277,22 euros

Résultat de clôture : 56 782,82 euros

Section d'investissement :

Résultat d'exercice : 2 300,23 euros

Résultat de clôture : 28 116,66 euros

Rapporteur – M. FRANCHI

- **N°30** – Le Conseil par **37 voix pour** (Mme Ceccaldi-Raynaud, Mme Abkari, M. Gahnassia, Mme Amsellem, M. Ballet, Mme Palat, M. Franchi, Mme Girard, M. Cavayé, Mme Heurteux, M. Caumont, M. Bernasconi, Mme Madrid, M. Sturbois, M. Malevergne, M. Pinsard, Mme Dubus, Mme Lacontal, Mme Smadja, M. Moreau-Luchaire, M. Ghanem, Mme Renouf, Mme Messaoudene, Mme Fedon-Trestournel, Mme André, M. Bouchindhomme, M. Lotteau, M. Duez qui a donné mandat à Mme Abkari, Mme Tropenat qui a donné mandat à Mme Lacontal, M. Batista qui a donné mandat à M. Lotteau, M. Chambault qui a donné mandat à Mme Smadja, Mme Cazenave qui a donné mandat à Mme Messaoudene, Mme Lebreton qui a donné mandat à M. Bouchindhomme, M. Marchioni qui a donné mandat à M. Pinsard, M. Marmeys, M. Di Pietro qui a donné mandat à M. Marmeys, M. Koenig)) **2 voix contre** (M. Grébert, Mme Sirsalane qui a donné mandat à M. Grébert) et **3 abstentions** (Mme Hardy, M. Vazia, M. Brazon) **approuve** le compte de gestion 2013 du budget annexe du restaurant administratif, présenté par le trésorier principal municipal.

Rapporteur – M. FRANCHI

- **N°31** – Le Conseil par **37 voix pour** (Mme Ceccaldi-Raynaud, Mme Abkari, M. Gahnassia, Mme Amsellem, M. Ballet, Mme Palat, M. Franchi, Mme Girard, M. Cavayé, Mme Heurteux, M. Caumont, M. Bernasconi, Mme Madrid, M. Sturbois, M. Malevergne, M. Pinsard, Mme Dubus, Mme Lacontal, Mme Smadja, M. Moreau-Luchaire, M. Ghanem, Mme Renouf, Mme Messaoudene, Mme Fedon-Trestournel, Mme André, M. Bouchindhomme, M. Lotteau, M. Duez qui a donné mandat à Mme Abkari, Mme Tropenat qui a donné mandat à Mme Lacontal, M. Batista qui a donné mandat à M. Lotteau, M. Chambault qui a donné mandat à Mme Smadja, Mme Cazenave qui a donné mandat à Mme Messaoudene, Mme Lebreton qui a donné mandat à M. Bouchindhomme, M. Marchioni qui a donné mandat à M. Pinsard, M. Marmeys, M. Di Pietro qui a donné mandat à M. Marmeys, M. Koenig) **2 voix contre** (M. Grébert, Mme Sirsalane qui a donné mandat à M. Grébert) et **3 abstentions** (Mme Hardy, M. Vazia, M. Brazon) :
 - **inscrit** en recettes du chapitre 002 « résultat de fonctionnement reporté » du budget primitif annexe du restaurant administratif 2014, l'excédent de fonctionnement constaté à la clôture 2013 pour un montant de **56 782,82 euros**,
 - **inscrit** en recettes du chapitre 001 « solde d'exécution de la section d'investissement reporté » du budget primitif annexe du restaurant administratif 2014, l'excédent d'investissement constaté à la clôture 2013 pour un montant de **28 116,66 euros**.

Rapporteur – M. FRANCHI

- **N°32** – Le Conseil par **37 voix pour** (Mme Ceccaldi-Raynaud, Mme Abkari, M. Gahnassia, Mme Amsellem, M. Ballet, Mme Palat, M. Franchi, Mme Girard, M. Cavayé, Mme Heurteux, M. Caumont, M. Bernasconi, Mme Madrid, M. Sturbois, M. Malevergne, M. Pinsard, Mme Dubus, Mme Lacontal, Mme Smadja, M. Moreau-Luchaire, M. Ghanem, Mme Renouf, Mme Messaoudene, Mme Fedon-Trestournel, Mme André, M. Bouchindhomme, M. Lotteau, M. Duez qui a donné mandat à Mme Abkari, Mme Tropenat qui a donné mandat à Mme Lacontal, M. Batista qui a donné mandat à M. Lotteau, M. Chambault qui a donné mandat à Mme Smadja, Mme Cazenave qui a donné mandat à Mme Messaoudene, Mme Lebreton qui a donné mandat à M. Bouchindhomme, M. Marchioni qui a donné mandat à M. Pinsard, M. Marmeys, M. Di Pietro qui a donné mandat à M. Marmeys, M. Koenig) **4 voix contre** (M. Grébert, Mme Sirsalane qui a donné mandat à M. Grébert, M. Vazia, Mme Hardy) **1 abstention** (M. Brazon) **adopte** le budget annexe 2014 du restaurant administratif rigoureusement équilibré en dépenses et recettes.

Rapporteur – M. FRANCHI

- **N°33** – Le Conseil par **34 voix pour** (Mme Ceccaldi-Raynaud, Mme Abkari, M. Gahnassia, Mme Amsellem, M. Ballet, Mme Palat, M. Franchi, Mme Girard, M. Cavayé, Mme Heurteux, M. Caumont, M. Bernasconi, Mme Madrid, M. Sturbois, M. Malevergne, M. Pinsard, Mme Dubus, Mme Lacontal, Mme Smadja, M. Moreau-Luchaire, M. Ghanem, Mme Renouf, Mme Messaoudene, Mme Fedon-Trestournel, Mme André, M. Bouchindhomme, M. Lotteau, M. Duez qui a donné mandat à Mme Abkari, Mme Tropenat qui a donné mandat à Mme Lacontal, M. Batista qui a donné mandat à M. Lotteau, M. Chambault qui a donné mandat à Mme Smadja, Mme Cazenave qui a donné mandat à Mme Messaoudene, Mme Lebreton qui a donné mandat à M. Bouchindhomme, M. Marchioni qui a donné mandat à M. Pinsard) **4 voix contre** (M. Grébert, Mme Sirsalane qui a donné mandat à M. Grébert, M. Vazia, Mme Hardy) et **4 abstentions** (M. Marmeys, M. Koenig, M. Di Pietro qui a donné mandat à M. Marmeys, M. Brazon) **procède** au réajustement, à la création et à la suppression des autorisations de programmes et crédits de paiement (A.P/C.P) comme suit :

Réajustement des autorisations de programme :

Numéro d'A.P. / C.P.	Intitulé	Montant des Autorisations de Programme	Recettes	Durée des Autorisations de Programme	Crédits de paiement réalisés au 31/12/2013	Crédits de Paiement		
						2014	2015	2016 et suivants
n°4	O.P.A.H. du centre Ville	2 443 500,00	19 175,00	9 ans	2 352 216,00	91 284,00		
n°15	ZAC des Bergères / Charcot	233 133 989,00	292 589 000,00	14 ans	39 177 840,17	3 914 041,00	6 500 000,00	183 542 107,83
n°20	Conservatoire municipal	44 556 401,76	1 257 705,00	6 ans	43 737 610,89	818 790,87		
n°28	Rénovation du hall des sports	4 964 562,10		4 ans	4 513 204,02	451 358,08		
n°29	Parking du conservatoire	9 963 289,04		4 ans	8 997 163,15	966 125,89		
Total		295 061 741,90	293 865 880,00		98 778 034,23	6 241 599,84	6 500 000,00	183 542 107,83

Création des autorisations de programme :

Numéro d'A.P. / C.P.	Intitulé	Montant des Autorisations de Programme	Recettes	Durée des Autorisations de Programme	Crédits de Paiement		
					2014	2015	2016 et suivants
n°30	Rénovations et aménagements de voirie 2014/2020	17 870 000,00	1 787 250,84	6 ans	2 870 000,00	3 000 000,00	12 000 000,00
Total		17 870 000,00	1 787 250,84		2 870 000,00	3 000 000,00	12 000 000,00

Suppression d'autorisations de programme :

Numéro d'A.P. / C.P.	Intitulé	Montant des Autorisations de Programme	Durée des Autorisations de Programme	Crédits de paiement réalisés au 31/12/2013	Crédits de Paiement		
					2014	2015	2016 et suivants
21	Centre de la Falaise	8 200 000,00	8 ans	295 040,03	Abandon		
24	Rénovations et aménagements de voirie	36 206 745,55	4 ans	15 336 745,55	Abandon		
Total		44 406 745,55	8 ans	15 631 785,58			

Rapporteur – M. FRANCHI

- **N°34** – Le Conseil par **34 voix pour** (Mme Ceccaldi-Raynaud, Mme Abkari, M. Gahnassia, Mme Amsellem, M. Ballet, Mme Palat, M. Franchi, Mme Girard, M. Cavayé, Mme Heurteux, M. Caumont, M. Bernasconi, Mme Madrid, M. Sturbois, M. Malevergne, M. Pinsard, Mme Dubus, Mme Lacontal, Mme Smadja, M. Moreau-Luchaire, M. Ghanem, Mme Renouf, Mme Messaoudene, Mme Fedon-Trestournel, Mme André, M. Bouchindhomme, M. Lotteu, M. Duez qui a donné mandat à Mme Abkari, Mme Tropenat qui a donné mandat à Mme Lacontal, M. Batista qui a donné mandat à M. Lotteu, M. Chambault qui a donné mandat à Mme Smadja, Mme Cazenave qui a donné mandat à Mme Messaoudene, Mme Lebreton qui a donné mandat à M. Bouchindhomme, M. Marchioni qui a donné mandat à M. Pinsard) **4 voix contre** (M. Grébert, Mme Sirsalane qui a donné mandat à M. Grébert, M. Vazia, Mme Hardy) **4 abstentions** (M. Marmeys, M. Di Pietro qui a donné mandat à M. Marmeys, M. Koenig, M. Brazon) **approuve** pour 2014 les taux fiscaux suivants :

- Taxe d'habitation : 6,91%
- Taxe foncière sur les propriétés bâties : 8,93%
- Taxe foncière sur les propriétés non bâties : 11,51%

Rapporteur – M. FRANCHI

- **N°35** – Le Conseil par **37 voix pour** (Mme Ceccaldi-Raynaud, Mme Abkari, M. Gahnassia, Mme Amsellem, M. Ballet, Mme Palat, M. Franchi, Mme Girard, M. Cavayé, Mme Heurteux, M. Caumont, M. Bernasconi, Mme Madrid, M. Sturbois, M. Malevergne, M. Pinsard, Mme Dubus, Mme Lacontal, Mme Smadja, M. Moreau-Luchaire, M. Ghanem, Mme Renouf, Mme Messaoudene, Mme Fedon-Trestournel, Mme André, M. Bouchindhomme, M. Lotteu, M. Duez qui a donné mandat à Mme Abkari, Mme Tropenat qui a donné mandat à Mme Lacontal, M. Batista qui a donné mandat à M. Lotteu, M. Chambault qui a donné mandat à Mme Smadja, Mme Cazenave qui a donné mandat à Mme Messaoudene, Mme Lebreton qui a donné mandat à M. Bouchindhomme, M. Marchioni qui a donné mandat à M. Pinsard, M. Marmeys, M. Di Pietro qui a donné mandat à M. Marmeys, M. Koenig) **1 abstention** (M. Brazon) **et 4 voix contre** (M. Grébert, Mme Sirsalane qui a donné mandat à M. Grébert, M. Vazia, Mme Hardy) **fixe** le taux de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères pour l'exercice 2014 à 1,70% et **autorise** le reversement d'une partie du produit de la T.E.O.M. à la Communauté d'agglomération Seine Défense à hauteur des dépenses de traitement et d'adhésion dues au SYELOM et sur présentation des justificatifs.

Rapporteur – M. FRANCHI

- **N°36** – Le Conseil par **34 voix pour** (Mme Ceccaldi-Raynaud, Mme Abkari, M. Gahnassia, Mme Amsellem, M. Ballet, Mme Palat, M. Franchi, Mme Girard, M. Cavayé, Mme Heurteux, M. Caumont, M. Bernasconi, Mme Madrid, M. Sturbois, M. Malevergne, M. Pinsard, Mme Dubus, Mme Lacontal, Mme Smadja, M. Moreau-Luchaire, M. Ghanem, Mme Renouf, Mme Messaoudene, Mme Fedon-Trestournel, Mme André, M. Bouchindhomme, M. Lotteu, M. Duez qui a donné mandat à Mme Abkari, Mme Tropenat qui a donné mandat à Mme Lacontal, M. Batista qui a donné mandat à M. Lotteu, M. Chambault qui a donné mandat à Mme Smadja, Mme Cazenave qui a donné mandat à Mme Messaoudene, Mme Lebreton qui a donné mandat à M. Bouchindhomme, M. Marchioni qui a donné mandat à M. Pinsard) **4 voix contre** (M. Grébert, Mme Sirsalane qui a donné mandat à M. Grébert, Mme Hardy, M. Vazia) **4 abstentions** (M. Marmeys, M. Di Pietro qui a donné mandat à M. Grébert, Mme Hardy, M. Vazia)

mandat à M. Marmey, M. Koenig, M. Brazon) adopte le budget principal 2014, strictement équilibré en dépenses et en recettes.

Section de fonctionnement

Dépenses	170 156 863,88 euros
Recettes	170 156 863,88 euros

Section d'investissement

Dépenses	85 901 568,85 euros
Recettes	85 901 568,85 euros

La séance est levée à 23 heures 15.

Le Secrétaire,

Anne-Marie Amsellem
Maire-Adjoint

Le Président,



Joëlle CECCALDI-RAYNAUD
Maire de Puteaux

Présidente-Président de la Communauté
d'agglomération Seine-Défense

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 3 JUILLET 2014

QUESTION N° 4

**CRÉATION D'UN POSTE D'ADJOINT ET
MODIFICATION DES INDEMNITES DE FONCTION DES
ADJOINTS**

**CRÉATION D'UN POSTE D'ADJOINT AU MAIRE ET MODIFICATION DES INDEMNITES
DE FONCTION DES ADJOINTS**

L'article L. 2122-2 du Code général des collectivités territoriales précise que le conseil municipal détermine le nombre des adjoints au maire sans que ce nombre puisse excéder 30% de l'effectif légal du conseil municipal.

Conformément à l'article L. 2121-2 du Code général des collectivités territoriales, l'effectif du conseil municipal de Puteaux étant de 43 conseillers, le nombre d'adjoints au Maire peut donc aller jusqu'à 12.

La délibération du 28 mars 2014 ayant fixé à 11 le nombre d'adjoints au Maire, le conseil municipal peut donc créer un nouveau poste d'adjoint.

En conséquence de cette création, il convient de modifier la répartition des indemnités de fonction attribuées au Maire, aux Adjoints et Conseillers municipaux titulaires d'une délégation.

Il est donc proposé au Conseil municipal :

- de créer un nouveau poste d'adjoint ;
- de fixer la répartition des indemnités de fonction attribuées au Maire, aux adjoints et Conseillers délégués.

LE CONSEIL,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 2122-1 et L. 2122-2,

Vu la délibération du 28 mars 2014 arrêtant le nombre d'adjoints à onze,

Vu le procès-verbal de l'élection du maire et des adjoints du 28 mars 2014,

Considérant que le conseil municipal détermine le nombre des adjoints sans que ce nombre puisse dépasser 30 % de l'effectif légal du conseil municipal,

Considérant que l'effectif légal du conseil municipal de Puteaux étant de 43 membres, le nombre d'adjoints au Maire peut aller jusqu'à 12,

Considérant qu'à tout moment, le conseil municipal peut librement décider de créer, en cours de mandat, un nouveau poste d'adjoint, dans la limite du plafond légal,

Considérant les nombreux dossiers en cours à traiter,

Vu le rapport de la direction générale,

DELIBERE :

Article unique: Le conseil municipal décide de la création d'un 12^{ème} poste d'adjoint.

Affiché le :

Transmis en préfecture le :

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise ou d'un recours gracieux auprès de la Commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois.

Conformément aux termes de l'article R.421-7 du code de justice administrative, les personnes résident outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal.

LE CONSEIL,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L.2123-20 et suivants,

Considérant que les fonctions d'élu local sont gratuites, mais peuvent donner lieu à une indemnisation destinée à couvrir les frais liés à l'exercice du mandat,

Considérant la création d'un douzième poste d'adjoint,

Considérant que le montant maximal de l'enveloppe des indemnités de fonction du maire et des adjoints est égal au total de l'indemnité maximale du Maire (90% de l'indice brut 1015) et du produit de 33% de l'indice brut 1015 par le nombre d'adjoints (soit 486 % de l'indice brut 1015),

Considérant que la Ville de Puteaux est une commune chef-lieu de canton et, qu'à ce titre, des majorations d'indemnités de fonction peuvent être attribuées à hauteur de 15 %,

Vu le rapport de présentation,

DELIBERE :

Article 1^{er} : L'indemnité versée au maire, adjoints et conseillers délégués pour l'exercice de leurs fonctions est fixée aux taux suivants :

Maire : 90 % de l'indice brut 1015

Adjoint : 29.52 % de l'indice brut 1015.

Conseiller municipal délégué : 11 % de l'indice brut 1015.

Article 2 : Une majoration de 15 % au titre des communes chefs-lieux de canton est appliquée aux indemnités de fonction versées au maire et aux adjoints au maire.

Article 3 : Les indemnités de fonction sont payées mensuellement et revalorisées en fonction de la valeur du point d'indice des fonctionnaires.

Article 4 : Les crédits sont prévus au budget communal, chapitre 65.

Affiché le :

Transmis en préfecture le :

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise ou d'un recours gracieux auprès de la Commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois.

Conformément aux termes de l'article R.421-7 du code de justice administrative, les personnes résident outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal.

**REPARTITION DES INDEMNITES DE FONCTION ATTRIBUEES AUX MAIRE, ADJOINTS
ET CONSEILLERS MUNICIPAUX DELEGUES.**

Elus	% de l'indice brut terminal de la fonction publique territoriale (avec majoration de 15 %)
------	--

Maire	103, 5 %
-------	----------

1er adjoint	33.94 %
2ème adjoint	33.94 %
3ème adjoint	33.94 %
4ème adjoint	33.94 %
5ème adjoint	33.94 %
6ème adjoint	33.94 %
7ème adjoint	33.94 %
8ème adjoint	33.94 %
9ème adjoint	33.94 %
10ème adjoint	33.94 %
11ème adjoint	33.94 %
12ème adjoint	33.94 %

1er conseiller délégué	11 %
2ème conseiller délégué	11 %
3ème conseiller délégué	11 %

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 3 JUILLET 2014

QUESTION N° 5

ELECTION DU 12^{ème} ADJOINT AU MAIRE

ELECTION DU 12^{ème} ADJOINT AU MAIRE
--

Le Conseil municipal ayant décidé de porter le nombre d'Adjoints au Maire à 12, il est proposé de procéder, au scrutin secret et à la majorité absolue, à l'élection d'un nouvel adjoint, conformément aux articles L.2122-4, L.2122-7 et L.2122-7-2 du Code général des collectivités territoriales.

Si après deux tours de scrutin, le (ou les) candidat(s) n'a pas obtenu la majorité absolue, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative. En cas d'égalité de suffrages, le plus âgé est déclaré élu.

En vertu du II alinéa 3 de l'article L. 2121-1 du Code général des collectivités territoriales, les Adjoints prennent rang selon l'ordre de leur élection.

Il est proposé au Conseil municipal de procéder à l'élection du 12^{ème} Adjoint au Maire.

LE CONSEIL,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 2121-1, L.2122-4, L.2122-7 et L.2122-7-2.

Vu la délibération n°... en date du 3 juillet 2014 fixant à 12 le nombre d'Adjoint au Maire,

Considérant qu'il convient de procéder à l'élection d'un nouvel Adjoint au Maire afin de compléter l'équipe municipale,

Considérant que le scrutin est secret, à la majorité absolue,

Vu le rapport de la direction générale,

DELIBERE :

Après appel à candidature, ... candidature(s) a/ont été déposée(s) :

M./Mme :

M. /Mme :

M. /Mme :

Le dépouillement des votes a donné les résultats suivants :

PREMIER TOUR DU SCRUTIN :

- *Nombre de bulletins trouvés dans l'urne :*
- *À déduire : bulletins blancs ou ne contenant pas une désignation suffisante ou dans lesquels les votants se sont fait connaître :*
- *Reste, pour le nombre de suffrages exprimés :*
- *Majorité absolue :*

Ont obtenu :

- M./ Mme voix
- M./ Mme voix
- M./ Mme voix

M./Mme ayant obtenu la majorité absolue, a été proclamé(e) élu(e) 12^{ème} Adjoint au Maire et immédiatement installé(e) selon l'ordre du tableau

Affiché le :

Transmis en préfecture le :

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 3 juillet 2014

QUESTION N° 6

COMMUNICATIONS

Compte rendu des décisions prises par Madame le Maire en application de l'article L. 2122-22 du code général des collectivités territoriales

En application de l'article L. 2122-22 du code général des collectivités territoriales, le conseil municipal peut déléguer au Maire un certain nombre de compétences dans le but d'assurer une simplification et une meilleure efficacité du fonctionnement des services municipaux.

Le code général des collectivités territoriales précise que le Maire doit rendre compte à chacune des réunions obligatoires du conseil municipal des décisions prises en vertu de l'article L. 2122-22 du code général des collectivités territoriales.

Par conséquent il est communiqué au conseil municipal le compte rendu des décisions prises par Madame le Maire en application de l'article L. 2122-22 du code général des collectivités

COMMUNICATIONS

Il s'agit des communications relatives aux décisions que j'ai prises en application des articles L.2122-21 et L.2122-22 du C.G.C.T.

Date de l'arrêté	N° de l'arrêté	Objet de l'arrêté
21 mars 2014	27204	Fixations d'un tarif pour l'association Ellipse à la résidence de vacances de la Ville Hôtel Le Crêt du loup à la Clusaz : - chambre à 2 lits simples : 380 €/personne/semaine - chambre individuelle : 418 €/personne/semaine - taxe de séjour : 0.75 €/nuit/personne
16 mai 2014	690	Tarifs d'inscription à la « Ronde de Puteaux » du 18 mai 2014 : - pour les résidents à Puteaux : gratuité pour la course de 5 km et de 10 km - pour les hors Puteaux : 5€ pour la course de 5 km et 10 € pour la course de 10 km
22 mai 2014	1056	Arrêté portant réglementation du vide-greniers du dimanche 6 juillet Place de la Vieille Eglise : 10 € la table d'étalage
20 mars 2014	27180	Exercice du Droit de préemption par la Ville de Puteaux à l'occasion de la vente d'un bien (lots n°132-134) appartenant à Monsieur Brahim LACHGUER sis 17-19, rue Collin et cadastré Y n°122
28 mars 2014	27279	Acceptation d'une donation à la Ville par Mme Monique ANTOINE d'une série de documents d'archives et d'objets
28 mars 2014	27278	Acceptation d'une donation à la Ville par M. René NORMAND d'objets industriels anciens
25 mars 2014	27224	Réglementation relative à l'organisation du vide-greniers Place des Marées du 11 mai 2014 : occupation du domaine public par M. Serge BELIGON autorisé à installer un camion de vente de crêpes, gaufres, barbe à papa pour une redevance fixée à 80 €
25 mars 2014	27225	Réglementation relative à l'organisation du vide-greniers Place des Marées du 11 mai 2014 : occupation du domaine public par M. Sameh ZAKHER autorisé à installer un camion de vente de pizzas pour une redevance fixée à 120 €
9 avril 2014	140	Autorisation d'occupation du domaine public résidence des Trois Hameaux à Ploemeur de Mme Géraldine RIO afin de proposer aux estivants un service de restauration à emporter et de vente de produits alimentaires régionaux pour une redevance annuelle fixée à 70 € : - du 12 au 26 avril 2014 (le mardi de 17h à 20h et le samedi de 12h à 14h) - du 5 juillet au 23 août 2014 (le mardi de 14h à 20h et le samedi de 12h à 14h)
26 mai 2014	1190	Autorisation d'occupation du domaine public résidence des Trois Hameaux à Ploemeur de M. Arnel LE BOULER afin de proposer aux estivants un service de restauration à emporter (pizzas) pour une redevance annuelle de 60 € : - du 5 juillet au 23 août 2014 (le vendredi de 16h à 20h)
16 mai 2014	725	Arrêté portant autorisation d'occupation du domaine public du bar de la piscine de l'Île de Puteaux par la société L'ENCAS GOURMAND jusqu'au 28 septembre 2014 pour une redevance de 3000 € pour la durée de la convention
27 mars 2014	27268	Arrêté portant approbation d'une convention de mise à disposition de locaux communaux entre la Ville de Puteaux et l'Ensemble Pygmalion : Conservatoire (salle Gramont) du 15 au 19 mars 2014 à titre gracieux

27 mars 2014	27269	Arrêté portant approbation d'une convention de mise à disposition de locaux communaux entre la Ville de Puteaux et l'Association ARIAM Ile de France : Conservatoire (salle Lully) le 28 mars, les vendredi 4 et samedi 5 avril 2014 à titre gracieux
27 mars 2014	27270	Arrêté portant approbation d'une convention de mise à disposition de locaux communaux entre la Ville de Puteaux et l'Association Erda Accentus : Conservatoire (salle Bellini) du 24 au 28 mars 2014 à titre gracieux
13 mai 2014	384	Arrêté portant approbation d'une convention de mise à disposition de locaux communaux entre la Ville de Puteaux et l'Association Les Petites Mains Symphoniques : Conservatoire (salle Gramont et salles de cours) le dimanche 11 mai 2014 à titre gracieux
21 mai 2014	979	Arrêté portant approbation d'une convention de mise à disposition de locaux communaux entre la Ville de Puteaux et l'Association Franco-Portugaise : Conservatoire (Salle Gramont) le samedi 10 mai et le dimanche 29 juin 2014 à titre gracieux
28 mai 2014	1365	Arrêté portant approbation d'une convention de mise à disposition de locaux communaux entre la Ville de Puteaux et l'Ensemble Le Concert d'Astrée : Conservatoire (salle Bellini) le mardi 20 mai et mercredi 21 mai 2014 à titre gracieux
28 mai 2014	1366	Arrêté portant approbation d'une convention de mise à disposition de locaux communaux entre la Ville de Puteaux et l'Ensemble Les Cris de Paris : Conservatoire (salle Bellini) le mercredi 4 juin, le jeudi 5 juin et le mercredi 17 juin 2014 à titre gracieux
3 juin 2014	1510	Arrêté portant approbation d'une convention de mise à disposition de locaux communaux entre la Ville de Puteaux et le Département des Hauts de Seine : Conservatoire (salle Gramont) le mardi 27 mai 2014 à titre gracieux
10 avril 2014	151	Arrêté portant approbation d'une convention de mise à disposition entre la Ville et la Fédération UMP des Hauts-de-Seine relative à l'organisation du Campus des jeunes UMP Ile-de-France : Salle de danse et salle d'échecs du Palais des Sports (sis Ile de Puteaux) le mardi 8 avril 2014 de 18h30 à 21h30 moyennant une participation financière de 750€
18 avril 2014 20 mai 2014		Arrêté portant approbation d'une convention de mise à disposition d'une parcelle de terrain à usage de « jardin familial » à titre précaire et révocable sis 32/38 rue du Moulin : n°12 de 39.20 m² pour une redevance annuelle de 98 € plus 52.92 € de provisions annuelles pour charges (n° 237), n° 21 de 27 m² pour une redevance annuelle de 67.50 € plus 36.45 € de provisions annuelles pour charges (n° 238), n° 13 de 40 m² pour une redevance annuelle de 100 € plus 54 € de provisions annuelles pour charges (n° 1025), n° 22 de 20 m² pour une redevance annuelle de 72.50 € plus 39.15 € de provisions annuelles pour charges
11 avril 2014	6	Contrat de location meublée a usage d'habitation à la Résidence des Etudiants et Jeunes Apprentis sise 45-47 rue des Pavillons : logement n° 55 de 30.88 m²
17 mars 2014	9	Bail commercial pour la société SSD représentée par M. Philippe BACHMAN dans un immeuble situé au 41 rue Delarivière Lefoullon d'une superficie utile brute locative de 2130.50 m² de bureaux pour une durée de 9 années entières et consécutives à partir du 1 ^{er} juillet 2014 jusqu'au 30 juin 2023 moyennant un loyer annuel de 691 557 € H.T.

Les arrêtés sont consultables au Secrétariat général - bureau 1.41 - Hôtel de Ville -- 131 rue de la République

COMMUNICATION

CONSEIL MUNICIPAL DU MOIS DE JUILLET 2014

COMMUNICATION RELATIVE AUX SOUS-TRAITANTS

Il est communiqué au Conseil Municipal l'agrément des sous-traitants suivants :

1.	Marché relatif aux travaux divers pour l'énergie, l'exploitation et la gestion des installations thermiques pour l'entreprise DALKIA, titulaire et l'entreprise AIR CLIMAT SERVICE, sous-traitant, pour la mise en place d'une climatisation dans le dortoir – École maternelle B. Malon pour un montant TTC de 5 317,42 €
2.	Marché relatif aux travaux divers pour l'énergie, l'exploitation et la gestion des installations thermiques pour l'entreprise DALKIA, titulaire et l'entreprise AIR CLIMAT SERVICE, sous-traitant, pour la mise en place d'un climatiseur autonome dans le local autocom – Hôtel de Ville pour un montant TTC de 9 877,76 €
3.	Marché relatif aux travaux divers pour l'énergie, l'exploitation et la gestion des installations thermiques pour l'entreprise DALKIA, titulaire et l'entreprise AIR CLIMAT SERVICE, sous-traitant, pour la mise en place d'un climatiseur dans le local transmission radio – Hôtel de Ville pour un montant TTC de 4 734,96 €
4.	Marché relatif aux travaux divers pour l'énergie, l'exploitation et la gestion des installations thermiques pour l'entreprise DALKIA, titulaire et l'entreprise AIR CLIMAT SERVICE, sous-traitant, pour la mise en place d'un climatiseur autonome dans un bureau de l'Hôtel de Ville pour un montant TTC de 8 073,00 €
5.	Marché pour la maintenance et l'entretien des équipements de traitements d'eaux des piscines municipales pour l'entreprise ENERGILEC, titulaire et l'entreprise A.E.P., sous-traitant, pour la remise en état de la pompe n° 2 du bassin de 25 mètres pour un montant TTC de 0
6.	Marché pour la maintenance et l'entretien des équipements de traitements d'eaux des piscines municipales pour l'entreprise ENERGILEC, titulaire et l'entreprise A.E.P., sous-traitant, pour la réparation de fuite sur PVC refoulement pompe bassin de 50 mètres pour un montant TTC de 0
7.	Marché pour le Palais de la Médiathèque pour l'entreprise ENERGILEC, titulaire et l'entreprise TPGH, sous-traitant, pour le nettoyage des vitres pour un montant TTC de 21 725,34 €
8.	Marché multiservices relatif à la maintenance et l'entretien du Palais des Sports pour l'entreprise ENERGILEC, titulaire et l'entreprise MG INTERNATIONAL-POSEIDON, sous-traitant, pour la maintenance des deux bassins intérieurs sportifs et initiation équipés du système Poséidon – Ile de Puteaux pour un montant TTC de 24 219,00 €
9.	Marché multiservices pour la maintenance et l'entretien du Palais des Sports (Piscines municipales) pour l'entreprise ENERGILEC, titulaire et l'entreprise SIGMA, sous-traitant, pour le traitement d'eau chaufferie 2 pour un montant TTC de 15 088,50 €
10.	Marché multiservices pour la maintenance et l'entretien du Palais des Sports (Piscines municipales) pour l'entreprise ENERGILEC, titulaire et l'entreprise SIGMA, sous-traitant, pour la fourniture et mise en place de supports sous le jacuzzi 1 et 2 PDS pour un montant TTC de 5 566,18 €
11.	Marché multiservices pour la maintenance et l'entretien du Palais des Sports (Piscines municipales) pour l'entreprise ENERGILEC, titulaire et l'entreprise SIGMA, sous-traitant, pour le traitement d'eau groupe froid pour un montant TTC de 15 455,19 €
12.	Marché multiservices pour la maintenance et l'entretien du Palais des Sports (Piscines municipales) pour l'entreprise ENERGILEC, titulaire et l'entreprise SIGMA, sous-traitant, pour le traitement d'eau chaufferie 1 pour un montant TTC de 15 088,50 €
13.	Marché multiservices pour la maintenance et l'entretien du Palais des Sports (Piscines

	municipales) pour l'entreprise ENERGILEC, titulaire et l'entreprise SIGMA, sous-traitant, pour la mise en place d'un compresseur d'air de secours pour un montant TTC de 8 778,52 €
14.	Marché relatif à la création d'un bassin avec une fontaine dans le square EICHENBERGER pour l'entreprise EIFFAGE, titulaire, et l'entreprise G.T.H., sous-traitant, pour la fontainerie (acte modificatif) pour un montant TTC de 65 780,00 €
15.	Marché multiservices relatif à la Médiathèque de Puteaux pour l'entreprise ENERGILEC, titulaire et l'entreprise ASSISCO, sous-traitant, pour la mission de coordination SSI pour un montant TTC de 0 €
16.	Marché relatif à la création de bardage de protection pour l'entreprise GIFFARD, titulaire et l'entreprise ALO EVENT, sous-traitant, pour la fourniture et pose de bardage coque thermoforme, de portes, une tente de 3m x 3m, de protection de sol, remplacement de plancher abimé et d'une rampe PMR pour un montant HT de 82 188,00 € (pas de TVA)
17.	Marché pour la construction d'un conservatoire municipal de musique, danse, art dramatique et chant – Lot n° 2 : Scénographie pour l'entreprise TAMBE, titulaire, et l'entreprise STORE SUR MESURE, sous-traitant, pour la fourniture et pose de rails pour un montant TTC de 12 905,84 €
18.	Marché relatif aux travaux divers pour l'énergie, l'exploitation et la gestion des installations thermiques pour l'entreprise DALKIA, titulaire et l'entreprise CALO SERVICES, sous-traitant, pour le remplacement de 2 chaudières fioul à l'imprimerie pour un montant TTC de 9 608,94 €

MARCHES PUBLICS

Date de Notification	Objet	Attributaires	Montant HT avant négociation	Montant HT après négociation
10/03/2014	Contrat de cession des droits d'exploitation du concert de VOICE MESSENGERS qui a eu lieu le jeudi 12 juin 2014 à 20 h 45 au Conservatoire JB Lully	LES VOICE MESSENGERS	9 300 euros	Achat spécifique, pas de négociation
01/04/2014	Contrat de cession des droits d'exploitation du concert D'ALQJANDO qui a eu lieu le 18 mai 2014 à 10h30 à la Vieille Eglise de Puteaux	ALQUANDO	3 500 euros	Achat spécifique, pas de négociation
07/04/2014	Organisation d'animation pour l'événement "La chasse aux œufs" sur la Ville de Puteaux Lot n°1 : fourniture et mise en place d'une "ferme ludique" Lot n°2 : organisation d'un atelier de customisation et de peinture sur des œufs géants Lot n°3 : organisation d'une animation déambulatoire Lot n°4 : organisation d'un concert de cloche Lot n°5 : organisation de balades en poney	Lots n°1 et n°2 : ESCAPE.COM Agence CHARLIE'S EVENTS Lot n°3 : KMC ANIMATION Lot n°4 : MELUSIME Lot n°5 : DELTA SERVICE ORGANISATION	Lot n°1 : 8 900 euros Lot n°2 : 3 150 euros Lot n°3 : 6 686,80 euros Lot n°4 : 4 350 euros Lot n°5 : 1 395 euros	Lot n°1 : 4 125 euros Lot n°2 : 2 350 euros Lot n°3 : 3 810 euros Lot n°4 : pas de remise Lot n°5 : 1 350 euros
10/04/2014	Mission d'accompagnement des personnes en situation d'endettement ou surendettement	CRESUS	Pas de minimum annuel Maximum annuel : 3 700 euros	Achat spécifique, pas de négociation
11/04/2014	Service de mise en relation des personnes sourdes et malentendantes avec les services municipaux de la Ville de Puteaux	ACCEO SAS	43 650 euros	36 900 euros
16/04/2014	Entretien, nettoyage et réparation des filets aériens de la Ville de Puteaux	DAL SERVICES	Le marché est traité à prix unitaires Estimation : 28 470 euros	Négociation non autorisée par le code des marchés publics
16/04/2014	Prestations de nettoyage des vitres faciles d'accès dans les bâtiments communaux	ESSI CORAIL	Le marché est traité à prix unitaires Estimation : 160 000 euros	Négociation non autorisée par le code des marchés publics
16/04/2014	Organisation du carnaval des centres de loisirs de la Ville de Puteaux en mai 2014 Lot n°1 : fourniture de matériels pour la préparation du carnaval Lot n°2 : location de deux canons à confettis avec 200 kilogrammes de confettis chacun Lot n°3 : location de dix chars Lot n°4 : organisation de trois parades musicales et d'une animation sur l'esplanade sur le thème du cinéma	Lots n°1, n°2, n°3 et n°4 ARTISTIC CONSULTANT	Lot n°1 : 40 000 euros (estimation) Lot n°2 : 4 400 euros Lot n°3 : 20 750 euros Lot n°4 : 18 000 euros	Lot n°1 : 40 000 euros (estimation) Lot n°2 : 4 400 euros Lot n°3 : 20 750 euros Lot n°4 : 16 930 euros
17/04/2014	Fourniture de produits de soins dentaires pour le centre médical Françoise Dollo	PROMODENTAIRE	Le marché est traité à prix unitaires Fiche de simulation avant négociation : 86 533,29 euros	Fiche de simulation après négociation : 82 369,20 euros
18/04/2014	Travaux d'aménagement du square Paul Bert Lot n°1 : gros œuvre, maçonnerie, serrurerie et terrassement Lot n°2 : réseaux humides (assainissement et adduction d'eau pour arrosage) Lot n°3 : électricité - éclairages extérieurs Lot n°4 : revêtement de sols Lot n°5 : aménagement paysager (terres végétales et plantations)	Lots n°1, n°2 et n°4 : LINEA BTP Lot n°3 : BOUYGUES ENERGIES ET SERVICES Lot n°5 : PINSON PAYSAGE	Lot n°1 : 327 439,89 euros Lot n°2 : 56 119,25 euros Lot n°3 : 35 200,70 euros Lot n°4 : 47 688,80 euros Lot n°5 : 16 174,91 euros	Lot n°1 : 270 383,30 euros Lot n°2 : 44 452 euros Lot n°3 : pas de remise Lot n°4 : 39 160 euros Lot n°5 : 15 914,02 euros
30/04/2014	Assistance technique pour l'application du règlement communal de la publicité, des enseignes et pré-enseignes	Mme Christine MELACCA-NGUYEN	Montant global et forfaitaire de 70 100 euros	Montant global et forfaitaire de 68 500 euros
02/05/2014	Maintenance des colonnes d'apport volontaires pour la collecte du verre, du papier et des journaux/magazines	TEMACO	Le marché est traité à prix unitaires Fiche de simulation avant négociation : 15 227 euros	Fiche de simulation après négociation : 12 265 euros
12/05/2014	Mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la conception et la réalisation de système de contrôle d'accès sécurisé au sein de l'Hôtel de Ville et du Palais des Sports	NAOMIS	Montant global et forfaitaire de 35 675,00 euros	Montant global et forfaitaire de 34 900,00 euros
12/05/2014	Mission d'études diagnostic et prospective des effectifs scolaires et périscolaires de la Ville de Puteaux	OPERIS	26 520 euros	25 935 euros

16/05/2014	Fourniture et livraison de produits de boulangerie destinés à l'Hôtel Le Crêt du Loup à La Clusaz	AVARIS PAIN	Le marché est traité à prix unitaires Pas de minimum annuel Estimation : 22 860 euros HT	Aucune négociation tarifaire engagée
02/06/2014	Réalisation de travaux d'impression de divers support de communication	LA TOURAINE ROTOS 16 VINCENT	Montant global et forfaitaire de 79 762 euros	Montant global et forfaitaire de 76 140 euros
02/06/2014	Organisation d'animations pour l'évènement "Journée du Développement Durable" sur la Ville de Puteaux Lot n°1 : fourniture et mise en place d'un labyrinthe en paille Lot n°2 : organisation d'une exposition à partir de matériaux de récupération Lot n°3 : organisation d'une exposition sur la thématique de l'eau Lot n°4 : fourniture et mise en place d'un mur végétalisé Lot n°5 : fourniture d'éléments de décoration sur la thématique du développement durable et de l'écologie Lot n°6 : fourniture d'un manège écologique Lot n°7 : fourniture de sculpture en paille Lot n°8 : fourniture d'une cabine automatique de photographie d'identité	Lots n°1, n°4, n°5 et n°8 : ESCAPE-COM, AGENCE CHARLES EVENTS Lot n°2 : ACTA FABULA Lot n°6 : THEATRE DE LA TOUPINE Lot n°7 : ART EVOLUTION	Lot n°1 : 10 300 euros Lot n°2 : 5 000 euros Lot n°4 : 2 900 euros Lot n°5 : 3 800 euros Lot n°6 : 2 881 euros Lot n°7 : 5 000 euros Lot n°8 : 2 400 euros	Lot n°1 : aucune remise Lot n°2 : 4 800 euros Lot n°4 : 2 750 euros Lot n°5 : 3 600 euros Lot n°6 : aucune remise Lot n°7 : aucune remise Lot n°8 : aucune remise

**COMPTE RENDU DES DECISIONS PRISES PAR MADAME LE MAIRE
EN APPLICATION DE L'ARTICLE L2122.22-4° DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES**

AVENANTS

Date de Notification	Objet	Attributaires
28/04/2014	Avenant n°2 au lot n°2 du marché relatif aux prestations de services en assurances	SMACL ASSURANCES
26/05/2014	Avenant n°1 du marché relatif à la fabrication de repas à domicile pour les personnes pour la Ville de puteaux	SAVEUR ET VIE
26/05/2014	Avenant n°1 du marché relatif à la maintenance, remplacement et création anti-intrusion dans les bâtiments communaux	DELTATECH

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 3 JUILLET 2014

QUESTION N° 7

**APPROBATION DE L'AVENANT N°3 AU CONTRAT DE
DELEGATION DE SERVICE PUBLIC PORTANT SUR
L'EXPLOITATION DES CRECHES
DES ROSES ET OASIS**

APPROBATION DE L'AVENANT N°3 AU CONTRAT DE DELEGATION DE SERVICE PUBLIC PORTANT SUR L'EXPLOITATION DES CRECHES DES ROSES ET OASIS

La société La Maison Bleue SAS gère depuis le 3 septembre 2012, en tant que délégataire dans le cadre d'un contrat de délégation de service public conclu pour une durée de cinq ans, l'exploitation de la crèche des Roses (située au 1, rue Edgar Quinet) et de la crèche de l'Oasis (située au 12, rue de l'Oasis).

Afin de faire bénéficier aux parents d'une crèche de garde pendant les mois de juillet et d'août, le délégataire prévoyait d'ouvrir en alternance l'une des deux crèches. Ainsi, il était prévu d'ouvrir la crèche des Roses au mois de juillet prochain et de fermer la crèche de l'Oasis au mois d'août prochain et inversement.

Cependant, à l'instar de l'année 2013, le nombre de berceaux de la crèche des Roses étant insuffisant pour satisfaire toute la demande au mois de juillet, la Ville souhaite que la crèche de l'Oasis reste également ouverte à cette période.

S'agissant de la période de fermeture des deux crèches, l'article 16 du contrat de délégation de service public précise que *« pour chacune des crèches, la fermeture ne pourra pas excéder cinq (5) semaines par an, en dehors des jours fériés, pendant les congés scolaires, et selon les contraintes suivantes :*

- *une (1) semaine entre Noël et le Nouvel An ;*
- *trois (3) semaines au début du mois de juillet ou au début du mois d'août. Le délégataire a l'obligation d'ouvrir l'une des deux structures qui devra être ouverte au mois de juillet et au mois d'août de chaque année. »*

Le présent projet d'avenant n°3 permettra l'ouverture de la crèche de l'Oasis sur les mois de juillet/août jusqu'au terme de la durée d'exploitation du contrat, soit jusqu'en 2017.

Le montant de l'avenant n°3 représente une augmentation de 1,01% par rapport au montant total initial de la subvention défini à l'article 33 1) du contrat de délégation de service public.

La commission d'ouverture des offres a donné, le 17 juin 2014, un avis favorable à l'unanimité quant à la passation du présent avenant n°3.

Il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver l'avenant n°3 au contrat de la délégation de service public portant sur l'exploitation de la crèche des Roses située au 1 rue Edgar Quinet et sur l'exploitation de la crèche de l'Oasis située au 12 rue de l'Oasis.
- d'autoriser Madame le Maire à signer l'avenant n°3 au contrat de délégation du service public portant sur l'exploitation de la crèche des Roses (située au 1, rue Edgar Quinet) et de la crèche de l'Oasis (située au 12 rue de l'Oasis).

LE CONSEIL,

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L.1411-1 et suivants, les articles R.1411-1 et suivants et les articles D.1411-3 et suivants

Vu la délibération du Conseil Municipal n° 1691 du 6 juillet 2012, approuvant le choix de la société La Maison Bleue SAS comme délégataire pour la gestion déléguée du service public pour la crèche des Roses (situé au 1, rue Edgar Quinet) et pour la crèche de l'Oasis (située au 12, rue de l'Oasis), et autorisant le Maire a signé le contrat de délégation de service public portant sur l'exploitation de ces deux crèches,

Vu l'avenant n°1 au contrat de délégation de service public en date du 29 mai 2013 accordant aux parents des enfants accueillis dans les crèches gérées en délégation de service public un droit à des congés déductibles d'une durée de 7 semaines (soit 35 jours ouvrés) pour les contrats d'accueil d'une durée supérieure ou égale à 11 mois et augmentant le montant de la subvention accordée au délégataire,

Vu l'avenant n°2 au contrat de délégation de service public en date du 27 juin 2013 autorisant l'ouverture des deux crèches au mois de juillet 2013 et augmentant les dépenses d'exploitation qui en résultent,

Considérant que, pendant la période estivale des mois de juillet et d'août 2014, une seule des deux crèches est ouverte alternativement afin de faire bénéficier aux parents d'une crèche de garde,

Considérant que, pour le mois de juillet 2014, à l'instar de l'année passée, le nombre de berceaux de la crèche des Roses mis à disposition des usagers n'est pas suffisant pour satisfaire toute la demande, la Ville souhaite que la crèche de l'Oasis reste également ouverte à cette période,

Considérant que l'ouverture des deux crèches au mois de juillet 2014 nécessite un avenant au contrat de délégation de service public, au regard des dépenses d'exploitation qui en résultent.

Vu le rapport de la direction générale,

DELIBERE :

Article 1^{er} : Approuve l'avenant n°3 au contrat de la délégation de service public portant sur l'exploitation de la crèche des Roses située au 1 rue Edgar Quinet et sur l'exploitation de la crèche de l'Oasis située au 12 rue de l'Oasis.

Article 2 : Autorise Madame le Maire à signer l'avenant n°3 au contrat de délégation du service public portant sur l'exploitation de la crèche des Roses et de la crèche de l'Oasis.

Affiché le :

Transmis en préfecture le :

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise ou d'un recours gracieux auprès de la Commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois.

Conformément aux termes de l'article R.421-7 du code de justice administrative, les personnes résident outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal.



**Délégation de service public portant sur l'exploitation
de la crèche de l'Oasis et de la crèche des Roses à Puteaux**

Avenant n°3 au contrat de délégation de service public

Entre :

La commune de Puteaux, représentée par son Maire, **Joëlle CECCALDI-RAYNAUD**, sise 131 rue de la République, 92800 Puteaux,

Désignée ci-après «le délégant»

Service chargé du suivi d'exécution du contrat :
Service Petite Enfance

Et :

Le Groupe La Maison Bleue, représenté par sa maison mère **La Maison Bleue SAS** inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre sous le numéro 477 595 219, sise 31 rue d'Aguesseau - 92100 Boulogne-Billancourt, représentée par Monsieur **NOE Sylvain**, agissant en qualité de Directeur commercial.

Désignée ci-après «le délégataire»

Ci-après désignées collectivement «des parties»

Etant préalablement exposé ce qui suit :

La société La Maison Bleue SAS gère depuis le 3 septembre 2012, en tant que délégataire dans le cadre d'un contrat de délégation de service public conclu pour une durée de cinq ans, l'exploitation de la crèche des Roses (située au 1, rue Edgar Quinet) et de la crèche de l'Oasis (située au 12, rue de l'Oasis).

S'agissant de la période de fermeture des deux crèches, l'article 16 du contrat de délégation de service public précise que « pour chacune des crèches, la fermeture ne pourra pas excéder cinq (5) semaines par an, en dehors des jours fériés, pendant les congés scolaires, et selon les contraintes suivantes :

- une (1) semaine entre Noël et le Nouvel An ;
- trois (3) semaines au début du mois de juillet ou au début du mois d'août. Le délégataire a l'obligation d'ouvrir l'une des deux structures qui devra être ouverte au mois de juillet et au mois d'août de chaque année. »

Chaque année, le délégataire prévoyait de fermer la crèche de l'Oasis au mois de juillet ou d'août. Cependant, de nombreux parents souhaitent que leurs enfants soient accueillis en crèche au mois de juillet et au mois d'août de chaque année. Le délégant souhaite que la crèche de l'Oasis, qui devait initialement être fermée par le délégataire au mois de juillet ou au mois d'août de chaque année, reste ouverte à cette période pour accueillir les enfants de Puteaux.

La période d'ouverture supplémentaire de la crèche de l'Oasis au mois de juillet ou au mois d'août de chaque année a des incidences financières pour le délégataire en augmentant les dépenses d'exploitation. En conséquence, pour ne pas bouleverser l'économie du contrat, il convient de réévaluer le montant de la subvention pour compensation des contraintes de service public versée par la commune au délégataire.

La période d'ouverture supplémentaire de la crèche de l'Oasis au mois de juillet ou au mois d'août de chaque année et la réévaluation de la subvention pour compensation des contraintes de service public font l'objet du présent avenant modifiant le contrat de délégation de service public.

Il y a lieu de modifier les dispositions contractuelles existantes :

Article 1

La crèche de l'Oasis sera ouverte au mois de juillet et au mois d'août de chaque année. Au vue de l'annexe n°2 ci-jointe, le délégataire s'engage à garantir pour cette période, en plus des agents de crèches et agent de service, la présence d'une Educatrice de Jeunes Enfants et d'une infirmière, l'une des deux assurant la fonction de direction, ainsi que de deux auxiliaires de puériculture. Au cas où le nombre d'enfants accueillis nécessiterait la présence de personnel complémentaire que l'effectif prévu dans l'annexe n°2, le délégataire s'engage à respecter la réglementation en vigueur et assurer les taux d'encadrement exigibles sans prétendre à aucun complément de rémunération de la part du délégant.

Article 2

Le montant forfaitaire de la subvention définie à l'article 33 1) du contrat de délégation de service public versée par le délégant au délégataire est augmenté chaque année jusqu'au terme du contrat de de 9 633 €, conformément à l'annexe n°1 ci-jointe. Ce montant est fixe et non renégociable, quel que soit le nombre d'enfants accueillis.

Article 3

Les autres clauses du contrat de délégation de service public restent inchangées et applicables dans leur totalité. En cas de contradiction, les dispositions du présent avenant prévalent.

Article 4

Le présent avenant sera annexé aux pièces contractuelles du marché concerné.

Article 5

Le présent avenant prendra effet après notification au titulaire.

Fait à Puteaux en deux exemplaires, le

Pour le pouvoir adjudicateur

Pour le titulaire

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 3 JUILLET 2014

QUESTION N° 8

**APPROBATION DE L'AVENANT N°1 A LA
CONVENTION DE DELEGATION DE SERVICE PUBLIC
SOUS FORME DE CONCESSION PORTANT SUR LA
CONSTRUCTION ET L'EXPLOITATION D'UN MULTI-
ACCUEIL POUR JEUNES ENFANTS AGES DE 3 MOIS
A 4 ANS SUR LE TERRAIN SITUE 28/30 RUE LUCIEN
VOILIN**

**APPROBATION DE L'AVENANT N°1 A LA CONVENTION DE DELEGATION DE SERVICE
PUBLIC SOUS FORME DE CONCESSION PORTANT SUR LA CONSTRUCTION ET
L'EXPLOITATION D'UN MULTI-ACCUEIL POUR JEUNES ENFANTS AGES DE 3 MOIS A 4
ANS SUR LE TERRAIN SITUE 28/30 RUE LUCIEN VOILIN**

Le 7 juin 2013, le contrat de Concession portant sur la construction et l'exploitation d'un multi-accueil pour jeunes enfants âgés de 3 mois à 4 ans sur le terrain situé 28/30 rue Lucien Voilin à Puteaux a été notifié à la société Crèches de France.

L'article 3-1 de la convention stipule que le concessionnaire doit exécuter l'ensemble des prestations (études, travaux, etc.) dans un délai de **dix-huit mois** courant à compter de la date de notification du contrat jusqu'à l'ouverture du multi-accueil.

De plus, conformément à l'article 2-2 de ladite convention, les travaux doivent être réalisés dans un délai estimé à dix mois à compter de la fourniture, par le Concédant (la Ville), du terrain libre de tout bâtiment et dépollué.

Or, suite aux travaux de démolition organisés par la Ville et achevés en janvier 2014, le diagnostic pollution a mis en évidence la présence de métaux toxiques (cuivre et plomb) en teneurs importantes, aussi bien dans les remblais que dans le terrain naturel, ainsi que des composés volatils dans les gaz de sols.

Conformément aux mesures de gestion du site préconisées dans le cadre du diagnostic, le Concédant doit décaisser une partie du terrain, évacuer les terres en décharges spécialisées et remblayer avec des matériaux inertes. De plus, des ouvrages de soutènement doivent être réalisés par le Concédant afin de reprendre la poussée des terres de remblaiement.

Ces travaux supplémentaires palliatifs, préalables à la restitution du terrain à la société Crèches de France et non prévus initialement par le Concédant, entraînent un décalage du démarrage des travaux, qui est désormais envisagé à l'été 2014 au lieu du mois de mars 2014.

Par conséquent, afin que chaque partie puisse respecter ses engagements contractuels, le Concédant doit reporter l'ouverture de l'établissement en septembre 2015 (au lieu de janvier 2015). En revanche, le délai de réalisation des travaux par le Concessionnaire n'est pas modifié et reste estimé à dix (10) mois.

Il est demandé au Conseil municipal d'approuver la prolongation du délai d'exécution qui résulte des suites des travaux de démolition.

Il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver l'avenant n°1 au contrat de délégation de service public sous forme de Concession portant sur la construction et l'exploitation d'un multi-accueil pour jeunes enfants âgés de 3 mois à 4 ans sur le terrain situé 28/30 rue Lucien Voilin à Puteaux,
- d'autoriser Madame le Maire à signer ledit l'avenant,

LE CONSEIL,

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L.1411-1, R.1411-1 et D.1411-3,

Vu l'Ordonnance n°2009-864 du 15 juillet 2009 et son décret d'application n°2010-406 du 26 avril 2010 relatifs aux contrats de concession de travaux publics et portant diverses dispositions en matière de commande publique,

Vu la délibération du Conseil Municipal n° 1866 du 22 avril 2013, approuvant le choix de la société Crèches de France comme Concessionnaire et autorisant le Maire à signer le contrat de Concession de service public portant sur la construction et l'exploitation d'un multi-accueil pour jeunes enfants âgés de 3 mois à 4 ans sur le terrain situé 28/30 rue Lucien Voilin à Puteaux,

Considérant que, conformément à l'article 3-1 de la convention, le Concessionnaire doit exécuter l'ensemble des prestations (études, travaux, etc.) dans un délai estimé à dix-huit (18) mois environ courant à compter de la date de notification du contrat jusqu'à l'ouverture du multi-accueil,

Considérant que, conformément à l'article 2-2 de la convention, les travaux doivent être réalisés dans un délai estimé à environ dix (10) mois à compter de la fourniture, par le Concédant, du terrain libre de tout bâtiment et dépollué,

Considérant que les travaux de démolition organisés par le Concédant et de purge du terrain ont été achevés fin janvier 2014,

Considérant que le diagnostic pollution a mis en évidence la présence de métaux toxiques (cuivre et plomb) en teneurs importantes, aussi bien dans les remblais que dans le terrain naturel, ainsi que de composés volatils dans les gaz de sols,

Considérant que ces travaux supplémentaires, préalables à la restitution du terrain à la société Crèches de France et non prévus initialement par le Concédant, entraînent un décalage du démarrage du chantier (envisagé à l'été 2014 au lieu de mars 2014) et ne permettent plus de respecter le délai d'exécution initial de dix-huit (18) mois.

Considérant que le Concédant doit reporter l'ouverture de l'établissement en septembre 2015 (au lieu de janvier 2015), afin que chaque partie puisse respecter ses engagements contractuels,

Considérant que la prolongation du délai d'exécution des prestations modifie les termes de la Concession et que cette modification doit être prise en compte dans un avenant n°1 à la Convention.

Vu le rapport de la direction générale,

DELIBERE :

Article 1^{er} : Approuve l'avenant n°1 au contrat de délégation de service public sous forme de Concession portant sur la construction et l'exploitation d'un multi-accueil pour jeunes enfants âgés de 3 mois à 4 ans sur le terrain situé 28/30 rue Lucien Voilin à Puteaux.

Article 2 : Autorise Madame le Maire à signer l'avenant n°1 au contrat de délégation de service public sous forme de Concession portant sur la construction et l'exploitation d'un multi-accueil pour jeunes enfants âgés de 3 mois à 4 ans sur le terrain situé 28/30 rue Lucien Voilin à Puteaux.

Affiché le :

Transmis en préfecture le :

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise ou d'un recours gracieux auprès de la Commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois.

Conformément aux termes de l'article R.421-7 du code de justice administrative, les personnes résident outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal.



Délégation de service public sous forme de Concession portant sur la construction et l'exploitation d'un multi-accueil pour jeunes enfants âgés de 3 mois à 4 ans sur le terrain situé 28/30 rue Lucien Voilin à Puteaux

Avenant n°1 au contrat de délégation de service public sous forme Concession

Entre :

La commune de Puteaux, représentée par son Maire, **Joëlle CECCALDI-RAYNAUD**, sise 131 rue de la République, 92800 Puteaux,

Désignée ci-après «le Concédant»

Service chargé du suivi d'exécution du contrat :
Service Petite Enfance

Et :

La société Crèches de France inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 453 456 014, sise 31 boulevard de la Tour Maubourg - 75007 Paris, représentée par Monsieur Tristan MICOL, agissant en qualité de Président Directeur Général.

Désignée ci-après «le Concessionnaire»

Ci-après désignées collectivement «des parties»

Etant préalablement exposé ce qui suit :

Le 7 juin 2013, le contrat de délégation de service public sous forme de Concession portant sur la construction et l'exploitation d'un multi-accueil pour jeunes enfants âgés de 3 mois à 4 ans sur le terrain situé 28/30 rue Lucien Voilin à Puteaux a été notifié à la société Crèches de France.

Conformément à l'article 3-1 de la convention de la Concession, le Concessionnaire doit exécuter l'ensemble des prestations (études, travaux, etc.) dans un délai estimé à **dix-huit (18) mois environ** courant à compter de la date de notification du contrat jusqu'à l'ouverture du multi-accueil.

De plus, conformément à l'article 2-2 de ladite convention, les travaux doivent être réalisés dans un délai estimé à environ dix(10) mois à compter de la fourniture, par le Concédant, du terrain libre de tout bâtiment et dépollué.

Les travaux de démolition organisés par le Concédant et de purge du terrain ont été achevés fin janvier 2014. Néanmoins, le diagnostic pollution a mis en évidence la présence de métaux toxiques (cuivre et plomb) en teneurs importantes, aussi bien dans les remblais que dans le terrain naturel, ainsi que des composés volatils dans les gaz de sols. Conformément aux mesures de gestion du site préconisées dans le cadre du diagnostic, le Concédant doit décaisser une partie du terrain, évacuer les terres en décharges spécialisées et remblayer avec des matériaux inertes. De plus, des ouvrages de soutènement doivent être réalisés par le Concédant afin de reprendre la poussée des terres de remblaiement.

Ces travaux supplémentaires, préalables à la restitution du terrain à la société Crèches de France et non prévus initialement par le Concédant, entraînent un décalage du démarrage du chantier du multi-accueil (envisagé à l'été 2014 au lieu de mars 2014) et ne permettent plus de respecter le délai d'exécution initial de dix-huit (18) mois.

Par conséquent, afin que chaque partie puisse respecter ses engagements contractuels, le Concédant doit reporter l'ouverture de l'établissement en septembre 2015 (au lieu de janvier 2015). Le délai de réalisation des travaux par le Concessionnaire n'est pas modifié et reste estimé à dix (10) mois.

Les travaux supplémentaires supportés par le Concédant et la prolongation du délai d'exécution qui en résulte font l'objet du présent avenant modifiant le contrat de délégation de service public sous forme de Concession.

Il y a lieu de modifier les dispositions contractuelles existantes :

Article 1

Le Concédant prend à sa charge les travaux supplémentaires nécessaires à la totale dépollution du terrain.

Article 2

Le délai d'exécution des prestations estimé à dix-huit mois est prolongé reportant ainsi la date d'ouverture de l'établissement en septembre 2015 (au lieu de janvier 2015).

Article 3

Les autres clauses du contrat de délégation de service public sous forme de Concession restent inchangées et applicables dans leur totalité.

En cas de contradiction, les dispositions du présent avenant prévalent.

Article 4

Le présent avenant sera annexé aux pièces contractuelles du marché concerné.

Article 5

Le présent avenant prendra effet après notification au titulaire.

Fait à Puteaux en deux exemplaires, le

Pour le pouvoir adjudicateur

Pour le titulaire

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 3 JUILLET 2014

QUESTION N° 9

**ADHÉSION AU GROUPEMENT DE COMMANDES
POUR LES SYSTÈMES D'INFORMATION
GÉOGRAPHIQUE (SIG) DU SIPPEREC**

**ADHÉSION AU GROUPEMENT DE COMMANDES POUR LES SYSTÈMES
D'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE (SIG) DU SIPPEREC**

Les Systèmes d'Information Géographique (SIG) permettent une meilleure visualisation des projets d'urbanisme, de logement ou de service à la population.

Fort de son expérience en matière de groupements de commandes, en développement de SIG pour ses propres réseaux et de ses compétences, le SIPPEREC a décidé de mettre en place un groupement de commandes de services, outils et données en matière de systèmes d'information géographique, en application de l'article 8 du Code des marchés publics, dont il est coordonnateur.

Ce groupement de commandes est ouvert aux collectivités territoriales, établissements publics locaux et établissements publics de coopération intercommunale d'Ile-de-France, indépendamment de leur adhésion au syndicat.

La Ville de Puteaux, adhérente au SIPPEREC souhaite s'associer à ce groupement de commandes qui permettra à la commune d'apporter un meilleur service à la population à des coûts maîtrisés. La mutualisation permet en effet d'accéder à une quantité importante d'informations par le partage et à des systèmes informatiques de haut niveau donc coûteux.

Le SIPPEREC, en tant que coordinateur, interviendra dans la préparation du groupement :

- assistance dans la définition du besoin,
- centralisation des besoins sur la base d'une définition préalable en concertation avec les membres afin d'établir le cahier des charges.

Cette consultation couvre toutes les composantes nécessaires à la mise en place ou à l'évolution du SIG au sein de la collectivité : les données, les outils et les prestations de services, ainsi qu'une plateforme collaborative d'hébergement et de diffusion des données à caractère géographique. Elle permettra également de se mettre en conformité avec la directive INSPIRE, qui prévoit la mise à disposition en 2015 des données géographiques produites ou gérées par les organismes publics.

Il est donc proposé au conseil municipal :

- d'adhérer au groupement de commande pour les Systèmes d'Information Géographique (SIG) auprès du SIPPEREC,
- d'approuver l'acte constitutif annexé à la présente délibération,
- d'autoriser le Maire à signer tout document ou acte y afférent.

LE CONSEIL,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code des marchés publics et notamment son article 8,

Vu l'acte constitutif du groupement de commandes pour les services et fournitures en matière de Systèmes d'Information Géographique ci-annexé,

Considérant l'intérêt d'adhérer à un groupement de commandes pour les services et fournitures en matière de Systèmes d'Information Géographique afin de bénéficier de la mutualisation des achats de ces services,

Vu le rapport de la direction générale,

DÉLIBÈRE

Article 1^{er} : Décide d'adhérer au groupement de commande pour les Systèmes d'Information Géographique (SIG) du SIPPEREC.

Article 2 : Approuve l'acte constitutif du groupement de commandes pour les services et fournitures en matière de Systèmes d'Information Géographique annexé à la présente délibération, portant adhésion au groupement de commandes pour les services et fournitures en matière de Systèmes d'Information Géographique.

Article 3 : Autorise Madame le Maire à signer tout document ou acte y afférent.

Affiché le :

Transmis en préfecture le :

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise ou d'un recours gracieux auprès de la Commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois.

Conformément aux termes de l'article R.421-7 du code de justice administrative, les personnes résident outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal.



SIPPEREC

ACTE CONSTITUTIF DU GROUPEMENT DE COMMANDES POUR LES SERVICES ET FOURNITURES EN MATIERE DE SYSTÈMES D'INFORMATION GEOGRAPHIQUE

Il est préalablement exposé ce qui suit :

L'utilisation par les collectivités territoriales et leurs groupements ainsi que par d'autres personnes directement intéressées en matière de systèmes d'information géographique est en pleine évolution et ne cesse de croître.

Aussi, afin de tenir compte de la technicité des compétences nécessaires à l'exploitation d'un système d'information géographique et d'organiser au mieux la commande groupée des personnes publiques concernées, il a été décidé de faire application des dispositions de l'article 8 du Code des marchés publics.

À la suite de quoi il est arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET

Il est constitué entre les membres approuvant le présent acte constitutif un groupement de commandes qui a pour objet la passation et la signature des marchés de services et de fournitures relatifs aux systèmes d'information géographique et aux systèmes de diffusion de données type open data pour les besoins propres de ses membres.

Article 2 : COORDONNATEUR DU GROUPEMENT DE COMMANDES

Pour la réalisation de l'objet du groupement, le SIPPEREC est désigné par l'ensemble des membres du groupement de commandes comme le coordonnateur pour la préparation, la passation, la signature et la notification des marchés, conformément aux besoins définis par chaque membre, en application des dispositions de l'article 8-VII-1° du Code des marchés publics.

Le siège du coordonnateur est situé Tour Gamma B - 193 - 197 rue de Bercy - 75582 Paris Cedex 12.



Article 3: MEMBRES DU GROUPEMENT DE COMMANDES

Le groupement de commandes est constitué par des collectivités territoriales, leurs groupements (établissements publics de coopération intercommunale et syndicats mixtes), tous autres établissements publics, des groupements d'intérêt public, des sociétés d'économie mixte, des régions, des fondations reconnues d'utilité publique, des organismes visés à l'article L411-2 du Code de la construction et de l'habitation et des associations relevant de la loi du 1^{er} juillet 1901, dont le siège est situé en région Île-de-France, dénommés « membres » du groupement de commandes.

Article 4 : MISSIONS DU COORDONNATEUR

Le coordonnateur est chargé :

- D'assister les membres dans la définition de leurs besoins et de centraliser ces besoins sur la base d'une définition préalable établie par lui en concertation avec les membres. Il organise à cette fin toute action de formation à destination des membres. De plus, le coordonnateur est mandaté pour solliciter, au nom des membres, toute information utile auprès des prestataires de ces membres ;
- De définir l'organisation technique et administrative des procédures de consultation selon les procédures prévues par le Code des marchés publics ;
- D'élaborer l'ensemble des dossiers de consultation en fonction des besoins définis par les membres ;
- D'assurer l'ensemble des opérations de sélection des cocontractants jusqu'à la conclusion et la notification incluse des marchés (publication des avis d'appel public à la concurrence et d'attribution, envoi des dossiers de consultation d'entreprises, réception des offres, analyse des offres, rapport de présentation, convocation et réunion de la commission d'appel d'offres, etc.) ;
- De signer et notifier les marchés ;
- De transmettre les marchés aux autorités de contrôle ;
- De transmettre aux membres du groupement les documents nécessaires à l'exécution des marchés en ce qui les concerne.

Le coordonnateur assure une mission de conseil juridique et technique aux membres.

Le coordonnateur est habilité par les membres du groupement à prendre les mesures et à engager les démarches utiles pour assurer les missions qui lui sont confiées par ces membres.

À cette fin, le coordonnateur peut saisir toute juridiction ou autorité administrative pour assurer ces missions et peut défendre à l'occasion de tout contentieux engagé à l'encontre des procédures de passation des marchés engagés dans le cadre du présent groupement de commandes. Chaque membre donne tout mandat au coordonnateur pour assurer ses intérêts et sa défense et notamment pour désigner un avocat. La convention vaut mandat à cet effet.

Article 5 : MISSIONS DES MEMBRES

Les membres :

- Communiquent au coordonnateur une évaluation de leurs besoins en vue de la passation des marchés ;
- assurent la bonne exécution des marchés portant sur leurs besoins ;
- informent régulièrement le coordonnateur de cette bonne exécution ;
- participent financièrement aux frais de fonctionnement du groupement conformément à l'article 7.

Article 6 : ADHÉSION / RETRAIT DES MEMBRES DU GROUPEMENT

Chaque membre adhère au groupement de commandes par une décision prise selon les règles qui lui sont propres, cette décision et l'acte constitutif joint étant notifiés au coordonnateur du groupement de commandes.

L'adhésion des personnes publiques relevant du Code général des collectivités territoriales est soumise à l'approbation de leur assemblée délibérante, cette décision dûment rendue exécutoire et l'acte constitutif joint étant dans les mêmes conditions notifiées au coordonnateur du groupement de commandes.

Chaque membre du groupement de commandes est libre de se retirer du groupement. Le retrait est constaté par une délibération prise selon les règles qui lui sont propres. Cette décision est notifiée au coordonnateur du groupement de commandes. Le retrait ne prend dans tous les cas effet qu'à l'expiration des marchés en cours de passation et/ou d'exécution à la date de notification de la décision au coordonnateur.

Article 7 : COTISATION

Article 7.1 : Cotisation annuelle

Chaque membre verse annuellement au coordonnateur, au plus tard le 30 juin de l'année concernée, une cotisation dont le montant est fixé comme suit. À cet effet le coordonnateur émet un titre de recettes. Pour la première année d'adhésion, la cotisation est due dans les trois mois à compter de la date d'adhésion.

Pour les communes, la cotisation annuelle s'élève à 0,16 euro par habitant avec un minimum de 2 500 euros et un maximum de 9 800 euros.

Pour les groupements de collectivités (établissements publics de coopération intercommunale et les syndicats mixtes) et les établissements publics autres que ceux visés ci-après, la cotisation annuelle s'élève à 0,16 euro par habitant avec un minimum de 2 500 euros et un maximum de 9 800 euros.

Pour les organismes visés à l'article L 411-2 du Code de la Construction et de l'Habitation : 1 euro par logement déclaré avec un plancher de 500 euros et un plafond de 9 800 euros.

Pour les régions, les groupements d'intérêt public, les sociétés d'économie mixte d'aménagement, les fondations reconnues d'utilité publique et les associations relevant de la loi du 1^{er} juillet 1901, la cotisation annuelle s'élève à 2 500 euros.

Pour les établissements publics locaux d'enseignement et les sociétés d'économie mixte autres que visées aux articles précédents, la cotisation annuelle s'élève à 500 euros.

Pour les autres collectivités territoriales, la cotisation annuelle s'élève à 9 800 euros.

Pour les établissements publics industriels et commerciaux, la cotisation annuelle s'élève à 9 800 euros.

ARTICLE 7.2 : Cotisation au titre des actions de formation

Une cotisation est également due au titre des actions de formation à destination des membres du groupement de commandes, visées au 1^{er} tiret de l'article 4 ci-avant.

Cette cotisation est versée au coordonnateur lorsque des actions de formation sont mises en place au cours de l'année considérée.

Le montant de cette cotisation s'élève à 150 euros par participant et par session d'une demi-journée.

Le coordonnateur émet un titre de recettes à cet effet le 1^{er} décembre de l'année concernée.

ARTICLE 7.3 : Révision de la cotisation

Les cotisations annuelles des membres prévues aux articles 7.1 et 7.2 font l'objet d'une révision annuelle au 1^{er} janvier. La première révision des cotisations prévues aux articles 7.1 et 7.2 interviendra le 1^{er} janvier 2012.

Le montant révisé de la cotisation C est obtenu en appliquant la formule suivante :

$$C = C0 \times [0.16 + 0.84 (\text{Ing}/\text{Ing0})]$$

C : cotisation après ajustement

C0 : montant initial de la cotisation

Ing0 : valeur de l'index « ingénierie », édité par l'INSEE au Bulletin mensuel de statistique, du mois de septembre 2010.

Ing : valeur de l'index « ingénierie » du mois de septembre précédant l'année du versement de la cotisation.

C soit la cotisation après ajustement comporte deux décimales et est arrondi au centième supérieur. Les arrondis seront traités de la façon suivante : si la troisième décimale est comprise entre 0 et 4 (ces valeurs incluses), la deuxième décimale est inchangée (arrondi par défaut), si la troisième décimale est comprise entre 5 et 9 (ces valeurs incluses), la deuxième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

Les montants minimum et maximum de la cotisation due par les communes sont révisés annuellement selon la formule prévue ci-dessus.

Le montant initial de la cotisation C0 correspond aux montants indiqués aux alinéas 2, 3, 4 et 5 de l'article 7.1 et à l'alinéa 1 de l'article 7.2.

Article 8 : COMMISSION D'APPEL D'OFFRES

La commission d'appel d'offres du coordonnateur est désignée pour sélectionner les titulaires des marchés, en application des dispositions de l'avant dernier alinéa de l'article 8-VII du Code des marchés publics. La commission d'appel d'offres se réunit pour l'attribution des marchés.

En application de l'article 23 du Code des marchés publics, peuvent participer avec voix consultative aux réunions de la commission d'appel d'offres des personnalités désignées par la président de la commission d'appel d'offres en raison de leur compétence dans la matière qui fait l'objet de la consultation. Dans ce cadre, pourront être désignés des représentants des membres du groupement autres que le coordonnateur.

Article 9 : MODIFICATIONS DE L'ACTE CONSTITUTIF

Toute modification du présent acte doit être approuvée dans les mêmes termes par l'ensemble des membres du groupement. Les décisions des membres du groupement prises selon les règles qui leur sont applicables sont notifiées au coordonnateur.

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 3 JUILLET 2014

QUESTION N°10

**MODIFICATION DU REGIME DE REVERSEMENT DE
LA TAXE COMMUNALE SUR LA CONSOMMATION
FINALE D'ELECTRICITE PAR LE SIPPEREC**

**MODIFICATION DU REGIME DE REVERSEMENT DE LA TAXE COMMUNALE SUR LA
CONSOMMATION FINALE D'ELECTRICITE PAR LE SIPPEREC**

La loi de finances rectificative pour l'exercice 2013 du 29 décembre 2013 a profondément modifié le régime de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité (TCCFE) et limitera le reversement de la taxe par le SIPPEREC aux communes à 50% de celle-ci à partir de la TCCFE perçue sur les consommations réalisées en 2015.

Survenant dans un contexte de réduction des ressources financières des communes, cette réforme de la TCCFE a été particulièrement mal accueillie par le monde communal qui a demandé au Gouvernement un dialogue sur la mesure. Dans ce cadre-là, 2 propositions de loi ont été déposées par les parlementaires pour revenir sur cette réforme.

Dans l'attente et afin de ne pas pénaliser les communes, les éléments relatifs à la TCCFE devant être adoptés avant le 1^{er} octobre de l'année N-1 pour être applicables, le SIPPEREC propose un mécanisme complémentaire permettant de préserver les ressources communales. Ce dispositif sera éventuellement amendé en cas de modification des dispositions législatives dans les prochains mois.

Le SIPPEREC propose ainsi de continuer à faire bénéficier la Ville de 99% de la TCCFE via deux dispositifs distincts :

- le reversement de la TCCFE au nouveau plafond légal de 50%,
- un reversement complémentaire de la TCCFE à hauteur de 49% de son montant et ce grâce à la mise en place d'un fonds de concours prenant en charge les dépenses d'électricité liées à l'éclairage public et à l'alimentation des bâtiments communaux.

Ce double dispositif, adopté lors du comité syndical du 22 mai 2014 et rendu possible par l'adhésion de la ville au groupement de commande électricité du SIPPEREC, permettra à la Ville de continuer à :

- bénéficier d'un niveau de reversement de 99% de la TCCFE,
- recevoir l'intégralité des reversements en section de fonctionnement,
- recevoir les reversements suivant un calendrier inchangé,
- bénéficier d'un dispositif administrativement léger.

Il est donc proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver le reversement à hauteur de 50% de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité perçue sur le territoire de la Commune dans les conditions prévues à l'article L.5212-24 du Code général des collectivités territoriales,
- d'autoriser Madame le Maire à signer la convention de fonds de concours avec le SIPPEREC.

LE CONSEIL,

Vu la directive européenne 2003/96/CE du 27 octobre 2003 restructurant le cadre communautaire de taxation des produits énergétiques et de l'électricité,

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L. 2333-2, L. 2333-4, L. 3333-3, L. 5212-24 et L. 5212-24-1 et L. 5722-8,

Vu le Code général des impôts et notamment l'article 1639 A bis,

Vu la loi de finances rectificative pour 2013 n° 2013-1279 du 29 décembre 2013, et plus particulièrement son article 45,

Vu la délibération du Comité du SIPPEREC n° 2014-02-11 du 13 février 2014 relative à l'établissement du coefficient de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité perçue par le SIPPEREC sur son territoire pour l'année 2015,

Considérant que la Commune de Puteaux a transféré sa compétence d'autorité organisatrice de la distribution d'électricité au SIPPEREC,

Considérant que, dans sa rédaction issue de l'article 45 de la loi de finances rectificative n° 2013-1279 du 29 décembre 2013, l'article L. 5212-24 du Code général des collectivités territoriales prévoit que, à compter de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité (TCCFE) due au titre de l'année 2015, la TCCFE est perçue de plein droit par le syndicat intercommunal en lieu et place de l'ensemble des communes et établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre qui en sont membres,

Considérant que l'article L. 5212-24 du Code général des collectivités territoriales prévoit, en outre, que, à compter de la TCCFE due au titre de l'année 2015, la part de la TCCFE que le syndicat intercommunal peut reverser à une commune ou à un EPCI à fiscalité propre doit être prévue par délibérations concordantes du syndicat et de la commune ou de l'EPCI concerné et ne peut, en tout état de cause, dépasser 50 % du montant total perçu sur le territoire de la commune ou de l'EPCI concerné,

Considérant que les délibérations concordantes du syndicat et des communes ou des EPCI concernés doivent être adoptées dans les conditions prévues au premier alinéa du I de l'article 1639 A bis du Code général des impôts, et doivent donc être prises avant le 1^{er} octobre 2014 pour être applicables au titre de l'année 2015,

Considérant que les dispositions précitées s'appliquent au SIPPEREC dans la mesure où les dispositions de l'article L. 5212-24 du Code général des collectivités territoriales sont également applicables aux syndicats mixtes composés exclusivement ou conjointement de communes, de départements ou d'établissements publics de coopération intercommunale conformément aux dispositions de l'article L. 5722-8 du Code général des collectivités territoriales,

Considérant que le SIPPEREC entend permettre à ses communes adhérentes de continuer à bénéficier du produit de la TCCFE, il s'engage donc à reverser aux communes adhérentes à la compétence « électricité » 50 % du montant de la taxe perçue sur leurs territoires respectifs sous réserve d'une délibération concordante de chaque commune,

Considérant que la Commune et le SIPPEREC restent attentifs aux évolutions législatives probables concernant l'article L. 5212-24 du CGCT et se rapprocheront afin de faire évoluer le dispositif mis en place pour permettre le reversement de la TCCFE en cas de modification de cet article,

Vu le rapport de la Direction Générale,

DELIBERE :

Article 1 : Décide qu'au titre de l'année 2015, le SIPPEREC reversera à la Commune de Puteaux 50 % de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité perçue sur le territoire de la Commune dans les conditions prévues à l'article L. 5212-24 du Code général des collectivités territoriales.

Article 2 : Madame le Maire est autorisée à prendre toute mesure d'exécution de la présente délibération.

Affiché le :

Transmis en préfecture le :

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise ou d'un recours gracieux auprès de la Commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois.

Conformément aux termes de l'article R.421-7 du code de justice administrative, les personnes résident outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal.

LE CONSEIL,

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L. 5212-24, L. 5212-26 et L. 5722-8,

Vu la loi de finances rectificative pour 2013 n° 2013-1279 du 29 décembre 2013, et plus particulièrement son article 45,

Vu la délibération du SIPPEREC, n°2014-05-37 en date du 22 mai 2014 relative aux modalités de reversement de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité perçue par le SIPPEREC en lieu et place de ses communes adhérentes à compter de la TCCFE portant sur les consommations de l'année 2015,

Vu la délibération du SIPPEREC, n°2014-05-38 en date du 22 mai 2014, relative aux modalités de la participation du SIPPEREC au financement de l'achat d'électricité de ses communes membres afin d'alimenter leurs installations d'éclairage public et leurs bâtiments publics,

Vu la délibération de la Commune de Puteaux, n°... en date du..., relative aux modalités de reversement de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité perçue par le SIPPEREC en lieu et place de ses communes adhérentes à compter de la TCCFE portant sur les consommations de l'année 2015,

Vu la convention de fonds de concours ci-annexée,

Considérant que, dans sa rédaction issue de l'article 45 de la loi de finances rectificative n° 2013-1279 du 29 décembre 2013, l'article L. 5212-24 du Code général des collectivités territoriales prévoit que, à compter de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité (TCCFE) due au titre de l'année 2015, la TCCFE est perçue de plein droit par le syndicat intercommunal en lieu et place de l'ensemble des communes et établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre qui en sont membres,

Considérant que l'article L. 5212-24 du Code général des collectivités territoriales prévoit, en outre, que, à compter de la TCCFE portant sur les consommations de l'année 2015, la part de la TCCFE que le syndicat intercommunal peut reverser à une commune ou à un EPCI à fiscalité propre doit être prévue par délibérations concordantes du syndicat et de la commune ou de l'EPCI concerné et ne peut, en tout état de cause, dépasser 50 % du montant total perçu sur le territoire de la commune,

Considérant que, s'agissant du montant de la TCCFE qui n'est pas susceptible d'être reversé dans le cadre du dispositif prévu à l'article L. 5212-24, tel que modifié par la loi de finances rectificative susvisée, le SIPPEREC a décidé de permettre à ses communes membres de continuer à bénéficier d'un reliquat du produit de cette taxe,

Considérant que, dans ce but, et par une délibération n°2014-05-38, en date du 22 mai 2014, le SIPPEREC s'est engagé à conclure avec ses communes adhérentes, et par ailleurs membres du groupement de commandes d'achat d'électricité, une convention de versement de fonds de concours pour participer au financement des dépenses liées à l'achat de l'électricité nécessaire au fonctionnement des installations d'éclairage public et/ou des bâtiments publics,

Considérant que la Commune de Puteaux souhaite bénéficier de ce fonds de concours,

Considérant que la Commune de Puteaux et le SIPPAREC restent attentifs aux évolutions législatives probables concernant l'article L. 5212-24 du CGCT et se rapprocheront afin de faire évoluer le dispositif mis en place pour permettre le reversement de la TCCFE en cas de modification de cet article,

Vu le rapport de la direction générale,

DELIBERE :

Article 1er : Madame le Maire est autorisée à signer cette convention de fonds de concours ci-annexé.

Article 2 : Madame le Maire est autorisée à prendre toute mesure d'exécution de la présente délibération.

Affiché le :

Transmis en préfecture le :

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise ou d'un recours gracieux auprès de la Commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois.

Conformément aux termes de l'article R.421-7 du code de justice administrative, les personnes résident outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal.

Participation du SIPPEREC au financement de l'achat d'électricité pour l'alimentation des installations d'éclairage public et/ou des bâtiments publics de la Commune de Puteaux

Modalités de versement du fonds de concours

Entre :

Le Syndicat Intercommunal de la Périphérie de Paris pour l'Electricité et les Réseaux de Communication (SIPPEREC), dont le siège est situé Tour Gamma B, 193-197, rue de Bercy 75012 Paris,

Représenté par son Président, Jacques JP Martin, agissant en vertu de la délibération n°2014-05-38 du SIPPEREC en date du 22 mai 2014,

Ci-après dénommé « le SIPPEREC »,

D'une part,

Et

La Commune de Puteaux, dont le siège est situé au 131 rue de la République 92 800 Puteaux,

Représentée par son Maire, Mme Joëlle CECCALDI-RAYNAUD, agissant en vertu d'une délibération de son assemblée délibérante en date du [●].

Ci-après dénommée « la Commune »,

D'autre part,

Ci-après conjointement dénommés « les Parties »

Il est préalablement exposé ce qui suit :

A la suite de la refonte du régime de la collecte et du reversement de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité (ci-après la « TCCFE ») à la faveur de la loi de finances rectificative pour 2013 n° 2013-1279 du 29 décembre 2013, le SIPPEREC a souhaité intensifier le soutien qu'il accorde à ses communes adhérentes pour leurs actions dans le domaine de l'énergie. Ainsi, outre le reversement d'une partie de cette taxe dans le cadre du dispositif prévu à l'article L. 5212-24 du Code général des collectivités territoriales, et acté par la délibération du SIPPEREC n°2014-05-37 du 22 mai 2014, ce dernier envisage de participer au financement des dépenses d'électricité afférentes à l'alimentation des installations d'éclairage public et/ou des bâtiments publics de ses communes membres.

Dans le cadre de ses compétences statutaires, le SIPPEREC a constitué un groupement de commandes, dont il est le coordonnateur, pour l'achat d'électricité.

Ce groupement de commandes procède notamment à l'achat de l'électricité destinée à alimenter les bâtiments publics ainsi que les installations d'éclairage public des communes membres.

En tant que coordonnateur de ce groupement de commandes, le SIPPEREC dispose de l'ensemble des données de consommation et est donc en mesure d'estimer, pour chacune des communes membres du groupement, le montant des dépenses réalisées au titre de l'achat d'électricité pour assurer l'alimentation des installations d'éclairage public et des bâtiments publics.

C'est dans ce contexte que le SIPPEREC et la Commune ont décidé – sur délibérations concordantes n°2014-05-38 du 22 mai 2014 pour le SIPPEREC et [●] pour la Commune – de conclure une convention par laquelle le SIPPEREC s'engage à verser à la Commune un fonds de concours destiné à financer une partie du fonctionnement du service de l'éclairage public assuré par la Commune et/ou des bâtiments publics par la prise en charge d'une partie du montant des dépenses d'achat d'électricité (ci-après « la Convention »).

La durée de la présente Convention ainsi que la périodicité et le montant des versements effectués par le SIPPEREC ont été déterminés afin de limiter au minimum les impacts de la réforme du reversement de la TCCFE pour la Commune et de préserver les flux financiers dont elle est bénéficiaire.

Ceci exposé, il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente Convention a pour objet de définir les conditions et les modalités du versement d'un fonds de concours du SIPPEREC à la Commune.

Ce fonds de concours est destiné à participer au financement de l'alimentation électrique des installations d'éclairage public et/ou des bâtiments publics de la Commune à travers la prise en charge d'une partie du montant des dépenses afférentes à l'électricité consommée par ces équipements au titre de l'année 2015, et dont la liste figure en annexe 1 (ci-après « les Equipements »).

ARTICLE 2 – MONTANT DU FONDS DE CONCOURS

La participation du SIPPEREC à l'achat de l'électricité nécessaire au fonctionnement des Equipements, pour l'année 2015, portera sur un montant maximum de 526 073 € et ne dépassera, en aucun cas, le double plafond détaillé aux alinéas suivants.

En premier lieu, le montant visé au premier alinéa ne pourra, en aucun cas, dépasser 75 % du montant des dépenses d'électricité dues par la Commune pour l'alimentation électrique des

Equipements au titre de l'année 2015 et cela conformément aux dispositions de l'article L. 5212-26 du Code général des collectivités territoriales.

En second lieu, le montant visé au premier alinéa ne pourra en aucun cas dépasser 49 % du montant de la TCCFE collectée par le SIPPEREC en lieu et place de la Commune au titre des consommations d'électricité réalisées au cours de l'année 2015.

ARTICLE 3 – MODALITES DE PAIEMENT

La mise à disposition du fonds de concours du SIPPEREC à la Commune est réalisée par quatre versements selon les modalités définies ci-après.

3.1. Les trois premiers versements M1, M2 et M3 :

Le premier versement (M1) est égal à 49 % de la TCCFE perçue et contrôlée au titre des consommations réalisées lors du premier trimestre 2015 et correspondant à la taxe due au titre de l'exercice 2015.

Ce premier versement est effectué par le SIPPEREC à la Commune et a lieu usuellement avant le 30 juin 2015.

Le deuxième versement (M2) est égal à 49 % de la TCCFE perçue et contrôlée au titre des consommations réalisées lors du deuxième trimestre 2015 et correspondant à la taxe due au titre de l'exercice 2015.

Ce deuxième versement est effectué par le SIPPEREC à la Commune et a lieu usuellement avant le 30 septembre 2015.

Le troisième versement (M3) est égal à 49 % de la TCCFE perçue et contrôlée au titre des consommations réalisées lors du troisième trimestre 2015 et correspondant à la taxe due au titre de l'exercice 2015.

Ce troisième versement est effectué par le SIPPEREC à la Commune et a lieu usuellement avant le 31 décembre 2015.

3.2. Le quatrième versement M4 :

Le quatrième versement du SIPPEREC à la Commune a lieu usuellement avant le 31 mars 2016. Son montant (M4) est déterminé de la manière suivante :

- Si le plafond fixé à l'alinéa 2 de l'article 2 n'est pas atteint :

M4a = 49 % de la TCCFE perçue et contrôlée au titre des consommations réalisées lors du quatrième trimestre 2015 et correspondant à la taxe due au titre de l'exercice 2015.

- Si le plafond fixé à l'alinéa 2 de l'article 2 est atteint, le montant versé par le SIPPEREC est déterminé de la manière suivante :

M4b = [(Montant total des factures d'électricité dues par la Commune pour l'alimentation électrique des Equipements au titre de 2015) x 0.75] – (M1+M2+M3)

Si le plafond mentionné à l'article 2 alinéa 2 est inférieur à la somme des montants M1, M2 et M3, le SIPPEREC devra émettre un titre de recette libellé à l'ordre de la Commune et correspondant au montant M4.

Il est rappelé, en outre, que le montant M4 ne pourra, en aucun cas, dépasser 49 % de la TCCFE perçue et contrôlée au titre du quatrième trimestre 2015 et correspondant à la taxe due au titre de l'exercice 2015.

3.3. L'appréciation du plafond prévu à l'alinéa 2 de l'article 2

Au début de l'année 2016, et au plus tard le 15 mars 2016, le SIPPEREC vérifie que le montant du fonds de concours versé au titre de la présente Convention n'excède pas le plafond visé à l'article 2 alinéa 2.

Il en informe la Commune, par courrier, au plus tard le 25 mars en précisant le montant du dernier versement M4 prévu à l'article 3.2.

ARTICLE 4 – VERIFICATIONS DES INFORMATIONS RELATIVES AU MONTANT DES DEPENSES ENGAGEES PAR LA COMMUNE POUR L'ECLAIRAGE PUBLIC ET/OU L'ALIMENTATION DE SES BATIMENTS PUBLICS

La Commune s'engage, à la demande du SIPPEREC, sur simple demande écrite de ce dernier, à lui transmettre dans les meilleurs délais les factures d'électricité afférentes aux consommations réalisées en 2015 pour l'alimentation des Equipements.

ARTICLE 5 – INFORMATION DE LA COMMUNE

Le SIPPEREC s'engage à fournir à la Commune, sur simple demande de cette dernière, les justificatifs relatifs au montant de la TCCFE collectée par le SIPPEREC en lieu et place de la Commune au titre des consommations d'électricité réalisées au cours de l'année 2015.

ARTICLE 6 – ENTREE EN VIGUEUR ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente Convention entre en vigueur à compter de sa notification par le SIPPEREC à la Commune, après signature par les Parties.

La présente Convention prendra fin par le versement intégral, par le SIPPEREC, des montants visés à l'article 3.

Les versements prévus à l'article 3 de la présente Convention sont subordonnés à la réalisation de la condition suspensive prévue à l'article 7.

ARTICLE 7 – CLAUSE DE RENDEZ-VOUS

Si les délibérations concordantes du SIPPEREC n°2014-05-38, en date du 22 mai 2014, et de la Commune, en date du [●], sont retirées ou abrogées, les Parties se rencontrent dans le délai de 8 semaines suivant la demande qui en est faite par le SIPPEREC, afin d'envisager les conditions de la poursuite de l'exécution de la présente Convention.

Dans l'hypothèse où les Parties ne parviennent pas à trouver un accord concernant les conditions de la poursuite de l'exécution de la présente Convention, elle peut être résiliée à la demande de l'une des Parties, dans un délai de 4 semaines.

La Partie qui entend faire usage de son droit à résiliation en informe l'autre par lettre recommandée avec accusé de réception.

Fait le [●],

En deux exemplaires,

Pour le SIPPEREC

[●]

Pour la Commune de Puteaux

Madame Joëlle CECCALDI RAYNAUD

Annexe n° 1 : Liste des Equipements de la Commune visés à l'article 1 de la Convention

Famille	Dénomination de l'Equipement (nom du service ou du bâtiment)	Adresse du point de livraison	Référence acheminement électricité
ACTION ECONOMIQUE	BOURSE DU TRAVAIL	21 rue Roque de Fillol	21407525271532
ACTION ECONOMIQUE	BOURSE DU TRAVAIL	44 rue M. Jacotot	21484225705689
ACTION ECONOMIQUE	MARCHE CHANTECOQ	43 rue Eichenberger	30002140493030
ACTION ECONOMIQUE	MARCHE DES BERGERES	151 av du Président Wilson	30003142314418
ACTION ECONOMIQUE	MISSION LOCALE	10 rue Voltaire	30002141166121
ACTION SOCIALE	CLUB 102	102 bd R. Wallace	30002142182886
ACTION SOCIALE	FOYER APPRENTIS	39 rue des Pavillons	30002141435996
ACTION SOCIALE	FOYER CHARLES PEGUY - GENNEVILLIERS -	30 rue Héloïse Michaud	21519681550371
ACTION SOCIALE	5 RUE AMPERE - VOLTA	5 rue Volta	30002140513840
ADMINISTRATION GENERALE	BAT VOLTA / AMPERE	5 rue Ampère	30002141826596
ADMINISTRATION GENERALE	LOCAL COMMERCIAL	159 rue Jean Jaurès	21471635286843
ADMINISTRATION GENERALE	LOCAL COMMERCIAL	38 bd Richard Wallace	21499565837433
ADMINISTRATION GENERALE	SERVICES GENERAUX LOCAL	Place du THS	21430245885810
ADMINISTRATION GENERALE	SERVICES GENERAUX	20 rue Pierre Curie	21407380563676
ADMINISTRATION GENERALE	SERVICES GENERAUX	Place du THS	21476555662229
ADMINISTRATION GENERALE	MOSQUEE	11 rue des Longues Raies	50058465942344
ADMINISTRATION GENERALE	IMMEUBLE	10 rue Agathe	30002141353109
ADMINISTRATION GENERALE	BATIMENT SAULNIER GODEFROY	29 rue Godefroy	30002142772820
ADMINISTRATION GENERALE	CENTRE ASSOCIATIF	18 rue Roque de Fillol	30002142046766
ADMINISTRATION GENERALE	CENTRE TECHNIQUE MUNICIPAL	11 rue Edouard Vaillant	30002140595835
ADMINISTRATION GENERALE	GARAGE VOLTAIRE	2 bis rue Georges Legagneux	30002140600262
ADMINISTRATION GENERALE	HOTEL DE VILLE	131 rue de la République	30002140526882
ADMINISTRATION GENERALE	MAISON DES ASSOCIATIONS	40 rue B. Malon	30002141914246
ADMINISTRATION GENERALE	EX ADEP	3 rue Gérard Prolongée	21472503563882
ADMINISTRATION GENERALE	PALAIS DE LA JEUNESSE	6 rue Jules Verne	30002140595589
ADMINISTRATION GENERALE	PALAIS DES CONGRES	5 bis rue Chantecoq	30002140520051
ADMINISTRATION GENERALE	SERVICES GENERAUX	119 av du Président Wilson	21400868262670
ADMINISTRATION GENERALE	SERVICES GENERAUX	136 av du Président Wilson	21407669966407
ADMINISTRATION GENERALE	SERVICES GENERAUX	112 av du Président Wilson	21415195257815
ADMINISTRATION GENERALE	SERVICES GENERAUX	116 av du Président Wilson	21438494823656
ADMINISTRATION GENERALE	SERVICES GENERAUX	27 rue des Fontaines	21439073694870
ADMINISTRATION GENERALE	SERVICES GENERAUX	3 rue Chantecoq	21489146110877
ADMINISTRATION GENERALE	SERVICES GENERAUX	63 rue Eichenberger	21491316877889
ADMINISTRATION GENERALE	SERVICES GENERAUX	10 rue Francis de Pressensé	21406656949141
ADMINISTRATION GENERALE	APPARTEMENT COMMUNAL	Rue du Château	21482199662457
ADMINISTRATION GENERALE	GARDIEN LA FALAISE	127 av Président Wilson	21401157698283
ADMINISTRATION GENERALE	BAT DIVERS	2 allée Henri Sellier	21401736559508
ADMINISTRATION GENERALE	MAISON DES JEUNES	10 allée Henri Sellier	21402460148506
ADMINISTRATION GENERALE	EX HALTE GARDERIE LORILLEUX	60 rue Charles Lorilleux	21402749584199
ADMINISTRATION GENERALE	TRESOR PUBLIC	60 rue Charles Lorilleux	21402894301959
ADMINISTRATION GENERALE	TRESOR PUBLIC	60 rue Charles Lorilleux	21403039019716
ADMINISTRATION GENERALE	TRESOR PUBLIC	60 rue Charles Lorilleux	21403183737562
ADMINISTRATION GENERALE	TRESOR PUBLIC	60 rue Charles Lorilleux	21403328455320
ADMINISTRATION GENERALE	TRESOR PUBLIC	38 rue Charles Lorilleux	21403473173197
ADMINISTRATION GENERALE	TRESOR PUBLIC	60 rue Charles Lorilleux	21403617890910
ADMINISTRATION GENERALE	TRESOR PUBLIC	60 rue Charles Lorilleux	21405643940116
ADMINISTRATION GENERALE	EX CIO	10 rue Cartault	21408972449565
ADMINISTRATION GENERALE	LOGEMENT FONCTION	29 rue Jean Jaurès	21482923245480
ADMINISTRATION GENERALE	GESTION DU PATRIMOINE	43 rue Delarivière Lefoulon	21442836413229
ADMINISTRATION GENERALE	LOCAL	6 rue Anatole France	21452532510799
ADMINISTRATION GENERALE	SERVICES GENERAUX	15 bis rue Anatole France	21471924692640
ADMINISTRATION GENERALE	PARKING	84 rue de Verdun	21472503563882
ADMINISTRATION GENERALE	ADEP	3 rue Gérard Prolongée	21482344374264
ADMINISTRATION GENERALE	CITE ARTISANALE	41 rue Paul Lafargue	21486975279550
ADMINISTRATION GENERALE	ASCENSEUR	127 rue de la République	21488711957489
ADMINISTRATION GENERALE	PALAIS DES CONGRES	3 bis rue Chantecoq	21491461595645
ADMINISTRATION GENERALE	LOCAUX	60 rue E. Eichenberger	21404052044329
AMENAGEMENT URBAIN	ECLAIRAGE PUBLIC	61 av du Général de Gaulle	21470477514606
AMENAGEMENT URBAIN	ECLAIRAGE PUBLIC	1 rue Francis de Pressensé	21487698932879
AMENAGEMENT URBAIN	ECLAIRAGE PUBLIC	Rue Sadi Carnot	21489580264221
AMENAGEMENT URBAIN	ECLAIRAGE PUBLIC	26 rue de la République	21489724982070
AMENAGEMENT URBAIN	ECLAIRAGE PUBLIC	6 rue Chantecoq	21470188079098
AMENAGEMENT URBAIN	FEUX	999 rue Parmentier	21406946400319
AMENAGEMENT URBAIN	FEUX	999 rue Pasteur	21407235835908
AMENAGEMENT URBAIN	FEUX	26 quai de Dion Bouton	21499565792437
AMENAGEMENT URBAIN	PANNEAU PUBLICITAIRE	106 av du Président Wilson	21493342927084
AMENAGEMENT URBAIN	SIGNALISATION	999 rue des Bas Rogers	30002141098826
AMENAGEMENT URBAIN	ESCALATORS BELLINI	Dion Bouton	30002140184118
AMENAGEMENT URBAIN	FONTAINE BERTHELOT	Rue Marcellin Berthelot	30002142374470
AMENAGEMENT URBAIN	FONTAINE BELINI	Quai de Dion Bouton	21468885548659
AMENAGEMENT URBAIN	ECLAIRAGE PARC ET BASSINS	Place du 8 mai 1945	30002141988354
AMENAGEMENT URBAIN	DEPOT DES BERGERES	31 rue du Moulin	

Annexe n° 1 : Liste des Equipements de la Commune visés à l'article 1 de la Convention

Famille	Dénomination de l'Equipement (nom du service ou du bâtiment)	Adresse du point de livraison	Référence achèvement électricité
AMENAGEMENT URBAIN	LOCAL ESV	Allée Henri Sellier	30002142140602
AMENAGEMENT URBAIN	CIMETIERE NOUVEAU DE PUTEAUX	11 rue des Longues Raies	21469030339905
AMENAGEMENT URBAIN	PARKING DU MARCHE	44 rue Eichenberger	50060347313405
AMENAGEMENT URBAIN	PARKING GODEFROY	4 rue des Pavillons	21479594736084
AMENAGEMENT URBAIN	PARKING GODEFROY	4 rue Godefroy	30002140864825
AMENAGEMENT URBAIN	PARKING MARS ET ROTY	Rue Mars et Roty	50031837861176
AMENAGEMENT URBAIN	PARKING OFFENBACH	31 rue Cartault	30002142540976
AMENAGEMENT URBAIN	PARKING PRESSENSE VOLTAIRE	Rue Francis de Pressensé	50060781423221
AMENAGEMENT URBAIN	ARROSAGE DES BERGERES	198 rue de la République	30002141960916
AMENAGEMENT URBAIN	NETTOIEMENT	9 rue Charles Lorilleux	21400868252778
AMENAGEMENT URBAIN	BARRIERE RES. LORILLEUX	1 rue Charles Lorilleux	21401012970553
AMENAGEMENT URBAIN	LOCAL SERVICE JARDIN	1 rue Charles Lorilleux	21402025995128
AMENAGEMENT URBAIN	SQUARE BASSIN DU MOULIN	39 rue Cartault	21404775633370
AMENAGEMENT URBAIN	PARKING CARTAULT	4 rue Cartault	21405354504501
AMENAGEMENT URBAIN	TELEDISTRIBUTION	62 rue Jean Jaurès	21408393578349
AMENAGEMENT URBAIN	TELEDISTRIBUTION	57 rue Eichenberger	21491606313421
AMENAGEMENT URBAIN	BATIMENT	15 rue Montaigne	21472648214701
AMENAGEMENT URBAIN	CIMETIERE ANCIEN DE PUTEAUX	40 rue des bas Rogers	21493053491478
AMENAGEMENT URBAIN	ESCALATOR WALLACE	Bd Richard Wallace	21492329902498
AMENAGEMENT URBAIN	COFFRET VEHICULE PIZZA	35 rue Eichenberger	21420260363790
AMENAGEMENT URBAIN	COFFRET FABRICANT DE PATES	35 rue Eichenberger	21420405081558
AMENAGEMENT URBAIN	CIMETIERE NOUVEAU	Bd des Bouvets	21425180824543
AMENAGEMENT URBAIN	VOIRIE	13 rue des Fontaines	21448480340663
AMENAGEMENT URBAIN	FONTAINE	Rue Gerhard Prolongée	21456439813521
AMENAGEMENT URBAIN	FONTAINE	Rue Parmentier	21456584531398
AMENAGEMENT URBAIN	FONTAINE	11 rue Auguste Blanche	21474819048650
AMENAGEMENT URBAIN	ECLAIRAGE SQUARE OFFENBECH	31 rue Cartault	21469464415850
AMENAGEMENT URBAIN	BORNE HANDICAPEES	16 rue Mars et Roty	21471635185499
AMENAGEMENT URBAIN	BORNE HANDICAPEES	11 rue Chantecoq	21471779903231
AMENAGEMENT URBAIN	BARRIERE	Ile de Puteaux	21473227152869
AMENAGEMENT URBAIN	LOCAUX VOIRIE	Rue Paul Lafargue	21481620785288
AMENAGEMENT URBAIN	LOCAUX VOIRIE	Rue Paul Lafargue	21481765503040
AMENAGEMENT URBAIN	ALIMENTATION BARRIERE	38 bis des Bas Rogers	21483502054188
AMENAGEMENT URBAIN	ALIMENTATION BARRIERE PARKING	1 rue des Fusillés	21494790105043
AMENAGEMENT URBAIN	ENTREPOT	5 résidence Carré Vert	21495658411853
AMENAGEMENT URBAIN	VOIRIE	38 rue des Bas Rogers	21492908773696
AMENAGEMENT URBAIN	VOIRIE	1 rue Cartault	21493198209214
AMENAGEMENT URBAIN	VOIRIE	4 rue Gerhard	21464688724140
AMENAGEMENT URBAIN	VOIRIE	2 rue F. Pelloutier	21404196762153
AMENAGEMENT URBAIN	VOIRIE	88 rue Jean Jaurès	21407380553774
AMENAGEMENT URBAIN	VOIRIE	2 rue Bellini angle Jaurès	21410709063173
AMENAGEMENT URBAIN	VOIRIE	2 rue Bellini devant tour Roussel	21410998498723
AMENAGEMENT URBAIN	VOIRIE	15 quai de Dion Bouton	21470622232486
AMENAGEMENT URBAIN	VOIRIE	28 bd R. Wallace	21474240477455
AMENAGEMENT URBAIN	VOIRIE	35 rue A. Blanche	21474963766406
AMENAGEMENT URBAIN	VOIRIE	53 bd R. Wallace	21475253202064
AMENAGEMENT URBAIN	VOIRIE	999 rue de la République	21482199656484
AMENAGEMENT URBAIN	VOIRIE	85 rue de la république	21485238730270
AMENAGEMENT URBAIN	VOIRIE	40 rue A. France	21486975343802
AMENAGEMENT URBAIN	VOIRIE	40 rue A. France angle Pouey	21487264779416
AMENAGEMENT URBAIN	VOIRIE	999 rue de la République angle Mong	21487988368487
AMENAGEMENT URBAIN	VOIRIE	999 rue de la République angle Franc	21488133086282
AMENAGEMENT URBAIN	VOIRIE	999 rue A. France angle Jacotot	21488567239619
AMENAGEMENT URBAIN	VOIRIE	999 bd R. Wallace angle Hugo	21491895749006
AMENAGEMENT URBAIN	VOIRIE	118 av du Général de Gaulle	21495368976225
AMENAGEMENT URBAIN	VOIRIE	1 rue Nelaton	21496526718683
AMENAGEMENT URBAIN	VOIRIE	93 av du Général de Gaulle	21499131639002
AMENAGEMENT URBAIN	VOIRIE	103 av du Général de Gaulle	21499421074602
AMENAGEMENT URBAIN	VOIRIE	Rue Cartault	21406078093570
AMENAGEMENT URBAIN	VOIRIE	Rue J. Ferry	21406656964776
AMENAGEMENT URBAIN	VOIRIE	35 quai de Dion Bouton	21407091118184
AMENAGEMENT URBAIN	VOIRIE	999 rue arago	21408538296107
AMENAGEMENT URBAIN	VOIRIE	10 rue A. France	21488422521890
AMENAGEMENT URBAIN	VOIRIE	Rue Montaigne Carrefour Montaigne	21489869628805
AMENAGEMENT URBAIN	VOIRIE	Rue Montaigne Carrefour Montaigne	21490014346628
AMENAGEMENT URBAIN	VOIRIE	Ile de puteaux	21473371870605
AMENAGEMENT URBAIN	VOIRIE	143 ter Verdun	21470911668074
AMENAGEMENT URBAIN	VOIRIE	Rue Voltaire	21470332796833
AMENAGEMENT URBAIN	VOIRIE	35 rue J. Jaurès	21408827731715
AMENAGEMENT URBAIN	VOIRIE	52 quai de Dion Bouton	21410564345305
AMENAGEMENT URBAIN	VOIRIE	999 rue des Fusillés angle Bergères	21494355951650

Annexe n° 1 : Liste des Equipements de la Commune visés à l'article 1 de la Convention

Famille	Dénomination de l'Equipement (nom du service ou du bâtiment)	Adresse du point de livraison	Référence acheminement électricité
AMENAGEMENT URBAIN	VOIRIE	999 rue de la République angle du M	21499710510235
AMENAGEMENT URBAIN	VOIRIE	198 rue de la république	21494645387269
AMENAGEMENT URBAIN	VOIRIE	Rue des Bas Rogers	21471779974860
AMENAGEMENT URBAIN	VOIRIE	999 rue RO. De Fillol angle de Fillol La	21481381349673
AMENAGEMENT URBAIN	VOIRIE	23 rue Volta	21468596113085
AMENAGEMENT URBAIN	VOIRIE	Quai de Dion Bouton	21457163410180
AMENAGEMENT URBAIN	VOIRIE	Rue Monge	21451229984093
AMENAGEMENT URBAIN	VOIRIE	Rue Bellini angle Arago	21411287934371
AMENAGEMENT URBAIN	VOIRIE	109 rue de la République	21486541190476
AMENAGEMENT URBAIN	VOIRIE	999 rue A. France	21486830626082
AMENAGEMENT URBAIN	VOIRIE	999 rue A. France angle Montaigne	21487120061608
AMENAGEMENT URBAIN	VOIRIE	999 rue de la République angle Lafarg	21481476067418
AMENAGEMENT URBAIN	VOIRIE	88 rue J. Jaurès	21480028889459
AMENAGEMENT URBAIN	VOIRIE	92 rue de la république	21485094012421
AMENAGEMENT URBAIN	VOIRIE	29 bis rue des Pavillons	21479884171694
AMENAGEMENT URBAIN	VOIRIE	33 rue Rousselle	21483791552203
AMENAGEMENT URBAIN	VOIRIE	70 rue de la République	21483936270071
AMENAGEMENT URBAIN	VOIRIE	96 rue J. Jaurès	21484659859011
AMENAGEMENT URBAIN	VOIRIE	85 rue J. Jaures	21484804576887
AMENAGEMENT URBAIN	VOIRIE	36 rue M. Jacotot	21484515141203
AMENAGEMENT URBAIN	VOIRIE	79 rue de la République	21484080987802
AMENAGEMENT URBAIN	VOIRIE	10 rue de l'Oasis	21483212681000
AMENAGEMENT URBAIN	VOIRIE	17 rue des Pavillons	21479739453828
AMENAGEMENT URBAIN	VOIRIE	38 rue Godefroy	21479015864867
AMENAGEMENT URBAIN	VOIRIE	999 bd R. Wallace	21474095459675
AMENAGEMENT URBAIN	VOIRIE	999 rue de la République angle Franc	21465846468820
AMENAGEMENT URBAIN	VOIRIE	91 rue de la République	21416208263639
AMENAGEMENT URBAIN	BORNE HANDICAPEES	3 rue Monge	21425325486484
AMENAGEMENT URBAIN	BORNE HANDICAPEES	14 rue Voltaire	21427640971270
AMENAGEMENT URBAIN	VOIRIE	Rue R. de L'Isle	21481765428434
AMENAGEMENT URBAIN	VOIRIE	84 rue de la République	21485672883689
AMENAGEMENT URBAIN	VOIRIE	73 rue de la République	21481475992808
AMENAGEMENT URBAIN	BORNE HANDICAPEES	116 rue de Verdun	21427785689008
AMENAGEMENT URBAIN	VOIRIE	Rue Manissier	21481186557218
AMENAGEMENT URBAIN	VOIRIE	Ile de Puteaux	21480897121604
AMENAGEMENT URBAIN	BORNE HANDICAPEES	2 rue Cartault	21428219842490
AMENAGEMENT URBAIN	VOIRIE	4 rue de l'Oasis	21481331275008
AMENAGEMENT URBAIN	VOIRIE	13 rue des fusillés	21428509078008
AMENAGEMENT URBAIN	VOIRIE	Rue F. Pelloutier	21429377584806
AMENAGEMENT URBAIN	VOIRIE	2 rue des Blanchisseurs	21431258916262
AMENAGEMENT URBAIN	VOIRIE	34 rue M. Jacotot	21434587425628
AMENAGEMENT URBAIN	VOIRIE	6 rue M. Jacotot	21434732143408
AMENAGEMENT URBAIN	VOIRIE	5 rue P. Curie	21465846470537
AMENAGEMENT URBAIN	VOIRIE	25 rue A. Blanche	21431403634042
AMENAGEMENT URBAIN	VOIRIE	154 rue J. Jaurès	21431548351872
AMENAGEMENT URBAIN	VOIRIE	42 rue V. Hugo	21432416658602
AMENAGEMENT URBAIN	VOIRIE	5 rue Bellini	21434153277291
AMENAGEMENT URBAIN	VOIRIE	34 rue Arago	21434008554425
AMENAGEMENT URBAIN	VOIRIE	21 rue Rousselle	21432561376469
AMENAGEMENT URBAIN	VOIRIE	32 rue Godefroy	21431982505245
AMENAGEMENT URBAIN	VOIRIE	51 rue Pasteur	21429667020459
AMENAGEMENT URBAIN	VOIRIE	23 rue Gutenberg	21429522302604
AMENAGEMENT URBAIN	VOIRIE	16 bis rue M. Berthelot	21429088149216
AMENAGEMENT URBAIN	VOIRIE	Rue des Fontaines	21428798713692
AMENAGEMENT URBAIN	BORNE HANDICAPEES	32 rue de Brazza	21427930406881
AMENAGEMENT URBAIN	VOIRIE	Rue Ch. Lorilleux	21428075124641
AMENAGEMENT URBAIN	VOIRIE	31 rue Rousselle	21462373251108
AMENAGEMENT URBAIN	VOIRIE	Jardin des Vignes	21475976714709
AMENAGEMENT URBAIN	VOIRIE	Rue Collin	21477134533460
AMENAGEMENT URBAIN	VOIRIE	126 av du Président Wilson	21495224258498
AMENAGEMENT URBAIN	VOIRIE	Place Souvenir Français	21481910146214
AMENAGEMENT URBAIN	PORTAIL AUTO	4 rue E. Quinet	21498986921213
CULTURE	CINEMA (PALAIS DE LA MEDIATHEQUE)	128 rue de la République	3000214575940
CULTURE	CONSERVATOIRE MUNICIPAL	39 rue Cartault	21404920351150
CULTURE	CONSERVATOIRE MUNICIPAL	157 rue de la République	30002140205278
CULTURE	GRAND CONSERVATOIRE	14 rue Ampère	50080463048350
CULTURE	MAISON DE LA CUISINE RIVES DE SEINE	10 T rue Voltaire	30002141874305
CULTURE	MEDIATHEQUE	128 rue de la République	30002142576189
CULTURE	MUSEE DE DION BOUTON	18 rue Parmentier	21488567160213
CULTURE	NATUROSCOPE	Ile de Puteaux	3000214622200
CULTURE	PALAIS ARTS PLASTIQUES.14 rue Cartault	14 rue Cartault	30002141983524

Annexe n° 1 : Liste des Equipements de la Commune visés à l'article 1 de la Convention

Famille	Dénomination de l'Equipement (nom du service ou du bâtiment)	Adresse du point de livraison	Référence acheminement électricité
CULTURE	PALAIS DE LA CULTURE	19 rue Chantecoq	30002141372774
CULTURE	PALAIS DE LA DANSE-10 RUE CARTAULT	10 rue Cartault	21405788657920
CULTURE	THEATRE DES HAUTS-DE-SEINE	5 rue H. Martin	30002140946287
CULTURE	ACADEMIE DE BILLARD	31 rue Cartault	21405065068989
CULTURE	HALTE CULTURELLE	5 rue Jean Jaurès	21410130194954
CULTURE	LUDOTHEQUE RIVES DE SEINE	10 ter Rue Voltaire	21469898643447
CULTURE	MAISON DE CAMILLE - ARTOTHEQUE	7 rue Benoit Malon	21483791596177
CULTURE	MAISON DE LA MODE 84 R. REPUBLIQUE	84 rue de la République	21485817601496
CULTURE	VEILLE EGLISE	Place de l'Eglise	21476555662229
ENSEIGNEMENT	GROUPE SCOLAIRE ANCIEN COUVENT	6 rue Bernard Palissy	30002140171186
ENSEIGNEMENT	GROUPE SCOLAIRE BENOIT MALON	8 rue Collin	21477713404687
ENSEIGNEMENT	GROUPE SCOLAIRE DEFENSE 2000	23 rue Louis Pouey	30002141961480
ENSEIGNEMENT	GROUPE SCOLAIRE EUGENE PETITOT	1 rue Edgar Quinet	21498552767846
ENSEIGNEMENT	GROUPE SCOLAIRE FELIX PYAT + CRECHE+JARDIN	10 rue F. Pyat	30002141382340
ENSEIGNEMENT	GROUPE SCOLAIRE JEAN JAURES	48 rue E. Eichenberger	30002140205380
ENSEIGNEMENT	GROUPE SCOLAIRE LA PYRAMIDE	Rue Francis de Pressensé	30002140729606
ENSEIGNEMENT	GROUPE SCOLAIRE LA ROTONDE	16 rue P. Lafargue	30002140162736
ENSEIGNEMENT	GROUPE SCOLAIRE LES 2 COUPOLES	21 rue Jean Jaurès	21409117167349
ENSEIGNEMENT	GROUPE SCOLAIRE LES 2 COUPOLES	21 rue Jean Jaurès	30002140237987
ENSEIGNEMENT	GROUPE SCOLAIRE MARIUS JACOTOT + PISCINE	Rue Fernand Pelloutier	30002140182530
ENSEIGNEMENT	GROUPE SCOLAIRE PARMENTIER	30 rue Parmentier	21472069410429
ENSEIGNEMENT	GROUPE SCOLAIRE PARMENTIER	30 rue Parmentier	30002144126550
ENSEIGNEMENT	GROUPE SCOLAIRE REPUBLIQUE	74 rue de la République	30002140638602
ENSEIGNEMENT	ANNEXE ANCIEN COUVENT	19 rue Gutenberg	21406367529186
ENSEIGNEMENT	GARDIEN ECOLE LA ROTONDE	16 rue Paul Lafargue	21411866805598
ENSEIGNEMENT	ECOLE BENOIT MALON	7 rue Collin	21477568686889
ENSEIGNEMENT	GYMNASE ECOLE LA ROTONDE	16 rue Paul Lafargue	21480607760691
ENSEIGNEMENT	ECOLE JACOTOT	8 rue Charles Lorilleux	21499855228063
JEUNESSE	CENTRE DE LOISIRS LA ROTONDE	999 rue Arago	21481041914080
JEUNESSE	ESPACE JEUNES	5 rue Auguste Blanche	21474674330808
PETITE ENFANCE	CRECHE DES LUTINS	157 - 157 bis rue de la République	30002142540864
PETITE ENFANCE	CRECHE MUNI. LES 2 COUPOLES	29 rue J. Jaurès	21409406602957
PETITE ENFANCE	CRECHE MUNICIPALE DES ARCADES	16 bis rue de la République	30002141772040
PETITE ENFANCE	CRECHE MUNICIPALE DES CEDRES	145 rue de la République	30002141597317
PETITE ENFANCE	CRECHE MUNICIPALE GODEFROY	3 rue de l'Abbé Guibert	30002140864599
PETITE ENFANCE	JARDIN D'ENFANTS DEUX COUPOLES	29 rue Jean Jaurès	21409551320713
PETITE ENFANCE	GARDIEN PISCINE LES 2 COUPOLES	19 rue Jean Jaurès	21409696038541
PETITE ENFANCE	CRECHE FAMILIALE LES MATELOTS (B.MALON)	20 rue Benoit Malon	21476989815665
PETITE ENFANCE	JARDIN D'ENFANTS 25 RUE GAMBETTA	27 rue Gambetta	21422575937759
PETITE ENFANCE	JARDIN D'ENFANTS 8 RUE DE BRAZZA	8 rue Brazza	21452821868977
PETITE ENFANCE	CRECHE PYAT	10 rue Félix Pyat	21497250307681
RELATIONS PUBLIQUES	ILLUMINATIONS DE FIN D'ANNEE CARTAULT	36 rue Cartault	30002142424650
RELATIONS PUBLIQUES	ILLUMINATIONS DE FIN D'ANNEE POUHEY	22 rue Louis Pouey	30002142424436
RELATIONS PUBLIQUES	ILLUMINATIONS DE FIN D'ANNEE CHANTECOQ	Rue Chantecoq	30002140218860
RELATIONS PUBLIQUES	ILLUMINATIONS DE FIN D'ANNEE	Rue des Pavillons	30002142439719
RELATIONS PUBLIQUES	ILLUMINATIONS DE FIN D'ANNEE	Rue Charles Lorilleux	30002142439820
RELATIONS PUBLIQUES	JOURNAL LUMINEUX	3 rue Jules verne	21496237283091
RELATIONS PUBLIQUES	PUTEAUX INFOS	2 rue Brazza	21441761094897
RELATIONS PUBLIQUES	ILLUMINATIONS DE FIN D'ANNEE	73 av du Général de Gaulle	21403762608789
RELATIONS PUBLIQUES	ILLUMINATIONS DE FIN D'ANNEE	Rue Palissy	21406222811358
RELATIONS PUBLIQUES	ILLUMINATIONS DE FIN D'ANNEE	45 rue Roque de Fillol	21407669989340
RELATIONS PUBLIQUES	ILLUMINATIONS DE FIN D'ANNEE	44 rue Roque de Fillol	21407814707149
RELATIONS PUBLIQUES	ILLUMINATIONS DE FIN D'ANNEE	9 rue Arago	21408248860509
RELATIONS PUBLIQUES	ILLUMINATIONS DE FIN D'ANNEE	1 rue J. Jaurès	21410274909780
RELATIONS PUBLIQUES	ILLUMINATIONS DE FIN D'ANNEE	10 rue Delarivière Lefoulon	21483067963220
RELATIONS PUBLIQUES	ILLUMINATIONS DE FIN D'ANNEE	119 av du Président Wilson	21495079540637
RELATIONS PUBLIQUES	ILLUMINATIONS DE FIN D'ANNEE	96 av de Général de Gaulle	21499276356822
RELATIONS PUBLIQUES	ILLUMINATIONS DE FIN D'ANNEE	16 rue M. Berthelot	21495803129617
RELATIONS PUBLIQUES	ILLUMINATIONS DE FIN D'ANNEE	rue E. quinet	21498408050030
RELATIONS PUBLIQUES	ILLUMINATIONS DE FIN D'ANNEE	60 av de Général de Gaulle	21498263332272
RELATIONS PUBLIQUES	ILLUMINATIONS DE FIN D'ANNEE	1 rue Nelaton	21496382000851
RELATIONS PUBLIQUES	ILLUMINATIONS DE FIN D'ANNEE	59 bd R. Wallace	21491751031298
RELATIONS PUBLIQUES	ILLUMINATIONS DE FIN D'ANNEE	91 bd R. Wallace	21492040466887
RELATIONS PUBLIQUES	ILLUMINATIONS DE FIN D'ANNEE	102 bd R. Wallace	21492185184621
RELATIONS PUBLIQUES	ILLUMINATIONS DE FIN D'ANNEE	47 rue M. Jacotot	21484370423445
RELATIONS PUBLIQUES	ILLUMINATIONS DE FIN D'ANNEE	87 rue de la République	21484949294621
RELATIONS PUBLIQUES	ILLUMINATIONS DE FIN D'ANNEE	59 rue Gambetta	21487554215069
RELATIONS PUBLIQUES	ILLUMINATIONS DE FIN D'ANNEE	18 rue A. France	21488277804025
RELATIONS PUBLIQUES	ILLUMINATIONS DE FIN D'ANNEE	45 rue de la république	21482054938630
RELATIONS PUBLIQUES	ILLUMINATIONS DE FIN D'ANNEE	8 square L. Blum	21480897196286
RELATIONS PUBLIQUES	ILLUMINATIONS DE FIN D'ANNEE	29 rue J. Jaurès	21480752478431

Annexe n° 1 : Liste des Equipements de la Commune visés à l'article 1 de la Convention

Famille	Dénomination de l'Equipement (nom du service ou du bâtiment)	Adresse du point de livraison	Référence acheminement électricité
RELATIONS PUBLIQUES	ILLUMINATIONS DE FIN D'ANNEE	105 rue Voltaire	21479450018250
RELATIONS PUBLIQUES	ILLUMINATIONS DE FIN D'ANNEE	6 bis place de l'Eglise	21476700380009
RELATIONS PUBLIQUES	ILLUMINATIONS DE FIN D'ANNEE	Rue H. Martin	21475976791097
RELATIONS PUBLIQUES	ILLUMINATIONS DE FIN D'ANNEE	27 bd R. Wallace	21474384895280
RELATIONS PUBLIQUES	ILLUMINATIONS DE FIN D'ANNEE	Rue Voltaire	21473950741821
RELATIONS PUBLIQUES	ILLUMINATIONS DE FIN D'ANNEE	Bd R. Wallace pont de puteaux	21473661306231
RELATIONS PUBLIQUES	ILLUMINATIONS DE FIN D'ANNEE	8 bd R. Wallace	21473516588457
RELATIONS PUBLIQUES	ILLUMINATIONS DE FIN D'ANNEE	1 rue E. Eichenberger	21471635257050
RELATIONS PUBLIQUES	ILLUMINATIONS DE FIN D'ANNEE	999 rue de Verdun	21471056385810
RELATIONS PUBLIQUES	ILLUMINATIONS DE FIN D'ANNEE	Rue Ampère	21470766950200
RELATIONS PUBLIQUES	ILLUMINATIONS DE FIN D'ANNEE	22 rue Arago	21411432652151
SANTE	CENTRE MEDICAL DOLTO	26 rue Anatole France	30002141895437
SANTE	PARKING CMD	96 rue de la République	21486396472696
SECURITE	POLICE MUNICIPALE	7 rue Chantecoq	30002140212690
SECURITE	ESPACE LOISIRS	3 rue Chantecoq	21489001393029
SECURITE	BATIMENT	3 rue Chantecoq	21489290828607
SPORTS	GYMNASSE DE L'ILE	Allée G. Hassous	30002141948310
SPORTS	GYMNASSE GODEFROY-RUE DES PAVILLONS	4 rue des Pavillons	30002140864713
SPORTS	GYMNASSE VICTOR HUGO	8 rue V. Hugo	30002141762709
SPORTS	SALLE DE GYMNASSTIQUE	30 rue Godefroy	30002141743469
SPORTS	PALAIS DES SPORTS (ILE DE PUTEAUX)	Ile de Puteaux	30002140506977
SPORTS	TENNIS DE L'ILE DE PUTEAUX	Ile de Puteaux	30002140284234
SPORTS	PISCINE LES 2 COUPOLES	19 rue Jean Jaurès	21409840756301
SPORTS	GYMNASSE LES PLATANES	55 voie des Sculpteurs	21482633809856
SPORTS	GYMNASSE LES PLATANES + ANNEXE	43 rue Delarivière Lefoulon	21482489092009
SPORTS	SALLE DE BOXE GYMNASSE LES PLATANES	43 rue Delarivière Lefoulon - à dte rés	21482778527698
SPORTS	SALLE JUDO LAVAQUERY POMPE CHAUFFAGE	43 rue Eichenberger	21490014417614
SPORTS	SALLE JUDO LAVAQUERY LOGE	43 rue Eichenberger	21490738006685
SPORTS	FITNESS	7 rue Chantecoq	21489435546465
SPORTS	SALLE DE JUDO LOCAL TECHNIQUE	43 rue E. Eichenberger	21490159135469

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 3 juillet 2014

QUESTION N° 11

**CONFIRMATION DE LA DENOMINATION DES
ESPACES PUBLICS DE LA ZAC DU THEATRE**

**CONFIRMATION DE LA DENOMINATION DES ESPACES PUBLICS DE LA ZAC DU
THEATRE**

Dans le cadre du projet de création de la ZAC du théâtre, des dénominations ont été attribuées aux espaces publics afin de permettre le fonctionnement anticipé des sites et équipements de la ZAC.

Il convient à présent de confirmer les dénominations ainsi décidées.

Il est proposé au Conseil Municipal de confirmer la dénomination « Allée du Théâtre » et « Place du Théâtre » des nouveaux espaces publics créés dans le cadre de la ZAC du Théâtre conformément au plan annexé à la délibération ci-jointe.

LE CONSEIL,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment son article L. 2129-29,

Vu le plan annexé à la présente délibération,

Vu le rapport de la direction générale,

Considérant la nécessité de confirmer les dénominations des voies et lieux publics de la ZAC du théâtre,

DELIBERE :

Article 1^{er} : Les dénominations « Allée du Théâtre » et « Place du Théâtre » sont attribuées aux nouveaux espaces publics créés dans le cadre de la ZAC du Théâtre conformément au plan annexé à la présente délibération.

Article 2 : Mme Le Maire est autorisée à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Affiché le :

Transmis en préfecture le :

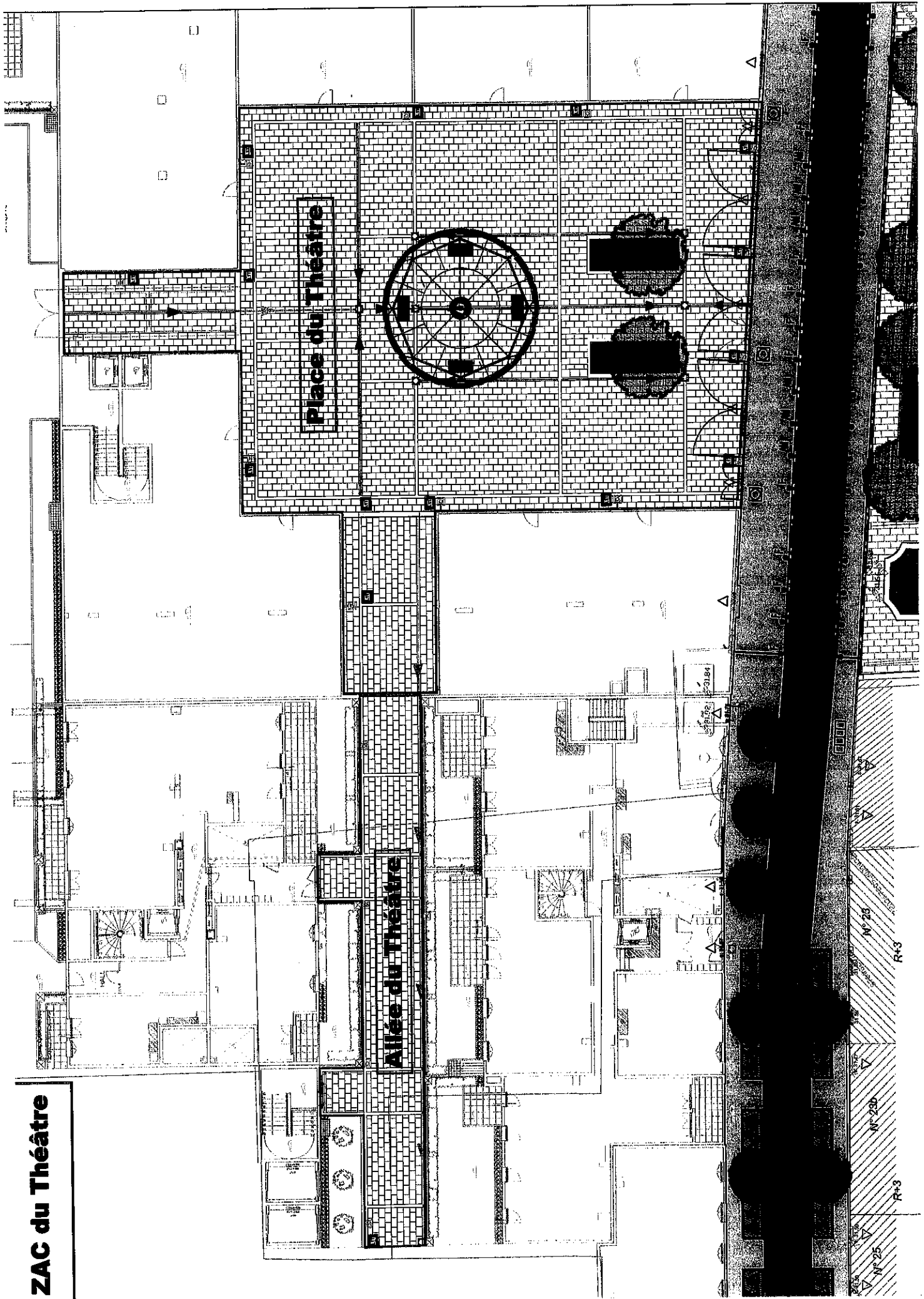
« La présent délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et, ou, de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise ou d'un recours gracieux auprès de la Commune, étant précisé que celle-ci dispose d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes qui résident en outre-mer ou à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal Transmis au représentant de l'Etat. »

ZAC du Théâtre

Place du Théâtre

Allée du Théâtre

N° 25
R+3
N° 23
R+3
N° 20
R+3
N° 19
R+3



CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 3 juillet 2014

QUESTION N°12

**PLAN LOCAL D'URBANISME
PRESCRIPTION DE LA MODIFICATION N°3 ET MISE
EN ENQUETE PUBLIQUE**

<p>PLAN LOCAL D'URBANISME PRESCRIPTION DE LA MODIFICATION N°3 ET MISE EN ENQUETE PUBLIQUE</p>

Par délibération en date du 16 février 2012, le Conseil Municipal a approuvé le Plan Local d'Urbanisme (PLU) sur l'ensemble du territoire de la ville de Puteaux. Le dossier a fait l'objet de deux modifications simplifiées approuvées les 6 juillet 2012 et 3 avril 2013, d'une modification approuvée le 26 septembre 2013 ainsi que de deux mises à jour par arrêtés des 23 juillet 2012 et 23 octobre 2013.

Le PLU, tout en remplissant ses objectifs de favoriser la réalisation de logements, nécessite des adaptations notamment pour tenir compte des constructions existantes et augmenter, surtout dans les secteurs à dominance pavillonnaire (zone UD), les espaces verts en pleine terre.

En centre-ville, (zone UA), ainsi en zones pavillonnaires (UD), les nouvelles constructions ne prennent pas assez en compte les gabarits et l'implantation des bâtiments existants, ce qui occasionne de nombreux contentieux et des difficultés liées à l'instruction des autorisations d'urbanisme (hauteurs excessives, vues trop rapprochées, emprises au sol importante, etc.).

D'autre part, les réhabilitations des tours de bureaux du Front de Seine et du quartier Bellini doivent se poursuivre et le PLU doit en préciser certaines conditions ainsi que l'évolution des dispositions en matière d'implantation de commerces, de logements, ou d'équipements, dont le plafond des hauteurs doit être différencié afin de préserver la mixité du secteur. En particulier le quartier délimité par les rues Jean Jaurès, Bellini et Arago dont les tours de première génération sont en cours de mutation.

Le PLU, pour répondre au diagnostic du Programme Local de l'Habitat (PLH), doit également prescrire des dispositions en matière de typologie de logements en imposant dans les zones du centre-Ville un pourcentage de création, lors de chaque nouvelle opération, d'un minimum de 65% de T3 et plus. En effet, la Ville possède un parc majoritairement composé de petits logements qui ne répond pas aux demandes actuelles des familles.

Quant aux emplacements réservés reportés au plan de zonage, il est proposé de faire évoluer leur liste en fonction des projets réalisés, abandonnés ou à venir.

Enfin, un nouveau retrait sur alignement des nouvelles constructions le long du boulevard circulaire Sud, voie expresse à grande circulation, est indiquée au Plan de zonage, comme cela est déjà le cas Quai de Dion Bouton pour permettre à la fois d'aménager les abords du boulevard (arbres d'alignement, pistes cyclables, cheminements piétons) mais également d'éloigner les nouvelles constructions du bruit routier généré par cette voie.

Il est proposé, dans le cadre de cette modification, d'ajuster les règles de constructibilité afin de mieux contrôler, au niveau de chaque projet, le respect de l'environnement et du cadre de vie, y compris dans les grands secteurs d'aménagement (Zone UPM3 – rue Voltaire).

Les objectifs généraux de la modification du PLU de Puteaux sont :

1. Adapter les hauteurs et augmenter les espaces verts

En Zone UD (à dominance pavillonnaire) :

Par rapport aux voies (article 6) : réduire la bande de constructibilité maximale de R+2+C (12 m) de 25 à 20 m de profondeur par rapport aux voies. Les nouvelles constructions devront s'implanter de manière à respecter les alignements, les retraits et les gabarits des constructions mitoyennes existantes en privilégiant la réalisation de jardins sur rue.

Par rapport aux limites séparatives (article 7) : dans une bande de 20 mètres, les constructions doivent s'implanter en limites séparatives, mais elles peuvent s'en écarter d'un minimum 3 m, cette distance est augmentée à 6 mètres minimum. Au-delà de la bande de 20 mètres, les nouvelles constructions devront s'implanter en retrait d'au moins 6 mètres. Le règlement doit prendre en compte le traitement des jours de souffrances existants (réalisation de contrat de servitude de cours commune ou autre dispositif technique) en vue d'une meilleure intégration des projets dans leur environnement.

Vis-à-vis de l'emprise au sol (article 9) : diminution de 10% de l'emprise maximale autorisée (50% maximum de la superficie du terrain au lieu de 60% aujourd'hui).

La hauteur maximale des constructions en fonds de parcelles (article 10) : dans la bande de 20 mètres, les nouvelles constructions devront respecter les gabarits des constructions mitoyennes existantes dans la limite de 12 m (R+2+C). Au-delà de la bande des 20 mètres, diminution de 9 m (R+1+C) à 7 m (R+C) dans les cœurs d'îlots.

Le stationnement et les espaces verts articles 12 et 13) : augmenter les surfaces d'espaces verts en pleine terre de 25 à 30% de la superficie du terrain. Chaque maison pourra disposer de son garage en sous-sol ou dans le volume de la construction. Le seuil d'exonération des stationnements pour les opérations inférieures à 1000 m² de surfaces de planchers est supprimé.

En Zone UA (centre-ville) :

Par rapport aux limites séparatives (article 7) : dans une bande de 20 mètres, les constructions doivent s'implanter en limites séparatives, mais elles peuvent s'en écarter d'un minimum 3 m, cette distance est augmentée à 6 mètres minimum. Au-delà de la bande de 20 mètres, elles devront principalement s'implanter en retrait d'au moins 6 mètres ou dans le gabarit d'une construction mitoyenne existante. Le règlement doit prendre en compte le traitement des jours de souffrances existants (réalisation de contrat de servitude de cours commune ou autre dispositif technique) en vue d'une meilleure intégration des projets dans leur environnement.

Vis-à-vis de l'emprise au sol (article 9) : réduction de 100% à 60% de la surface du terrain, l'emprise au sol maximale pour les terrains situés à l'angle de 2 voies, exceptés ceux dont la largeur moyenne est inférieure à 25 m ou dont la superficie n'excède pas 600 m² (emprise à 80% ou 100%). Pour tous les autres terrains l'emprise au sol ne pourra excéder 60% avec la suppression des dérogations de dépassement d'emprise à 70% dans le secteur Vieux Puteaux.

La hauteur maximale des constructions (article 10) : diminution de la hauteur maximale au faîtage de 25 mètres (R+6+C) à 21 mètres (R+5+C) pour les voies supérieures ou égales à 10m de largeur. Pour les autres voies, la hauteur de la construction se calcul en proportion de la largeur de celle-ci (exemple : pour une voie de L=8 m la hauteur $H=2 \times L + 1$ m soit 17m donc R+3+C). Dans le secteur du Vieux Puteaux (UAa), dont la hauteur se limite à R+4+C, il est créé un petit sous-secteur délimité par les rues Voltaire, Du Four, Benoit Malon et Bourgeoise à R+2+C afin de préserver le cœur du quartier ancien. Le long du boulevard circulaire, il est créé un secteur UAd dont la hauteur est limitée à 83 NGF (R+4+C) afin de respecter la typologie et la morphologie du quartier de la Colline.

Par ailleurs, le long du boulevard circulaire Sud, un retrait sur alignement de 6 mètres est également créé coté extérieur afin de réaliser des cheminements et des espaces verts.

Les espaces verts (article 13) : imposer un minimum de 10% de la superficie du terrain traité en espaces verts pour les terrains situés à l'angle de 2 voies contre 0% aujourd'hui, sauf en cas d'emprise à 100%.

En Zone UPM3 (rue Voltaire) :

Adaptation du règlement et du document graphique suivant le nouveau plan d'aménagement :

Par rapport aux limites séparatives (article 7) : augmenter les distances des prospects avec un minimum de 6 m au lieu de 4 m et prendre en compte le traitement des jours de souffrances existants (réalisation de contrat de servitude de cours commune ou autre dispositif technique) en vue d'une meilleure intégration des projets dans leur environnement.

La hauteur maximale des constructions (article 10) : baisse des hauteurs maximales de 25 mètres (R+6+C) à 18 mètres (R+4+C)

La modification intègre la suppression d'une partie des emplacements réservés pour création de voirie car elles seront réalisées par l'opérateur dans le cadre de l'aménagement global, selon un cahier des charges établi par la Ville.

2. Préciser les règles concernant les Bureaux afin de permettre la mutation des tours anciennes.

En Zone UA (centre-ville) :

La destination des constructions soumises à conditions (article 2) : Les bureaux sont interdits, sauf s'ils remplacent des locaux existants à surface égale.

En secteur UAb (Front de Seine et Bellini) :

La destination des constructions soumises à conditions (article 2) : Les bureaux sont autorisés uniquement s'ils remplacent des locaux existants et dans cas une extension est possible dans la limite d'en obtenir l'agrément.

Par rapport aux limites séparatives (article 7) : pour les immeubles de bureaux, le retrait par rapport à la limite séparative est fixe et non dépendant du rapport à la hauteur du bâtiment, il est d'au moins 8 mètre.

La hauteur maximale des constructions (article 10) : diminution de la hauteur maximale autorisée pour les logements de 85 NGF (environ 50m)) à 55 NGF (21 m) afin de limiter la reconversion de bâtiments bureaux existants en logements .

3. Modification et suppression de 6 emplacements réservés

N°	DESIGNATION	BENEFICIAIRE	SUPERFICIE
6	Réserve supprimée (voiries réalisées dans la cadre de l'aménagement d'ensemble—se reporter au document graphique de la zone UPM3) – projet ELIS		
7	Réserve supprimée (voiries réalisées dans la cadre de l'aménagement d'ensemble—se reporter au document graphique de la zone UPM3) – Projet ELIS		
8	Prolongement de la rue Gerhard prolongée au droit de la parcelle cadastrée AB 86 (largeur 12 à 15 m environ)	VILLE DE PUTEAUX	386 m ²
12	Réserve supprimée (réalisée) – rue Edouard Vaillant		
16	Réserve supprimée (abandon) – projet 17 rue Fernand Pelloutier		
17	Réserve supprimée (abandon) – projet 86 rue Jean Jaurès		

4. Mise en conformité des règles en matière de stationnements avec les dispositions du code de l'urbanisme (toutes zones)

Actualiser la règle relative au stationnement exigible pour les logements en fonction de la nouvelle réglementation

Il est proposé de les différencier par typologie :

Logements >25 m² = 1 place / logt

Logements =< 25 m² = aucune place exigée

5. Imposer la réalisation d'au moins 65% de grands logements (T3 et plus) sur une grande partie du centre-ville lors de toute nouvelle opération immobilière.

La Ville Compte majoritairement des petits logements, il est ajouté à l'article 2 des zones UA, UZ et UPM3, que tous les nouveaux bâtiments collectifs situés dans le périmètre ainsi reporté au plan de zonage doivent comporter au moins 65% de 3 pièces et plus afin de répondre aux besoins des

familles, identifiés dans le diagnostic du Programme Local de l'habitat (PLH).

Il est demandé au Conseil Municipal :

1. De prescrire la modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme tel que présenté au projet ci-annexé.
2. D'autoriser Madame le Maire ou son représentant à saisir Monsieur le Président du Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise afin de désigner un commissaire enquêteur et de remplir toutes les formalités nécessaires au déroulement de l'enquête publique.

Le projet de modification n°3 du PLU est consultable au service de l'Assemblée.

LE CONSEIL,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.123-13, L.123-13-1, L.123-13-2, R.123-1 et suivants,

Vu la délibération du Conseil Municipal du 16 février 2012 approuvant le Plan Local d'Urbanisme de Puteaux, modifié les 6 juillet 2012, 3 avril 2013 et 26 septembre 2013, mis à jour les 23 juillet 2012 et 23 octobre 2013,

Vu la délibération du Conseil Municipal du 4 avril 2014 portant délégation des pouvoirs du Maire,

Vu le rapport établi par la Direction Générale,

Considérant que les modifications envisagées correspondent aux critères des articles L.123-13 et suivants du code de l'urbanisme,

Entendu l'exposé du Maire,

DELIBERE :

Article 1er : Décide de prescrire la modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme tel que présenté au projet ci-annexé.

Article 2 : Autorise le Maire à saisir Monsieur le Président du Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise afin de désigner un commissaire enquêteur.

Article 3 : Le dossier de modification sera adressé aux personnes publiques associées avant l'ouverture de l'enquête publique.

Article 4 : La présente délibération sera transmise au Préfet du département des Hauts de Seine et fera l'objet d'un affichage d'un mois en mairie de Puteaux et mention sera faite dans deux journaux diffusés dans le département des Hauts de Seine. La présente délibération sera exécutoire dès sa transmission au Préfet et après accomplissement des mesures de publicité précitées.

Affiché le :

Transmis en préfecture le :

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise ou d'un recours gracieux auprès de la Commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois.

Conformément aux termes de l'article R.421-7 du code de justice administrative, les personnes résident outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal.

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 3 JUILLET 2014

QUESTION N°13

**PRISE EN CHARGE DES FRAIS D'ENREGISTREMENT
ET DE PUBLICITE DU TRANSFERT D'OFFICE DE LA
RUE BELLINI DANS LE DOMAINE PUBLIC COMMUNAL**

VILLE DE PUTEAUX

DIRECTION GENERALE DES SERVICES

Direction du Pôle Aménagement Urbain

DELIBERATION DU CONSEIL
SEANCE DU 3 JUILLET 2014

**PRISE EN CHARGE DES FRAIS D'ENREGISTREMENT ET DE PUBLICITE DU
TRANSFERT D'OFFICE DE LA RUE BELLINI DANS LE DOMAINE PUBLIC
COMMUNAL**

L'emprise de l'actuelle rue Bellini d'une superficie de 5.658 m² n'a pas fait l'objet d'une procédure d'incorporation dans le domaine public communal et cette rue reste une voie privée, ouverte à la circulation publique, appartenant aux différents propriétaires riverains de la voie.

Conformément à l'article L.318-3 du Code de l'Urbanisme, « la propriété des voies privées ouvertes à la circulation publique dans des ensembles d'habitation, peut, après enquête publique ouverte par le Maire et réalisée conformément au code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, être transférée d'office sans indemnité dans le domaine public de la Commune ».

Afin d'entreprendre d'importants travaux d'entretien et d'aménagements de cette voie, la procédure de son transfert d'office dans le domaine public communal a été engagée lors du Conseil Municipal du 8 mars 2007.

Les propriétaires riverains ou ayants droits ont été notifiés avant l'ouverture de l'enquête publique, ouverte du 21 mai au 8 juin 2007, afin de recueillir leurs avis. Aucun propriétaire intéressé n'a manifesté son opposition durant le déroulement de l'enquête publique.

Le 19 juillet 2007, le conseil municipal a donné un avis favorable à ce transfert d'office et a approuvé le plan de classement, suite aux conclusions favorables du commissaire enquêteur du 4 juillet 2007.

L'enregistrement au service du cadastre a été effectué le 31 juillet 2007 mais les formalités de publications à la conservation des hypothèques n'ont pas été régularisées compte tenu du refus de prise en charge des frais par les différents propriétaires riverains. En effet, ceux-ci se calculent à partir de la valeur vénale de l'ensemble des parcelles, que le service des domaines a estimé à 2 263 200 € en 2007, à répartir entre la Ville de Puteaux et les 3 syndicats des copropriétaires riverains (Ensemble immobilier du Pont de Neuilly, Tour Arago et Bellini Défense).

Le 18 décembre 2013, le service des Domaines a actualisé la valeur vénale de cette voie à 3 800 000 €, soit 671 €/m² environ. La ville de Puteaux se propose de prendre intégralement à sa charge tous les frais afin de clore définitivement cette procédure. Ceux-ci seront inférieurs à 50 000 €.

Il convient aujourd'hui, afin de reprendre le cours de cette procédure et de régulariser ce transfert auprès des services fiscaux, de confirmer les termes de la délibération du 19 juillet 2007.

Il est proposé au Conseil Municipal :

- de confirmer l'avis favorable au transfert d'office dans le domaine public communal de la rue Bellini,
- d'autoriser la prise en charge des frais afférents à ce transfert,
- d'autoriser Madame le Maire à accomplir toutes les formalités d'actes, de publications et de notifications nécessaires.

DELIBERE,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L.318-3, R.318-1 à R.318-12,

Vu le Code de la Voirie Routière, notamment ses articles L.141-3, R.141-4, R.141-5 et R.141-7 à R.141-9,

Vu le plan de classement établi par le géomètre-expert,

Vu la délibération du Conseil Municipal du 8 mars 2007 décidant de l'ouverture d'une enquête publique préalable au transfert d'office de la rue Bellini dans le domaine public communal,

Vu les notifications individuelles du dépôt du dossier à la mairie effectuées,

Vu l'enquête publique intervenue du 21 mai au 8 juin 2007,

Vu les conclusions favorables du Commissaire-Enquêteur en date du 4 juillet 2007,

Considérant qu'aucun propriétaire intéressé n'a fait connaître son opposition,

Vu la délibération du Conseil Municipal du 19 juillet 2007 donnant un avis favorable au transfert d'office de la rue Bellini dans le domaine public communal,

Considérant que la procédure doit être menée à son terme afin de réaliser les aménagements prévus,

Vu le rapport de la direction générale,

DELIBERE :

Article 1er :

Confirme l'avis favorable donné par le conseil municipal du 19 juillet 2007, relatif au transfert d'office sans indemnité dans le domaine public communal de la rue Bellini. Ce transfert vaut classement de la voie dans le domaine public et éteint, par lui-même et à sa date, tous droits réels et personnels existant sur les biens transférés.

Article 2 :

Autorise la prise en charge des frais afférents à ce transfert.

Article 3 :

Approuve le plan de classement établi par le géomètre-expert comme plan d'alignement.

Article 4 :

Autorise Madame le Maire à accomplir toutes les formalités d'actes, de publications et de notifications nécessaires

Affiché le :

Transmis en préfecture le :

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise ou d'un recours gracieux auprès de la Commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois.

Conformément aux termes de l'article R.421-7 du code de justice administrative, les personnes résident outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal.

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES
DES HAUTS-DE-SEINE
DIVISION FRANCE DOMAINE
167-177, AVENUE JOLIOT-CURIE
92013 NANTERRE CEDEX
TÉLÉPHONE : 01 40 97 30 30
MÉL. : ddip92.pgp.domaine@dgfip.finances.gouv.fr

7300-A-SD
(04-2005)

POUR NOUS JOINDRE :

Affaire suivie par : Vanessa PASTOR
Téléphone : 01.40.97.32.26.
Télécopie : 01.40.97.33.66.
Mél. : vanessa.pastor@dgfip.finances.gouv.fr
Réf à rappeler : PUT 01-22, Cqué 2013-062 V 2134

AVIS DU DOMAINE

(Valeur vénale)

(Code du Domaine de l'État, art. R 4 ou décret n° 86-455 du 14 mars 1986
modifié)

Loi n° 2001-1168 du 11 décembre 2001.

1. Service consultant :

Ville de PUTEAUX
Hôtel de Ville
131, rue de la République
92 801 PUTEAUX

2. Date de la consultation :

Demande reçue le 28/11/2013 et complétée le 13/12/2013.

Visite réalisée le 12/12/2013.

Consultation dans le délai réglementaire d'un mois.

3. Opération soumise au contrôle (objet et but) :

Demande d'estimation de la valeur vénale de la voie privée Bellini, ouverte à la circulation publique, dans le cadre d'un transfert d'office de celle-ci dans le domaine public communal, en vertu d'une délibération du Conseil municipal en date du 19/07/2007 et de l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme modifié par la loi n° 2004-809 du 13/08/2004 et du décret n° 2005-361 du 13/04/2005.

4. Propriétaires présumés :

- Syndicat des copropriétaires de l'ensemble immobilier dénommé « syndicat de l'ensemble commercial du Pont de Neuilly » pour les parcelles cadastrées Section AE n° 34 et 67 pour 4 519 m² ;

- Syndicat des copropriétaires de l'immeuble dénommé Tour Arago sis 54-58 rue Arago pour la parcelle cadastrée Section AE n° 196 pour 596 m² ;
- Syndicat des copropriétaires de l'immeuble dénommé Bellini Défense sis 3 rue Bellini pour la parcelle cadastrée Section AE n° 197 pour 543 m².

5. Description sommaire de l'immeuble compris dans l'opération :

Adresse du bien : 6 rue Bellini PUTEAUX.

Références cadastrales : Section AE, Parcelles n° 210, 213, 216 et 218 (5 658 m²) provenant de la division des parcelles cadastrées Section AE n° 34, 67, 196 et 197.

Visite du bien : Effectuée le 12/12/2013.

Description :

Par délibération du Conseil municipal en date du 19/07/2007, et après enquête publique réalisée le 04/07/2007, le Conseil municipal a donné un avis favorable au transfert d'office de la rue Bellini, voie privée ouverte à la circulation publique, dans le domaine public communal.

La rue Bellini est utilisée par un flux très dense de véhicules aux abords du boulevard circulaire et du quai de Dion Bouton. Sa création fut nécessaire pour relier le quai à la rue Arago à la suite de la construction de l'ensemble immobilier dénommé « Pont de Neuilly » en 1965.

D'après la visite sur place et les informations du consultant (mail en date du 13/12/2013), l'emprise de 5 658 m² à classer dans le domaine public communal est bien à usage de voirie, et est inconstructible. Elle se décompose comme suit :

- 596 m² représentant la parcelle cadastrée Section AE n° 196 p1;
- 2 198 m² représentant la parcelle cadastrée Section AE n° 67 p1;
- 543 m² représentant la parcelle cadastrée Section AE n° 197 p1;
- 2 321 m² représentant la parcelle cadastrée Section AE n° 34 p1.

La loi n° 2004-809 du 13/08/2004 et le décret n° 2005-361 du 13/04/2005 a modifié l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme en simplifiant la procédure de classement des voies privées, ouvertes à la circulation publique, dans la voirie communale. Ce transfert d'office se réalise sans versement d'indemnités aux propriétaires des voies et sans que leur consentement soit nécessaire.

6. Document d'urbanisme adopté par la commune :

Document d'urbanisme adopté par la commune : PLU approuvé en délibération du conseil municipal du 16/02/2012.

Situation au plan d'aménagement / Zone de plan : Zone UAb.

7. Situation locative :

Sans objet.

8. Détermination de la valeur actuelle :

Après une étude du marché immobilier local, il ressort que la valeur vénale de l'emprise de 5 658 m² est estimée à 3 800 000 € HT/HC.

Cette estimation est effectuée sous réserve d'une éventuelle pollution du terrain.

9. Observations particulières :

L'évaluation contenue dans le présent avis correspondant à la valeur vénale actuelle, une nouvelle consultation du Domaine serait nécessaire si l'opération n'était pas réalisée dans un délai d'un an ou si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité ou les conditions du projet étaient appelées à changer.

Elle n'est, au surplus, valable que pour une acquisition réalisable uniquement dans les conditions du droit privé. Une nouvelle consultation serait indispensable si la procédure d'expropriation était effectivement engagée par l'ouverture de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique.

Les actes destinés à constater les acquisitions ou les prises en location poursuivies par les services de l'État sont passés par le Service des Domaines (art. R 1212-1, R 4111-1 et R 4111-8 du code général de la propriété des personnes publiques).

L'enregistrement de votre demande a fait l'objet d'un traitement informatique. Le droit d'accès et de rectification, prévu par la loi n° 78-17 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'exerce auprès des directions territorialement compétentes de la Direction Générale des Finances Publiques.

En outre, il vous appartient d'en informer le(s) propriétaire(s) concerné(s).

A Nanterre, le 18 décembre 2013

Pour le Directeur Départemental des Finances Publiques,
Administrateur Général des Finances Publiques

Par déléga



Marie-Laurence DUMAS
Inspectrice divisionnaire

